

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE TRAVAIL DE LA FEMME

ET

La Bienfaisance Privée à Paris

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Mars 1908, à 1 heure

PAR

Pierre CLAMORGAN

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908



THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE TRAVAIL DE LA FEMME

ET

La Bienfaisance Privée à Paris

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Mars 1908, à 1 heure

PAR

Pierre CLAMORGAN



Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ERRATA

- Page 67 — Ligne 15 — Au lieu de ouvriers, lire ouvrières.
- Page 74 — Ligne 12 — — leur, lire son.
- Page 75 — Ligne 20 — — secrétariat, lire secrétariats.
- Page 77 — Ligne 1 — — philomatique, lire philomathique.
- Page 135 — Ligne 9 — Supprimer : à l'Assistance du Rosaire.
- Page 157 — Ligne 25 — Au lieu de sont, lire ont,
- Page 163 — Ligne 24 — — la, lire de.

Le Travail de la Femme

ET LA

BIENFAISANCE PRIVÉE A PARIS

INTRODUCTION

Le régime de liberté et de concurrence, sous lequel vivent actuellement l'industrie et le commerce, a été très défavorable à la femme ouvrière et l'a réduite à un état d'*infériorité* économique dont les conséquences, au point de vue social, sont néfastes. On a longuement recherché les causes de cette situation et les moyens de l'améliorer.

Nous voudrions ici étudier les différents remèdes qu'a tenté d'apporter à l'avilissement du travail de la femme, ce que l'on peut appeler la *bienfaisance privée*; l'œuvre des initiatives individuelles, inspirées

par un autre sentiment, que celui de l'intérêt personnel ou corporatif (1). Les termes de cette définition écartent :

1° Ce que les travailleuses ont pu chercher à réaliser par elles-mêmes ; c'est peu important, du reste. Ou bien les ouvrières ne savent pas qu'elles ont des intérêts communs à défendre, s'ignorent les unes des autres ; ou bien elles ont été élevées à ne pas considérer le travail comme leur occupation normale, la vie professionnelle devant s'arrêter pour elles au mariage ; et elles négligent alors de s'instruire de l'organisation de leur profession, de savoir si elles reçoivent la juste rémunération de leur travail ; devant l'insuffisance de leur salaire, par exemple, elles n'ont aucune idée de révolte : pour gagner plus, elles ne songent qu'à travailler plus.

2° *L'étude du rôle de l'Etat.* Nous verrons seulement que l'initiative privée, tantôt reconnaît l'intervention de l'Etat comme indispensable, tantôt, au contraire, s'efforce de la restreindre, lui reprochant de nuire à l'ouvrière en cherchant à la protéger. « Parce que ce sont des hommes qui gouvernent, disent les féministes : l'Etat a fait peu pour l'ouvrière. »

L'œuvre de la bienfaisance privée, l'aide apportée

1. Nous circonscrivons cette étude à Paris en tant qu'il s'agit du moins des œuvres proprement dites ; l'étude des théories et de certains projets de réforme ayant nécessairement une portée plus générale.

à la classe ouvrière féminine par les autres classes de la société est au contraire importante, au moins par le nombre et la variété des efforts qui ont été tentés. La presse, des enquêtes publiques et privées, quelques livres célèbres : *Salaires et Misères de femmes* de M. d'Haussonville ; *L'ouvrière de l'aiguille* de M. Charles Benoist, ont fait peu à peu connaître la détresse physique et morale de l'ouvrière dans certaines professions à Paris. Son sort était bien fait pour intéresser et toucher ceux qui, suivant l'expression souvent employée, ont la conscience sociale développée et veulent faire de l'action sociale ; qui par dévouement, par amour du prochain — il faut le dire aussi — par goût de l'observation, snobisme, curiosité des émotions nouvelles, aiment à se mêler au monde du travail pour en connaître les vices et les misères.

Comme femme, parce que le travail est moins pour elle un devoir qu'une nécessité, et qu'elle a souvent à remplir avant tout son rôle d'épouse ou de mère, l'ouvrière devait inspirer de la sympathie aux épouses et aux mères plus fortunées, qui peuvent se donner tout entières à l'accomplissement de ces devoirs naturels. Comme travailleuse, l'ouvrière est intéressante aussi, à cause de son isolement, de sa faiblesse physique, des coalitions qui existent contre elle. Aussi, depuis une trentaine d'années surtout, a-t-on cherché à lui prêter main forte à tous

les âges, et pour toutes les difficultés de sa vie professionnelle.

L'Œuvre de la philanthropie à Paris est extrêmement variée à cause de la complexité des questions à résoudre ; à cause aussi des divergences de vues des philanthropes qui, venus de tous les milieux de la société et animés de sentiments très divers, poursuivent chacun leur but et obtiennent des résultats souvent contradictoires.

Sur la raison même de leur intervention, sur l'attitude qu'il faut prendre en face des misères ouvrières, il s'élève une discussion de principe.

Doit-on secourir l'ouvrière par charité, ou chercher à réaliser pour elle la justice ?

En présence de ces femmes qui s'épuisent en efforts vains pour vivre et faire vivre les leurs, la première pensée qui vient à l'esprit c'est qu'il faut les aider ; que ceux qui sont favorisés par la fortune doivent leur apporter de leur superflu, que le remède à la misère ce soit la bienfaisance.

Mais la misère devient si aiguë, les causes en sont si obscures et, peut-être aussi, les êtres supportent si peu la souffrance, que l'idée même de la charité est devenue odieuse non seulement aux pauvres, mais à certains riches.

« La Charité est-elle une solution à la question sociale ? », écrivait M. Léon Grégoire au nom des catholiques sociaux, les adversaires les plus con-

vaincus peut-être de la charité « mais la misère résulte d'une injustice ; chercher à la réparer est un devoir de justice et non plus un devoir de charité (1).

« Ou elle est, en effet, un résultat inévitable de l'inégalité naturelle des fortunes, ou un résultat évitable des mauvais usages que les riches font de leur richesse ; ou elle tient à l'irréparable injustice des choses ou bien à l'injustice des hommes qui peut et doit être corrigée. Si l'on adopte le premier avis, on ne voit d'autre remède à la question sociale que deux vertus facultatives : *la bienfaisance chrétienne* chez le Maître, *la résignation chrétienne* chez l'ouvrier.

« Si l'on adopte le second avis, on réclame avant tout la justice chrétienne et l'on s'occupe de l'établir. »

« La Bienfaisance ne s'impose pas, la justice s'impose. La question sociale intéresse l'ensemble des ouvriers et des patrons. « Pour la résoudre, peut-on faire appel exclusivement à une vertu de luxe ? » et plus loin, « ce qui existe est contre le droit. Faut-il y opposer un remède arbitraire, capricieux, gracieux, une vertu de superflu ? ou bien faut-il y opposer la proclamation du droit et la contrainte au nom du droit ? »

1. Léon Grégoire. *Le Pape, les catholiques et la question sociale*, p. 120.

« Le travailleur ne veut pas vivre d'aumônes, il demande à pouvoir gagner sa vie par son travail. »

La charité, parce qu'elle est une vertu facultative et que la solution est dans l'accomplissement d'un devoir, est donc, en principe, insuffisante et par conséquent néfaste, « parce qu'en la pratiquant, ceux qui ont un devoir de justice à accomplir le négligent et que ceux même qui n'ont aucune responsabilité dans l'injustice sociale en y remédiant, la perpétuent. »

M. d'Haussonville dans son livre *Socialisme et Charité* s'est fait le défenseur ardent de la *Charité*.

« A ne jamais prononcer ce mot dit-il, il faut prendre garde que la chose elle-même ne tombe en désuétude. Notre démocratie orgueilleuse incline à croire qu'elle pourrait rayer la Charité de son organisation. Elle veut l'égalité de bien-être. C'est se heurter contre la nature des choses. »

N'y aurait-il alors comme remède à la misère que la générosité de ceux qui possèdent ?

Mais tous les maux dont souffre l'ouvrière sont-ils inévitables, sont-ils vraiment dans la nature des choses ?

Il y en a certainement : la vieillesse, la maladie, les accidents sont une loi de la vie, à laquelle on ne peut se soustraire.

Mais il y a aussi, a-t-on répondu, les causes qui viennent de l'organisation sociale et économique. Le

régime capitaliste, la concurrence, la législation sont aussi des causes de misères féminines. Les ouvrières qui souffrent du chômage, de l'infériorité des salaires etc., sont plus nombreuses que celles qui sont interrompues dans leur travail par un accident ou une maladie.

Or ces causes dépendent des volontés humaines, de l'état social. Leur existence rend inutile tout effort de générosité et de bienfaisance, que leur disparition rendrait peut-être inutile.

Il y aura toujours des pauvres, c'est vrai, mais il y en aura peut-être moins.

La pauvreté n'est pas un idéal, c'est un mal ; on ne peut refuser aux hommes d'essayer de la supprimer dans la mesure où ils en sont responsables. Autre chose est de chercher l'égalité du bien-être, autre chose, de chercher à ce que tous puissent vivre. La bienfaisance, l'aumône du riche au pauvre doit être une exception.

Il ne nous appartient pas de prendre parti dans la discussion. L'étude des diverses tentatives de la *Bienfaisance privée* nous permettra seulement d'apprécier lequel, de l'esprit de charité ou de l'esprit de justice, a été le plus fécond en résultats appréciables pour le soulagement des misères de l'ouvrière.

Du reste, il importe de bien définir le mot de charité, qui sert à désigner tantôt la vertu elle-même,

tantôt sa mise en pratique par le « don de ce qui n'est pas dû ».

C'est à la charité dans cette dernière acception du mot, « à la générosité bienfaisante », que s'adresse la critique des catholiques sociaux. En voulant réaliser la justice, ils pratiquent autant que d'autres *la vertu de la charité*.

Un autre sentiment inspirateur de réformes, que l'on appelle solidarité, intéresse au sort des femmes ouvrières d'autres femmes : *les féministes*.

Etre féministe c'est vouloir supprimer une inégalité quelconque existant entre la femme et l'homme. Certaines revendications sont faites à un point de vue très général : la femme doit être affranchie de la tutelle de l'homme, dans le mariage, la famille, la société. Son intelligence ne doit pas être asservie. « L'esclave se redresse devant son maître et réclame une égale place au soleil de la science et au banquet de la vie. » Le sentiment qui semble inspirer alors les femmes est un besoin impatient de liberté ; leurs revendications sont basées sur des affirmations et des théories.

Au point de vue économique, les revendications féministes sont légitimées par un sentiment plus raisonné qu'un simple caprice, basées sur la nécessité même de l'existence. La cherté de la vie, la difficulté de trouver un mari oblige la femme à travailler « comme un homme » ; à oublier ses goûts

naturels, la destinée première de son sexe, son rôle domestique, pour se créer des ressources ; mais elle n'en a pas comme l'homme les moyens.

Elle est considérée comme une travailleuse de qualité inférieure. Le chiffre des professions qui lui sont accessibles est très limité. Les lois de protection en restreignent encore le nombre ; l'opinion n'est pas encore habituée à la nécessité pour elle du travail.

« La théorie qui constitue encore aujourd'hui le fondement des mœurs et des lois peut se résumer en cette formule : La femme ne doit point travailler. Le Code civil énonce cette loi : « Le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état. » Sa seule fonction selon la loi complétée par les mœurs est d'être épouse et mère dans le mariage, amante hors du mariage » (1).

Dans tous les cas où la femme est l'égale de l'homme devant l'obligation du travail, il semble impossible de ne pas demander qu'elle soit relevée de son infériorité.

Aussi le féminisme économique compte-t-il de nombreux partisans. La formule : « à travail égal, salaire égal », et cette autre : « Pas de mesure de protection pour la femme, mais la liberté du travail »,

1. Rap. Lucien le Foyer. Congrès des Œuvres et Inst. féministes.

ont été employées non seulement par le féminisme avancé, socialiste et libre-penseur, mais par le féminisme modéré, que M. Turgeon appelle conservateur !

Elles sont le résumé des revendications, non pas de femmes exaltées, mais de femmes qui savent sans exagération demander les réformes compatibles avec le rôle et les nécessités de l'existence féminine.

Soulager par esprit de charité la misère de l'ouvrière ; chercher par esprit de justice et de solidarité à réagir contre l'état d'infériorité où la laisse la concurrence, voici les différentes raisons des efforts de la bienfaisance privée.

A un esprit différent correspondent des œuvres très différentes. *La Charité* a inspiré des œuvres individuelles d'assistance, de secours, d'éducation professionnelle. *L'esprit de justice* et de solidarité sociale a inspiré surtout des tentatives de réformes économiques : relèvement des salaires, suppression du chômage et de l'exploitation par les intermédiaires.

Les *moyens d'action* sont très variés aussi. Tantôt la bienfaisance privée a créé des organismes nouveaux : entreprises, syndicats ; fondé des établissements. Tantôt elle a cherché simplement à éclairer

l'opinion publique et les ouvrières par des conférences, des campagnes de presse, des publications, ou à obtenir de l'Etat des modifications dans la législation ouvrière.

Utilisant à la fois ces deux modes de classement : but et moyens d'actions, voici dans quel ordre nous allons étudier toutes ces œuvres (1).

1° *Projets de réforme*, — a) la concurrence faite au travail par certains établissements de bienfaisance ;
b) la bienfaisance privée et l'intervention de l'Etat.

2° *Les œuvres d'enseignement professionnel*.

3° *Œuvres de travail*. Assistance par le travail, tentatives de réorganisation du travail.

4° *Mouvement syndical*.

5° *Ligue sociale d'acheteurs*.

1. Bien que la condition économique de la femme ait en partie pour cause le régime politique et juridique sous lequel elle est placée par la loi, nous laisserons de côté l'étude des réformes proposées à ce point de vue.

CHAPITRE PREMIER

Projets de réforme

Les projets de réforme que la philanthropie sollicite du législateur, les mouvements d'opinion qu'elle a voulu créer dans le public ont été préparés dans les différents congrès féminins nationaux ou internationaux qui ont eu lieu à Paris. Ils sont le résultat de la collaboration de directrices d'œuvres, de publicistes, de patronnes et d'ouvrières, qui après avoir apporté sous forme de rapports, les unes leurs cahiers de doléances, les autres leurs enquêtes, étudièrent en commun le plan des campagnes à entreprendre.

C'est aux féministes que revient l'honneur d'avoir, les premières, cherché à attirer l'attention sur la condition de l'ouvrière ; leurs revendications restèrent longtemps isolées. Comme on les suspectait d'être inspirées par un esprit révolutionnaire, elles ne furent pas prises au sérieux.

Les premiers congrès organisés en 1878, par Maria Deraisme ; en 1889, en 1892 par M^{me} Potonié Pierre, la véritable fondatrice de la doctrine féministe ; et enfin en 1896, passèrent inaperçus. Les vœux qu'il formulèrent furent peu écoutés. Peu à peu on se rendit compte de la légitimité de certaines revendications, du bien-fondé de certaines critiques ; et en 1900 tous les partis, toutes les opinions, étaient représentés aux trois congrès féministes qui eurent lieu à l'Exposition.

a) Le Congrès international des œuvres et institutions féminines, le plus important des trois, fut organisé grâce à l'initiative du bureau « de la Conférence de Versailles », commission de féministes qui se réunissait annuellement sous la présidence de M^{lle} Sarah Monod depuis le congrès de 1889 ; les œuvres protestantes, libres-penseuses et neutres et quelques œuvres catholiques s'y firent représenter (1). Les hommes ne prirent aucune part à l'organisation de ce congrès.

« Le congrès, s'inspirant de la pure doctrine féministe qui affirme l'égalité complète de l'intelligence de l'homme et de la femme, a voulu prouver que les femmes possédaient les mêmes facultés d'organisation. »

Les congressistes se divisèrent en cinq sections.

1. Un très remarquable compte rendu des travaux de ce Congrès a paru sous la direction de M^{me} Pégard, sa distinguée secrétaire générale.

Les questions qui devaient être étudiées par la section du travail étaient les suivantes :

- 1° Liberté du travail de la femme ;
- 2° Causes d'avilissement des salaires ;
- 3° Moyens de favoriser le travail de la femme au foyer domestique ;
- 4° Sociétés coopératives de production.

La discussion fut suivie de rapports lus en séance plénière, et les vœux émis furent adoptés à l'unanimité, moins le vœu sur la liberté du travail, dont le vote rencontra une opposition assez vive.

b) Les questions du travail occupèrent une partie des séances du *Congrès International de la condition et des droits des femmes*, « la commission d'enquête, se faisant un devoir de leur donner la première place dans son programme. L'affranchissement économique est le point de départ de la totale libération. Le salaire est la dernière forme du servage. »

Ce Congrès fut organisé par un groupe de féministes avancées, dont M^{me} Pognon était présidente et M^{me} Marguerite Durand, ancienne directrice de la Fronde, secrétaire générale.

Les vœux à examiner par le Congrès avaient été préparés d'avance. Ils portaient : 1° sur les causes d'avilissement des salaires ; 2° le principe de l'égalité du salaire pour les deux sexes ; 3° l'égalité dans la protection et dans la liberté du travail.

c) Le troisième Congrès groupait toutes les œuvres catholiques sous le titre de *congrès international des œuvres catholiques* de 1900, section des œuvres de femmes (1). Le féminisme y était représenté par M^{lle} Maugeret.

Trois rapports y furent lus (sur la liberté du travail, la situation légale de la femme et l'accession des femmes aux Conseils supérieurs), où l'on trouve résumées les idées du féminisme chrétien sur les améliorations à apporter à la condition économique de l'ouvrière.

Ces idées sont, à quelques nuances près, les mêmes que celles émises dans les autres congrès. S'il n'avait été traité que des sujets économiques, une entente aurait été facile et ces trois congrès auraient pu n'en faire qu'un.

d) Un dernier congrès féministe a eu lieu en 1907, il est dû à l'initiative de M^{me} Marguerite Durand, dont le but était de chercher à grouper les déléguées des syndicats féminins de France, pour connaître par profession et de la bouche même des intéressées, les desiderata de la classe ouvrière féminine. Ce but ne fut atteint que partiellement. Les rapports étaient

1. Il n'a paru de ce congrès que le compte rendu des rapports. Il fut imprimé par les soins de M^{lle} Maugeret à l'Ecole professionnelle d'Imprimerie, 19, rue Bonaparte.

Depuis 1904, a eu lieu chaque année une réunion des déléguées des œuvres catholiques féminines sous le nom de Congrès Jeanne d'Arc.

très intéressants, mais les rapporteuses si émues de venir du fond de la province raconter tous leurs malheurs devant un public parisien, qu'elles perdirent souvent le sang-froid nécessaire au bon ordre d'un congrès (1).

Si l'on rapproche les vœux formulés dans tous ces congrès sur les remèdes à apporter à l'avilissement des salaires et sur la liberté du travail, on peut voir qu'ils sont presque identiques, et que deux questions ont particulièrement préoccupé la philanthropie.

1° Les moyens d'enrayer la concurrence faite au travail féminin par les couvents, orphelinats, ouvroirs, prisons.

2° La réglementation du travail.

§ 1. — *La concurrence faite au travail libre par certains établissements de bienfaisance*

Depuis longtemps, on dit plus de mal que de bien des œuvres qui font travailler. En 1861, une féministe écrivait déjà : « Une des causes de la baisse des salaires, c'est la concurrence des ouvroirs, pensions, établissements de bienfaisance. » Jules Simon disait aussi dans l'*Ouvrière* : « La situation du travail à l'aiguille ne peut aller qu'en empirant, les ouvrières

1. Ces rapports, s'ils sont publiés, présenteront un grand intérêt documentaire.

ont à redouter concurremment les prisons et les couvents : sur 100 douzaines de chemises, les couvents en ont cousu 85 » (1). Au congrès des Institutions féminines de 1900, M^{me} Avril de Sainte-Croix, chargée du rapport *sur les causes de l'avilissement des salaires*, s'exprimait en ces termes : « J'estime que les œuvres philanthropiques, assistances par le travail, maisons de refuge, orphelinats, ouvroirs et couvents, ces derniers surtout, qui se sont — dans un but louable sans doute — mais l'enfer n'est-il pas pavé de bonnes intentions ? — multipliés, ne tenant compte que de la question charité sans se préoccuper de la question travail et de sa rétribution équitable, ont été un des facteurs les plus importants de l'intolérable situation faite à la femme. »

Les critiques furent plus violentes encore au Congrès des Droits de la femme et au Congrès du Travail féminin de 1907.

La concurrence des œuvres est une des causes de baisse des salaires invoquée le plus fréquemment par les syndicats féminins de la Bourse du Travail. Un enquêteur de l'Office du Travail nous disait aussi récemment : « Le rôle de tous ces ateliers et ouvroirs de bienfaisance est néfaste ».

Les faits légitiment-ils les griefs invoqués contre les œuvres de charité où l'on travaille ?

1. D'après une enquête de l'époque, les couvents comptaient en France 80.000 élèves dont 20.000 ouvrières.

On reproche, en général, à ces établissements de déprécier la valeur du travail : 1° En l'utilisant dans un autre but que celui de lui faire rapporter le salaire normal d'une ouvrière ; 2° en le soumissionnant à des prix beaucoup trop bas.

La valeur du travail est fixée par l'équilibre qui s'établit entre l'offre et la demande. Pour l'employeur, elle est le prix auquel il peut trouver à faire exécuter ce travail. Pour l'employé, la rémunération qu'il peut en obtenir. Cette valeur varie suivant les offres et les demandes, entre un maximum qui sera le taux auquel le coût de la main-d'œuvre augmenterait le prix de revient jusqu'à absorber le bénéfice de l'employeur et un minimum qui sera le taux auquel la rémunération de son travail ne serait plus suffisante pour l'employé.

Dans les industries féminines, l'employée peut être une ouvrière ou une intermédiaire entre le magasin ou la fabrique et l'ouvrière. Si l'employé est une ouvrière, sa demande dépendra de l'utilité de la rémunération de son travail. En a-t-elle besoin pour vivre, elle demandera un salaire relativement élevé. Si elle a d'autres ressources que le produit de son travail, comme c'est le cas de la plupart des ouvrières mères de famille dont le mari et quelquefois les enfants gagnent, elle acceptera pour faire la même tâche une rémunération moindre qui sera pour la famille

un *appoint* ; l'expression est devenue classique. Un patron préférera donner du travail à cette ouvrière moins exigeante, et les premières, celles qui sont isolées ou celles qui ont une famille entièrement à leur charge, devront ou accepter ces conditions de travail, ou chercher de l'ouvrage ailleurs.

Les femmes qui demandent au travail seulement un appoint pour les dépenses du ménage ou pour s'accorder du superflu, sont donc de redoutables concurrentes pour celles dont le travail est la seule source de revenu. Ces femmes peuvent être même dans l'absolue nécessité de travailler, si le gain du mari est insuffisant ; mais c'est de 0 fr. 50 à 1 franc par jour qu'elles ont besoin, alors que ce travail qu'elles offrent de faire doit rapporter à d'autres 2 fr. 50 et 3 francs. Ces femmes sont assez nombreuses à Paris pour que la concurrence du travail d'appoint soit la cause principale de la baisse des salaires.

Le travail a perdu donc de sa valeur quand l'utilité finale en est moindre, s'il ne sert pas à faire vivre la travailleuse. Il en sera de même si la demande est faite dans un autre but que l'idée d'un gain à réaliser ; si le produit matériel du travail effectué a moins d'importance que le bénéfice moral que l'on compte retirer de la peine qu'il coûte au travailleur. Ce n'est plus travailler pour le superflu, pour son plaisir. Mais c'est voir surtout l'utilité morale du travail sans se préoccuper de son utilité maté-

rielle, celle qui fixe la valeur marchande. Le reproche de déprécier ainsi le travail, ne s'adresse plus à des ouvrières isolées, mais aux établissements de bienfaisance, vivant de charité et faisant eux-mêmes la charité, qui viennent demander à des magasins ou à des entrepreneuses de l'ouvrage de confection.

Nous les diviserons en trois catégories.

- a) Les œuvres d'hospitalisation ;
- b) Les œuvres d'éducation et de préservation ;
- c) Les œuvres d'assistance par le travail.

A. — A cette première catégorie appartiennent par exemple les établissements qui hospitalisent les femmes enceintes avant ou après l'accouchement. Quelques-uns — les refuges fondés par les protestants — ne demandent pas d'ouvrage aux magasins ; l'entretien domestique suffit à occuper les pensionnaires. Les autres établissements s'adressent à des maisons de confection en lingerie, à des fabriques de corsets, etc.

Voici comment sont organisés deux de ces « refuges » que nous avons choisis parmi les plus importants.

Refuge-ouvroir pour femmes enceintes, 202, avenue du Maine (fondé depuis 1893). — Une trentaine de femmes environ, ouvrières ou domestiques, y sont recueillies pendant les derniers

mois de la grossesse, alors que leurs patrons ne veulent plus les garder. Trois ou quatre heures par jour on les occupe à l'éventaillage des corsets, travail nécessitant une heure au plus d'apprentissage, et consistant à broder à la soie des dessins très simples sur des corsets qui sont vendus de 3 à 4 francs dans les magasins. C'est payé par la fabrique 2 ou 3 sous la pièce. Le travail d'éventaillage est donné soit à des œuvres, soit à des femmes indigentes qui obtiennent de l'ouvrage sur la présentation de leur quittance de loyer.

Le refuge-ouvroir donne aux femmes la totalité de ce qu'elles gagnent. Ici apparaît le désintéressement très louable de l'œuvre dans son but charitable, mais qui rend aussi moins exigeant quand il s'agit de débattre un prix de façon.

Asile de la rue Gérando. — Il a pour but de recueillir à leur sortie de l'hôpital des jeunes filles ou jeunes femmes qui sont occupées à des travaux de lingerie : façons données par de grands magasins, mais ne reçoivent aucun salaire. Elles sont simplement logées et nourries pendant leur séjour. Ces ouvrières improvisées étant très peu habiles, l'ouvrage fait est peu important et insuffisant comme source de revenu pour l'établissement qui vit surtout d'aumônes.

Pourquoi ces établissements d'hospitalisation demandent-ils du travail ? Pour occuper leurs pensionnaires ; comme ces femmes restent très peu de

temps, il faut leur donner de l'ouvrage facile, qu'elles puissent apprendre rapidement. Il est d'un rapport nul pour le budget d'une œuvre, laquelle dans sa demande de travail est donc portée à ne pas attacher une importance aussi grande aux prix de façon que s'il devait lui être un appoint sérieux. Quelquefois, elle l'abandonne, en totalité ou en partie, aux femmes afin qu'au bout d'un mois celles-ci se soient constituées un petit pécule, et ne se trouvent pas sans argent à leur sortie de l'établissement.

Deux motifs : l'importance très relative pour ces établissements de la valeur du travail et la nécessité d'en avoir à donner régulièrement aux femmes hospitalisées, leur font accepter des prix de façon très bas.

En fait la concurrence de ces œuvres est-elle redoutable pour le travail libre ? A cause de l'incapacité des femmes hospitalisées, le travail entrepris est très grossier. Ce n'est pas aux ouvrières proprement dites que ces œuvres font de la concurrence. Une femme ne pourrait vivre de l'éventaillage des corsets. De plus, ces établissements sont peu nombreux et comme ils répondent à des cas assez spéciaux leur nombre n'est pas destiné à s'accroître.

B. — Il en est différemment de la seconde catégorie d'œuvres, celles qui s'occupent de préservation et d'éducation : Asiles pour les jeunes filles abandonnées, orphelinats, maisons de correction. On

peut les définir : Etablissements où sont recueillies, parce qu'elles sont orphelines, abandonnées ou exposées, des jeunes filles, depuis leur enfance jusqu'à un âge variant de seize à vingt et un ans.

Le but est donc bien charitable et n'a pas en vue le *travail*.

Jusqu'à l'âge de treize ans, ou du moins jusqu'au certificat d'études, l'œuvre doit penser avant tout à l'instruction des enfants. L'étude doit être, avec la récréation, l'occupation de la journée entière.

Une fois l'instruction terminée, jusqu'à l'époque fixée pour la sortie, il reste encore sept ou huit années pendant lesquelles l'enfant est arrivée à l'âge où elle peut apprendre un métier manuel et va, par conséquent, commencer à rendre service par le produit de son travail à celles qui l'ont élevée et nourrie jusqu'alors.

Plus facilement que dans la catégorie des œuvres d'hospitalisation temporaire, ces établissements vont pouvoir compter sur les ressources que ce travail doit produire chaque année.

Ce sera donc dans un but de gain que les directrices d'orphelinats viendront demander l'ouvrage aux magasins, pour le produit qu'il devra rapporter.

La concurrence faite aux ouvrières libres est la même que celle qu'elles se font entre elles, et le caractère charitable de l'établissement ne semble pas influer sur l'organisation du travail.

La demande de travail d'un orphelinat est comparable non pas à celle d'une intermédiaire, d'une entrepreneuse qui donnera l'ouvrage à faire à d'autres, mais plutôt à celle d'une ouvrière. L'entrepreneuse doit calculer que si elle accepte un prix de façon trop bas, ou elle perdra son bénéfice, ou elle ne trouvera pas de main-d'œuvre. Il y a un taux au-dessous duquel sa demande ne descendra pas, parce qu'elle a un salaire à verser. L'orphelinat n'a pas à payer d'ouvrières.

« N'ayant pas à satisfaire à la charge des salaires, il pourra travailler à prix réduits » (1), sans faire de calcul précis sur chaque prix de façon.

Il n'a pas à craindre non plus de ne pas trouver de main-d'œuvre, puisque les ouvrières ce sont les orphelines elles-mêmes.

Cet établissement n'est pas plus obligé aux exigences de l'ouvrière qu'à celles de l'entrepreneuse. Comme les femmes mariées dont nous parlions précédemment, l'orphelinat ne cherche qu'un appoint ; le travail n'est pas sa seule ressource ; c'est un établissement qui vit surtout de charités, de dons en nature.

Le produit du travail n'est pas un appoint de superflu, de luxe ; il sert à combler un déficit dans le budget général de l'œuvre. S'il est insuffisant, l'éta-

1. Fagnot. *Le chômage*.

blissement en est réduit à quêter ou à économiser certaines dépenses. L'ouvrière qui travaille pour vivre ne pourra pas économiser. Elle le prévoit d'avance et sait qu'elle ne peut consentir aucune diminution sur le prix de son travail.

C'est donc parce que l'orphelinat vient demander au travail plus ou moins d'argent, mais pas un chiffre précis comme l'entrepreneuse ou l'ouvrière, que sa concurrence est à craindre.

La demande d'ouvrage de cette catégorie d'établissements a-t-elle une influence réelle sur le marché ?

La question a été étudiée avec le plus de précision qu'il est possible par M. Fleurquin, dans son ouvrage sur le *Travail des ouvriers* à Paris (1). Nous allons résumer, en y faisant quelques critiques, les conclusions auxquelles l'ont amené ses calculs.

Les orphelinats abritent à Paris, dit M. Fleurquin, 3.030 jeunes filles, les écoles professionnelles libres 2.955. Les ouvrières libres des professions exercées dans les orphelinats seraient de 80 à 100.000.

Les orphelinats fournissent 7.558.200 heures de travail utile ; Les écoles professionnelles 5.000.000 : c'est ce que donneraient 5.230 ouvrières travaillant huit heures par jour à l'année de trois cents jours. La puissance de travail des orphelinats et écoles professionnelles, serait à celle du travail libre dans la proportion de 1/168.

1. Fleurquin. *Le travail dans les ouvriers à Paris*.

Pour apprécier l'importance de la main-d'œuvre sur le marché parisien, il ne suffit pas de calculer le nombre des ouvrières de Paris. Beaucoup de femmes de province, travaillent pour les grands magasins.

A la concurrence des orphelinats de Paris il faut ajouter celle de bien des orphelinats de province, qui font venir du travail de confection en lingerie et en donnent non seulement à leurs orphelines, mais aussi à des femmes habitant la ville.

Il est aussi insuffisant, comme base de calcul, de rapprocher le chiffre approximatif des orphelines du chiffres des ouvrières de l'aiguille en général. L'aiguille comprend 20 ou 25 professions différentes, où l'importance de la main-d'œuvre est très variable.

La concurrence des orphelinats est nulle dans l'industrie de la dentelle, du corset, des fleurs et plumes; assez importante dans la blanchisserie (le blanchissage est enseigné dans 9 écoles professionnelles), la broderie, la couture même de luxe (enseignée dans 22 écoles) et surtout la confection en lingerie (50 orphelinats font la confection en lingerie qui est enseignée aussi dans 22 écoles.)

Une proportion exacte du nombre des ouvrières dans les orphelinats et dans l'industrie libre est difficile à établir; nous la croyons pour la lingerie de 15 à 20 0/00.

Le nombre des heures de travail est surtout à cal-

culer pour connaître l'importance de la main-d'œuvre des établissements charitables. M. Fleurquin estime que les 3.030 jeunes filles des orphelinats travaillent 25.194 heures par jour, soit une moyenne par orpheline de 8 heures par jour ; les 2.955 des écoles professionnelles, 16.666 heures, soit 5 heures par jour et par élève. C'est ce que donneraient 5.230 ouvrières libres travaillant 8 heures par jour à l'année de 300 jours et la plupart travaillent 10 et 11 heures. Mais dans certaines écoles professionnelles la journée est de 10 heures aussi. A l'école de la rue de Monceau, l'atelier profite de l'autorisation de travailler 11 heures, pendant 60 jours par an.

Le travail des apprenties n'est pas aussi productif que celui des ouvrières ordinaires. L'est-il de moitié moins ? Mais celui des orphelinats l'est autant, sinon plus (1).

La concurrence de ces établissements d'éducation est très réelle dans l'industrie de la confection de la lingerie. C'est celle-là aussi où les salaires sont les plus bas.

C. — Le dernier cas dans lequel nous étudierons cette utilisation du travail dans un autre but que celui pour lequel il est normalement fait, pour le produit

1. Voir Charles Poisson. *Le salaire des femmes*. — Gonard. *La femme dans l'industrie*.

qu'on en tire, c'est celui de l'assistance par le travail.

En principe, on appelle *assistance par le travail* la substitution à l'aumône d'un secours donné après l'exécution d'une tâche déterminée. C'est la meilleure façon de faire la charité toutes les fois que l'on se trouve en présence d'un individu valide, et que la difficulté de trouver un emploi laisse provisoirement sans ressources. « Ceux à qui Dieu a donné, avec la force et la santé, la possibilité de travailler, n'ont aucun droit à nos libéralités. Occupons-les ; payons-les ; mais ne favorisons point l'indolence coupable (1). »

L'aumône est en effet une excitation à la paresse, puisqu'elle permet au mendiant de subvenir à ses besoins, sans travailler. L'assistance par le travail, au contraire, récompense un effort : « on donne au travail ce dont la pauvreté avait besoin ».

Ainsi comprise, l'assistance ne remédie qu'à un des inconvénients de l'aumône. Pas plus qu'elle elle n'est une solution pour l'avenir. Une fois sa tâche accomplie et payée, l'indigent est dans la même situation qu'avant, n'ayant rien appris et rien pour vivre.

Aussi, pratiquement, l'assistance par le travail sert à d'autres fins que de faire plus dignement et plus intelligemment l'aumône.

1. Rapport de Montenach. Cong. Intern. d'Assistance.

M. Prévost dans son rapport à la Société Internationale pour les questions d'assistance, appelle assistances par le travail toutes les œuvres où l'on donne du travail :

« Tantôt, le travail sera pour la charité une sorte de paravent derrière lequel elle se dissimule. Elle paraît alors payer ce qu'elle donne. Ledru-Rollin a dit : c'est ennoblir l'aumône que de la convertir en rémunération du travail.

« Tantôt ce travail sera pour l'œuvre qui en perçoit et en conserve le prix, le moyen même de son fonctionnement.

« Tantôt ce sera le moyen d'un apprentissage pour le secouru qui, au départ, aura ainsi un métier utilisable.

« Tantôt ce travail sera le moyen de donner au secouru un salaire qui sera payé au fur et à mesure dans les externats et réservé dans les internats en vue du pécule de sortie.

« Selon les cas, le travail de l'assisté comportera donc en retour un simple secours ou un salaire, et, ajoute M. Prévost, nous avons alors les deux éléments constitutifs du contrat de louage. L'opération devenue synallagmatique constitue en effet un contrat. Les termes de cette définition nous paraissent trop larges. S'il est suffisant qu'il y ait travail effectué et salaire donné, les orphelinats, les œuvres de préservation, les asiles maternels seraient des

établissements d'assistance. Au point de vue juridique, c'est peut-être exact. Mais comme dans presque tous les cas énumérés, le contrat *est inexistant* ; que pour les orphelinats ordinaires ou les orphelinats industriels la convention passée entre les établissements et les parents des orphelines est reconnue radicalement nulle, le salaire ne pouvant dépendre exclusivement de la volonté d'une des parties ; que pour les établissements où le travail est d'un rapport nul, la totalité du produit étant donnée aux femmes hospitalisées, il ne peut être question d'un contrat quelconque le point de vue juridique nous paraît sans importance.

« C'est le but charitable ou social d'une œuvre, et non pas ce à quoi elle ressemble juridiquement, qui peut servir à la définir. Un orphelinat fait travailler parce qu'il a besoin d'argent ; un asile maternel afin d'occuper les pensionnaires ; une œuvre d'assistance par le travail fait travailler pour procurer aux assistées les avantages du travail.

Toute œuvre qui est en même temps, selon l'expression de M. Eschimaun, une œuvre de charité et une œuvre de travail fait de l'assistance par le travail.

Ainsi définie l'assistance peut revêtir des formes aussi variées que la condition des individus auxquels elle vient en aide. Son rôle varie aussi, et les critiques qu'on lui adresse. — *Le reproche* d'utili-

ser le travail dans un autre but que celui pour lequel il est normalement fait s'applique à l'assistance quand elle a pour but principal la moralisation de l'assisté.

Parmi la foule des sans-travail, il y en a qui ne manquent ni de force ni de courage, mais que l'impossibilité de trouver un emploi a réduits à l'extrême misère ; d'autres qui sont découragés par la lutte et se sont laissés démoraliser ; d'autres enfin que le travail rebute, qui ne veulent vivre que d'aumônes — les professionnels de la mendicité et du vagabondage. Pour distinguer les chômeurs involontaires de ces chômeurs par paresse, pour rendre si possible aux paresseux invétérés l'habitude de l'effort en le leur imposant comme condition de tout secours et chercher à les reclasser en leur donnant provisoirement asile, il n'y a pas de meilleur moyen que de leur offrir de travailler. Les paresseux s'élimineront d'eux-mêmes. Ceux qui sont dignes d'intérêt accepteront et on récompensera leur bonne volonté en leur donnant asile jusqu'à ce qu'ils soient en état de gagner leur vie. En donnant du travail, l'œuvre attache donc plus d'importance à sa vertu moralisatrice, à l'utilité de l'effort qu'il fait faire à l'assisté. La valeur matérielle et marchande entre d'une façon très secondaire dans ses calculs : « Le travail ne peut être assez rémunérateur pour couvrir les dépenses d'assis-

tance ; jamais, selon nous, il ne doit être envisagé à ce point de vue » (1).

Les conditions que le travail doit remplir pour être du travail d'assistance indiquent le rôle qu'on veut lui faire jouer. Elles sont énoncées dans un rapport de M. Berthélemy au Congrès des œuvres d'Assistance en 1900 :

1° Ne pas exiger d'apprentissage. On ne cherche pas à donner à l'assisté le travail de sa profession, s'il en a une, ou un travail qui puisse le faire vivre dans la suite.

C'est un travail banal, un travail d'entre temps, « facile à faire d'emblée » (2).

2° La rémunération de ce travail n'a aucun rapport avec sa productivité. Ce qui est donné soit en argent, soit en nature (Hospitalisation, nourriture, vêtements), n'est ni juridiquement, ni économiquement un salaire véritable (3). Le salaire est basé, en effet, ou sur la production du travail et l'individu est ici toujours plus payé qu'il ne rapporte (à l'assis-

1. Rapport Trezel, *loc. cit.*

2. Rap. Defert, p. 4. — Fabrication de margotins, paillasons de jonc tressés pour l'agriculture, sacs en papier, cornets à tabac, étiquettes, dépeçage, éventailage de corsets. A l'assistance du travail M. Coulon a cherché à faire travailler les assistés qui ont un métier dans leur spécialité. Il y a déjà un atelier de serrurerie.

3. Rap. Trézel.

tance du VI^e la journée coûte 1 fr. 25, rapporte 0 fr. 45) ou sur le coût de la vie, et le secours en argent ou en nature n'est pas suffisant pour faire vivre un ouvrier dans des conditions normales.

3° Le travail doit être d'un écoulement facile afin de pouvoir faire profiter plus d'individus des bienfaits de l'*assistance*. Il est difficile dans ces conditions aux œuvres d'assistances de fonctionner commercialement. « Il ne faut pas entretenir l'illusion qu'une œuvre d'assistance par le travail, puisse être une entreprise industrielle. C'est là une erreur absolue, sur laquelle le jugement souverain des faits a prononcé. Les comptes de l'œuvre du pasteur Rolin, la plus ancienne de toutes, très loyalement publiés, montrent que les produits du travail couvrent à peine de moitié les frais de l'œuvre. De même rue Salneuve. Sous une forme ou sous une autre que ce soit en remboursant à l'œuvre le salaire des ouvriers, en prenant à sa charge les frais généraux annuels, ou les réduisant à leur minimum, pour un capital une fois donné, il faut toujours que des souscriptions, des subventions ou des donations viennent assurer l'existence d'une œuvre d'assistance par le travail.

« Ce mode de secours n'est après tout qu'un moyen intelligent et détourné de faire l'aumône » (1).

1. *Socialisme et Charité*. M. Haussonville.

Entre la nécessité d'avoir d'autres ressources que le travail et celle d'écouler facilement leurs produits, les établissements d'assistance seront tentés de vendre à n'importe quel prix, et la concurrence sera désastreuse pour l'industrie libre qui ne peut avec eux rivaliser de désintéressement. Là encore le but charitable de l'œuvre aura déprécié le travail (1).

A quelles industries l'assistance pour les femmes fait-elle concurrence, et qu'elle est l'importance de la production de ces établissements ?

Il y a à Paris quatre œuvres d'assistance mixtes c'est-à-dire recueillant les hommes et les femmes.

L'assistance du VI^e arrondissement.

—	XVI ^e	—
—	VIII ^e et XVII ^e	—
—	II ^e	—

Deux œuvres réservées aux femmes : l'Hospita-

1. Les œuvres d'assistance ne sauraient oublier qu'elles ne peuvent subsister que par des subventions ou des cotisations. Il leur est donc interdit de faire au commerce et à l'industrie libre une concurrence qui serait mauvaise au double point de vue qu'elles poursuivent et de l'intérêt social. Rien ne saurait être plus funeste pour le développement de l'assistance que de soulever l'hostilité des commerçants.

Nous croyons donc que les sociétés dont nous parlons, feront sagement de s'abstenir de toute réclame commerciale par voie d'affiche-annonce. (Extrait du rapport de

lité du travail avenue de Versailles (fondation Laubespain) ; l'asile temporaire pour femmes protestantes, 48, rue de la Villette.

Dans les œuvres d'assistance mixtes, les femmes assistées sont bien moins nombreuses que les hommes, et occupées à des travaux qui ne font l'objet d'aucune industrie féminine. Il n'y a pas lieu de parler de concurrence. Ces œuvres évitent du reste avec le plus grand soin de nuire à l'industrie. C'est ainsi qu'à l'une d'elles on ne vend les margotins fabriqués qu'à des commerçants, pour que ceux-ci ne puissent pas dire que les consommateurs se fournissent directement et à « très bon compte » à l'atelier d'assistance.

Quant aux œuvres réservées aux femmes, il faut écarter d'abord l'asile pour les femmes protestantes qui emploie les assistées à des travaux domestiques.

L'Œuvre de l'Hospitalité du travail a été organisée dans un esprit très différent. La sœur Saint-Antoine qui l'a fondé, loin de renoncer à faire du commerce, a voulu que l'établissement d'assistance qu'elle fondait se suffise à lui-même. Elle a pu ainsi lui donner plus d'extension. En 1900, l'Hospitalité du travail a recueilli 3.641 femmes, c'est-à-dire plus que tous les autres établissements d'assistance réu-

M. Bompard au Conseil Municipal, dans la *Charité efficace* revue, janvier, 1894.)

nis (1). Les femmes y sont employées au blanchissage, à la couture, au raccommodage. La sœur Saint-Antoine, sans se laisser arrêter par le scrupule de nuire à des commerçants, malgré la plainte déposée contre elle par le Syndicat des blanchisseurs et grâce à ses qualités d'habile industrielle, a créé à ses ateliers une très belle clientèle. Depuis sa mort, la vogue des ateliers de l'Hospitalité du travail a bien diminué. L'établissement doit de nouveau recourir à la charité. La concurrence qu'il fait au travail libre risque de devenir moins loyale.

Mais cet établissement est isolé. S'il s'en fondait beaucoup d'autres semblables il y aurait seulement alors lieu de s'inquiéter.

Des trois catégories d'œuvres citées, la seconde seulement qui comprend les œuvres de préservation et surtout les orphelinats fait donc concurrence à l'industrie libre (2). La bienfaisance privée n'a pas encore trouvé les moyens de l'enrayer.

1. En 1900, 49.076 journées de présence se répartissaient entre 3.641 femmes.

2. L'avilissement des salaires est reproché à bien d'autres établissements de bienfaisance. Nous n'avons pas parlé encore des ouvriers, entreprises de travail à domicile que l'on appelle eux aussi souvent assistances par le travail. Ils ne sont pas exempts de critiques, cependant on peut en adresser à toutes les œuvres de bienfaisance qui font travailler. Mais c'est à un point de vue plus général, des inconvénients qu'il peut y avoir à faire à la fois de la bienfaisance

Du reste, si cette concurrence est loyale, on ne peut en faire reproche aux œuvres ; car les jeunes filles qu'elles abritent, orphelines, élèves ou préservées ont le droit de travailler comme d'autres. Le reproche d'abuser de leur situation d'établissements charitables et de faire baisser la valeur de la main-d'œuvre en acceptant du travail à bas prix est plus légitime (1). Une religieuse de Saint-Vincent de Paul nous disait récemment : « Nos sœurs ne se sont pas rendu compte, en voulant avoir du travail à tout prix, qu'elles pouvaient nuire aux ouvrières libres. On ne peut pas leur demander d'être des économistes ! Elles n'ont vu que la nécessité de gagner de l'argent, car leurs budgets sont pauvres. » Mais dans les communautés religieuses une réaction se fait sentir. Quelques orphelinats de province, ceux de Sens, de Bourges, ont renoncé au travail des magasins de Paris et prennent une clientèle particulière. La sœur Milcent, si compétente dans les questions du travail, a pris la tête de ce mouvement et étudie

et du commerce. Le but même de ces entreprises de travail ne les oblige pas, comme les établissements étudiés jusqu'ici à dénaturer le rôle du travail pour en faire un instrument d'action morale.

1. Dans un orphelinat du Havre, les orphelines font des chemises de layettes confectionnées pour 0 fr. 05 pièce. Il faut une journée pour en faire 4 ! Le Bon Marché n'aurait pas trouvé d'ouvrières libres à un pareil prix.

actuellement le moyen d'établir des séries de prix que les supérieures de communauté s'engageraient à adopter.

Les efforts de la bienfaisance privée en sont là.

§ 2. — *La bienfaisance privée et l'intervention de l'Etat*

La philanthropie fait aussi un pressant appel au concours de l'Etat. Les féministes surtout ont demandé de nombreuses réformes au législateur.

L'œuvre d'émancipation qu'elles veulent réaliser ne peut être faite que par la loi ; car l'état d'esclavage et d'infériorité où se trouve l'ouvrière est pour elle le résultat des institutions, de l'esprit dans lequel a été conçu le Code civil et toutes les lois qui l'ont suivi.

Les féministes réclament pour la femme ouvrière le droit commun : l'égalité devant la loi des conditions de travail pour la femme et pour l'homme (1) :

1. *Vœux (Cong. de la Ligue du droit des femmes)*. — Que les administrations nationales, départementales, communales et hospitalières, donnent l'exemple aux patrons en rétribuant de même façon les femmes et les hommes qu'ils emploient.

Que les Inspectrices du travail soient nommées par des femmes.

Vœux (Cong. Inst. féminines). — Que dans l'état actuel de la société toute loi de protection visant spécialement les

Que le législateur accorde donc à la femme :
1° certains avantages réservés aux hommes, comme la propriété du salaire, l'électorat et l'éligibilité au conseil des prud'hommes et au Conseil supérieur du Travail ; 2° qu'on cesse, au nom de l'hygiène, de prendre des mesures de protection pour le travail féminin.

C'est pour une raison de fait d'abord que les féministes s'opposent à une réglementation du travail spéciale aux femmes. La protection légale a surtout pour résultat de chasser celles-ci des industries où elles prenaient la place des hommes à cause de l'infériorité de leur salaire. « On interdit aux femmes

femmes devient une loi d'oppression, demander pour elles la liberté du travail et que, vu la situation actuelle de la femme dans la société, toute loi qui, sous prétexte de protection, vise la liberté du travail de la femme, soit abrogée. (*Cong. Inst. Fém.*, vol. 1. page 91.)

Que les femmes soient désormais admises à tous les Conseils supérieurs. (*Cong. des œuvres charitables*, 1900, Rap. Marie Marquet, p. 239.)

1. « Pour qu'un patron, avec la loi actuelle, consente à employer des femmes, pour qu'il se soumette aux vexations des enquêtes, à l'introduction à toutes heures d'inspecteurs et d'inspectrices, pour qu'il subisse le contrôle perpétuel sur les heures d'entrée, de sortie et de repos des ouvrières ; sur leur hygiène pour accepter les dérangements causés par les accouchements et les grossesses ; pour qu'il passe sur tout cela en employant des femmes, il faut qu'il y trouve quand même son intérêt, et son intérêt est simplement la main-d'œuvre à vil prix. (M^{me} Marg. Durand. *Cong. Intern. du droit des femmes.*)

comme trop rudes pour elles, certains travaux. On limite le nombre d'heures pendant lesquelles elles pourront s'employer ; on leur défend, dans l'intérêt de leur santé, le travail de nuit et l'on arrive comme nous l'avons vu récemment pour les compositrices du journal *La Fronde*, à les priver de leur gagne-pain » (1). C'est parce que les syndicats masculins ne pouvaient pas empêcher les femmes d'entrer dans certains métiers comme la typographie ou l'imprimerie qu'ils ont obtenu du législateur la suppression des heures supplémentaires pour les femmes, ce qui retire aux patrons l'avantage qu'ils avaient à employer la main-d'œuvre féminine (2).

A l'appui de leurs affirmations, les féministes apportent le témoignage de leurs propres expériences. La directrice et fondatrice du Féminisme chrétien, M^{lle} Maugeret, depuis quinze ans patronne d'un atelier d'imprimerie et qui a formé de nombreuses ouvrières, s'est trouvée mêlée aux différends qui se sont élevés entre les ouvrières typographes et les syndicats masculins. M^{lle} Maugeret disait au Congrès catholique de 1900 : « La législation ouvrière à l'endroit des femmes se résume en un mot bienveillant

1. M. Frédéric Passy, Cong. des Inst. fém.

2. Dans son rapport au Congrès des Inst. féminines. M^{me} Pognon, citait des exemples : l'imprimerie des Arts et Métiers qui occupait 200 femmes n'en emploie presque plus : de même l'Imprimerie du *Journal des femmes*.

en apparence, *dangereux dans l'application* : Protection. Au féminisme chrétien, nous blâmons toutes les lois d'exception qui mettent l'ouvrière en état d'infériorité en face de l'ouvrier ; qui, sous prétexte de ménager sa faiblesse, lui enlèvent ses armes défensives et en lui rationnant le travail, lui rationnent du même coup le pain et souvent l'honneur. »

M^{me} Marguerite Durand, comme directrice du journal *La Fronde*, a fait elle aussi l'expérience des « mesures de protection » de la loi, quand elle avait en 1899 volontairement enfreint les prescriptions légales en faisant travailler de nuit les compositrices. Une plainte fut déposée contre elle. M^{me} Durand condamnée en simple police, fut acquittée en appel par un jugement du Président Fabre ainsi motivé : « Que le tribunal s'inspirant du but et de l'esprit de la loi, peut décider que la composition d'un journal n'entre pas dans la catégorie des travaux interdits aux femmes pendant la nuit ; qu'il est inadmissible que sous prétexte de protéger la femme, on l'empêche de travailler après neuf heures du soir, lorsqu'elle peut le faire sans fatigue et sans compromettre sa santé. » Ce jugement fut cassé par la Cour de cassation.

Un exemple plus récent est encore à citer : A la suite du renvoi par la Compagnie générale d'Électricité de 80 ouvriers employés à son usine, et de leur remplacement par des femmes, une question fut posée à la Chambre au ministre sur l'utilité d'inter-

dire ce travail à des femmes comme nuisible à leur santé !

M^{me} Durand a écrit à ce sujet une lettre fort intéressante au député, pour lui faire connaître qu'après enquête de l'Office du travail féminin sur l'organisation, sur les conditions d'hygiène de cette industrie, elle convenait absolument à des femmes qui, grâce à l'organisation d'une crèche et d'une œuvre de maternité, pouvaient, tout en exerçant ce métier, remplir leurs devoirs de mère et de nourrice ; et qu'il serait odieux d'interdire ce métier aux femmes parce que 80 hommes voulaient se le réserver.

Quelques esprits plus avancés réclament même la liberté absolue du travail, toute réglementation étant en principe une entrave contraire aux droits et à la dignité de la femme. Ce féminisme de *théorie* bien qu'il ait triomphé au Congrès des institutions féminines de 1900 (1), ne compte pas heureusement de nombreux partisans. Son exagération ne peut que nuire aux revendications pratiques.

D'autres philanthropes, au contraire, considèrent la protection actuelle comme insuffisante et font

1. « Que vu la situation actuelle de la femme dans la société, toute loi qui, sous prétexte de protection, vise la liberté du travail de la femme soit abrogée ».

Une ouvrière, M^{lle} Bouvard, s'était très justement opposée au vote de ce vœu : il faut protéger, disait-elle, la femme contre son courage.

campagne pour l'interdiction du *travail à domicile*, la suppression légale de certains intermédiaires.

Ces contradictions viennent de ce que l'on s'occupe à la fois des ouvrières d'industries différentes. Pour les travailleuses femmes, qui ont les travailleurs hommes comme concurrents, — les typographes compositrices, — il est plus prudent de demander la liberté du travail, sans quoi on risque simplement de les faire renvoyer des maisons où elles travaillaient. Pour les fleuristes, les couturières, modistes, en général les ouvrières des métiers exclusivement féminins, il n'y a pas de concurrence à craindre. On peut demander que quelques-uns des nombreux abus que crée l'organisation du travail soient réprimés légalement.

Les unes ou les autres de ces revendications ont-elles été prises en considération ? Des réformes sont-elles dues à l'intervention de la philanthropie ?

On peut citer :

1° La loi du 19 décembre 1900, obligeant les patrons dans les magasins à mettre un siège à la disposition de chaque employée. Les dames patronnesses des cercles catholiques ouvriers demandaient déjà, il y a plus de vingt ans, aux grands magasins de permettre aux vendeuses de s'asseoir derrière le comptoir (1).

1. Association catholique année 1888, 15 août.

2° L'électorat au Conseil des prud'hommes a été accordé aux femmes par la loi du 27 mars 1907. Article 5, § 5 : « Sont inscrites également sur les listes électorales suivant la destination ci-dessous, les femmes possédant la qualité de Française, réunissant les conditions d'âge, de la profession et de résidence et n'ayant subi aucune des condamnations prévues aux articles 15 et 16 du décret organique du 2 février 1852. »

L'éligibilité a été refusée successivement par le Sénat et par la Chambre lors du vote de la même loi.

Au Sénat, un amendement visant à supprimer le mot homme d'un passage de l'article 6 ainsi rédigé « Les électeurs hommes âgés de trente ans... etc. », fut déposé à la séance du 22 février 1907. Le rapporteur de la loi demanda que ce principe de l'éligibilité n'y fut pas introduit. « La Commission n'a pas jugé au fond et d'une manière définitive, ce qui n'était point d'ailleurs son rôle, les revendications qui émanent avec tant de force et de charme des groupes féminins nombreux et variés. Notamment, comme le dit avec raison, mon collègue et ami M. Maurice Faure, du Conseil National des femmes françaises où tant de femmes d'élite se sont groupées, et d'autres associations ou syndicats féminins. »

C'est aussi au nom du Conseil National que M. Benazet proposa à la séance de la Chambre du 15 mars 1907 le même amendement à l'article 6.

« Cette modification est conforme au vœu très mesuré dans sa forme, mais très précis dans ses termes qui nous fut adressé par le Conseil National des femmes françaises, association qui représente et défend les intérêts de 73.000 femmes. Permettez-moi de vous donner lecture de ce vœu. — Le Conseil National des femmes françaises, après avoir dans son assemblée plénière du 17 novembre 1906 pris connaissance du dispositif de la loi sur les conseils des prud'hommes et qui refuse l'éligibilité aux femmes, estime, que la juridiction des prud'hommes étant basée sur le principe de la compétence technique des juges, patrons, ouvriers, employés, exclure les femmes du nombre des juges, alors qu'il y a des métiers qui ne sont exercés que par elles, c'est nier le principe même de la prud'homie ; qu'il y a donc un illogisme et de plus une grosse injustice, car les femmes représentant 26 o/o de la totalité des patrons, ouvriers et employés (1), il n'est pas admissible qu'une aussi forte proportion de justiciables des tribunaux des prud'hommes soit soumise à un traitement d'exception en contradiction flagrante avec le principe de la loi. En conséquence, le Conseil National émet le vœu que les femmes soient éligibles aux conseils des prud'hommes, au même titre que les hommes. »

1. En 1900, au Conseil des tissus 63 o/o des contestations étaient relatives au travail féminin.

A la demande du rapporteur, M. Groussier, et sur la promesse formelle du ministre qu'un *projet de loi* accordant aux femmes l'éligibilité serait déposé incessamment, M. Bénazet retira son amendement. Cet échec n'a pas découragé le Conseil national qui continue ses démarches auprès des pouvoirs publics.

3° Les féministes ont obtenu aussi l'admission d'une ouvrière, M^{lle} Blondelu, au Conseil supérieur du travail. Le syndicat des employées de commerce représenté par M^{me} Schweig, et le Conseil national des Femmes françaises insistent actuellement auprès du Ministre du Travail pour que les *employées* soient représentées aussi au Conseil.

Pour la liberté du travail et l'abrogation des mesures de protection, il n'a été en rien fait justice aux réclamations des féministes. Le législateur tend, au contraire, à étendre la protection légale des femmes. Aucun texte précis ne lui a été du reste apporté ; il n'a été formulé que des vœux de principe.

Depuis dix ans, le mouvement féministe a eu surtout pour résultat de convaincre en partie l'opinion publique et de faire du féminisme, autrefois rêveries d'exaltées, la véritable doctrine sociale qu'il est devenu.

CHAPITRE II

Enseignement professionnel

Si la femme du peuple est souvent incapable de gagner sa vie, c'est qu'elle n'a appris aucun métier. Quand vient pour elle la nécessité de travailler, elle ne peut que « faire des ménages » ou, si elle sait un peu coudre, de la confection très ordinaire, travail qui ne lui rapporte pas de quoi même payer son loyer. La première œuvre de toutes c'est, quand la femme est jeune encore, de lui faciliter l'apprentissage d'un métier soit indirectement en s'occupant de la placer, soit plus directement en lui donnant l'instruction technique nécessaire. C'est l'œuvre de l'enseignement professionnel.

La bienfaisance privée fait à Paris de l'enseignement professionnel sous trois formes différentes : *l'enseignement dans une école, l'apprentissage à l'atelier, les cours professionnels.*

La technique d'un métier se compose de deux éléments : 1^o des connaissances théoriques et pratiques ; 2^o de l'habileté acquise par l'exercice. L'importance de ces deux éléments varie avec chaque profession ; celle de comptable, par exemple, exige une instruction très complète ; celle de blanchisseuse, de fleuriste demandent surtout de la pratique. Pour faire de l'enseignement professionnel, on peut ne pas tout enseigner d'un métier ; donner simplement à l'élève quelques-unes des notions dont il aura besoin — sciences, histoire — ou l'exercer à certaines pratiques de ce métier — dessin, coupe — ; c'est le système des cours techniques. L'enseignement complet est donné à l'école ou à l'atelier d'apprentissage.

§ 1

A. — *Ecoles professionnelles*

La première école pour les jeunes filles qui ait existé en France était de fondation privée. En 1856, M^{me} Elisa Lemonnier avait formé une société pour la protection des jeunes filles. Trouvant que le meilleur moyen de les protéger était de leur apprendre une profession, Elisa Lemonnier fonda une première école professionnelle rue de la Perle, puis deux qui existent encore actuellement : 28, rue Duperré et 41 rue des Boulets.

Ces écoles remarquablement organisées ont servi de modèle aux écoles fondées depuis par la Ville de Paris et aux écoles privées. Elles ont été municipalisées en 1904.

Les établissements fonctionnant actuellement sous une direction privée, sont :

L'Ecole des Ternes, fondée en 1880 : 50 élèves.

L'Ecole atelier de la rue Boulard, fondée en 1879 : 39 élèves.

L'Ecole Sully.

L'Ecole Israélite du boulevard Bourdon fondée en 1892 : 50 élèves.

L'Ecole de l'Etoile, 52, avenue de la Grande-Armée.

Ces écoles sont des établissements d'éducation. Le but que leurs fondateurs se proposent c'est, en même temps que l'instruction professionnelle, la formation morale des élèves (1).

Les conditions d'admission sont : le certificat d'études ou l'âge de treize ans révolus. L'enseignement est payant à l'Ecole de l'Etoile (12 francs par mois), gratuit dans les autres écoles.

Les élèves sont externes à l'Ecole de l'Etoile. Internes dans les autres.

Enseignement. — Dans les cinq écoles, la journée de travail est de huit heures. La matinée est réservée à l'enseignement général. Arithmétique, his-

1. Système qui, nous le verrons, présente des inconvénients au point de vue de l'enseignement strictement technique.

toire, dessin, géographie, physique, chimie, morale, La part importante donnée à cet enseignement vient de ce que ces établissements servent aussi d'écoles primaires ou secondaires. L'Ecole de l'Etoile prépare au certificat d'études et au brevet. A l'Ecole Israélite, trente-cinq jeunes filles sur cinquante sont des institutrices.

L'enseignement professionnel, proprement dit, occupe quatre heures l'après-midi.

Il comprend :

Ecole Israélite	Ecole des Ternes	Ecole rue Boulard	Ecole Sully	Ecole Etoile
Dessin Couture Dactylographie Comptabilité Sténographie	Dessin Couture Comptabilité Sténographie Dactylographie	Couture Lingerie	Couture Lingerie Comptabilité Sténographie Dactylographie	Couture Confection Comptabilité Sténographie Dactylographie

L'enseignement commercial est donné sous la forme de cours.

L'enseignement de la couture dans des ateliers par des professionnelles, patronnes ou anciennes premières d'ateliers.

A l'Ecole des Ternes et à l'Ecole Israélite, l'atelier travaille pour le compte du professeur de couture qui apporte l'ouvrage tout préparé. Ce système a l'avantage d'éviter de chercher une clientèle.

Dans les autres écoles, l'atelier travaille pour le compte de l'établissement, a une clientèle particu-

lière comme un magasin de couture (c'était le système adopté par les écoles Elisa Lemonnier).

L'importance des cinq établissements dont il vient d'être parlé va plutôt en décroissant. A eux tous, ils ne donnent pas, chaque année, cinquante employées ou ouvrières au commerce et à l'industrie (1).

Cet insuccès tient à plusieurs causes.

D'abord aux inconvénients que présente, en général, l'enseignement des écoles professionnelles qu'elles soient publiques ou privées, inconvénients que l'on trouve formulés dans le rapport de M. Pierre Morel au conseil municipal (2) :

1° Elles ne peuvent recevoir qu'un nombre d'élèves limité, et, par conséquent, ne profitent qu'à une élite de privilégiées ;

2° En second lieu, la fréquentation de ces écoles entraîne à des frais souvent élevés et par cela même n'est accessible qu'aux familles aisées dont les enfants ne sont pas destinés exclusivement au travail manuel ;

1. Ecole des Ternes : en 1899, budget 18.000. 65 élèves.

— en 1906, budget 13.000. 50 élèves.

Ecole Sully : en 1900, 54 apprenties et ouvrières.

— en 1907, 30 apprenties et ouvrières.

Ecole rue Boulard : en 1894, 43 apprenties.

— en 1900, 49 apprenties.

— en 1907, 39 apprenties.

2. Rapport n° 29 sur l'Enseignement technique et professionnel, p. 35.

3° Malgré de généreuses libéralités, le nombre et l'importance des bourses sont trop restreints pour que beaucoup de filles d'ouvriers puissent profiter des avantages d'un enseignement professionnel.

4° Enfin la fréquentation des écoles professionnelles, fut-elle absolument gratuite, ne serait pas encore favorable à la grande majorité des filles d'ouvriers à qui les exigences de la vie ne permettent pas d'attendre pendant plusieurs années la connaissance rationnelle d'une profession,

Ces observations faites sur les six écoles de la Ville de Paris, sont également vraies pour les écoles privées.

Un grand nombre des élèves ne viennent pas à l'école pour apprendre un métier qu'elles comptent exercer, mais pour recevoir une instruction complémentaire et pour acquérir des connaissances techniques qu'elles puissent utiliser chez elles, qui leur permettent d'aider leurs parents en tenant, par exemple, une comptabilité ou en faisant la correspondance commerciale. Elles se recrutent alors plutôt dans la bourgeoisie ou dans les familles de commerçants et d'employés. Les jeunes filles de la classe ouvrière ne profitent pas de cet enseignement parce que leurs parents ne peuvent pas, pendant trois ou quatre ans, continuer à les nourrir et à les habiller proprement sans qu'elles ne gagnent rien.

D'autre part, les écoles professionnelles ne peuvent

verser aucune rémunération aux élèves dont le travail est d'un rapport presque nul (1).

Ces écoles ne peuvent équilibrer leur budget qu'à l'aide de subventions ou en faisant payer une pension à la plupart des élèves (2). C'est alors fermer leurs portes aux jeunes filles de la classe où se recrutent ces ouvrières.

L'Enseignement de l'Ecole, si coûteux pour les parents et pour l'établissement lui-même, présente-t-il des avantages au point de vue de l'instruction professionnelle ? Les deux tiers des avis exprimés au Conseil supérieur du travail par les syndicats

1. La journée d'atelier est de quatre heures seulement.

2. La Ville de Paris dépense pour six écoles de 600.000 à 700.000 francs par an. Le prix de revient de chaque élève était en 1904 de 342 francs en moyenne. A l'école des Ternes le prix de revient est de 270 francs ; 400 francs à l'atelier de la rue Boulard.

3. L'école des Ternes reçoit une subvention de 16.000 francs du Conseil municipal ; l'école-atelier de la rue Boulard est payante pour les internes. Les pensions, sur un budget de 19.000 francs en 1905, rapportaient seulement 9.000 francs ; il est nécessaire de faire chaque année une vente de charité pour combler le déficit. Les écoles Elisa Lemonnier, bien qu'elles fussent payantes, avaient sur un budget de 60.000 francs, 30.000 francs de déficit et la subvention au conseil municipal était de 25.000 francs ! C'est parce qu'elles allaient fermer, faute de ressources suffisantes, que la Ville de Paris les a municipalisées.

ouvriers et patronaux et les chambres de commerce, sont favorables aux écoles professionnelles. Les ouvriers et ouvrières qui en sortent sont plus appréciés que les autres par les corporations consultées (1).

Les qualités qui les distinguent sont : des connaissances théoriques et techniques très étendues, le goût et le sentiment artistique développés. Ces qualités sont appréciées des patrons dans les industries où le travail n'est pas seulement machinal, où l'ouvrière doit se servir aussi de ses facultés intellectuelles. C'est le cas des industries féminines parisiennes, quand le travail n'y est pas trop spécialisé. Dans les fleurs et plumes par exemple, des connaissances sur la flore et la composition décorative rendent l'imagination de la jeune fille plus riche en inventions de modèles nouveaux que la mode oblige à créer si fréquemment.

Mais cette formation savante de l'ouvrière nécessite des professeurs qui soient aussi des professionnels ayant non seulement des notions approfondies sur le métier qu'ils enseignent mais aussi l'ayant pratiqué : une première d'atelier ou une patronne, auxquelles il faut offrir des conditions de paiement très élevées pour qu'il soit plus lucratif pour elles d'enseigner leur métier quelques heures par jour que de

1. Il faut remarquer que c'est comparativement aux ouvriers et ouvrières formés dans les ateliers où l'apprentissage est actuellement très négligé.

l'exercer. Aussi le recrutement des professeurs est-il plus difficile dans l'enseignement technique que dans l'enseignement universitaire où ceux qui peuvent professer sont légion. Il est très coûteux pour une école privée dont les ressources sont assez modiques. Les éloges que l'industrie fait des ouvrières sortant des écoles s'adressent aux élèves formées dans les établissements de l'Etat ou de la Ville de Paris qui, pouvant dépenser sans compter, ont un personnel enseignant très compétent. Dans ces établissements seulement, l'ouvrière acquerra les « connaissances étendues, la forte instruction générale » qu'apprécient certains patrons.

Les avis sont du reste assez contradictoires. Le syndicat des ouvrières et couturières de Paris préfère les ouvrières formées dans les ateliers aux ouvrières des écoles de couture. « Dans la fleur, disait un patron consulté par le Conseil supérieur, les écoles ne produisent rien de bon ; on n'y apprend pas à travailler et les ouvrières qui en sortent sont incapables de gagner leur vie. » Il est certain que l'enseignement de l'école prépare les jeunes filles à être bonnes ouvrières après quelques mois d'atelier, plutôt qu'il ne les met immédiatement en possession de leur métier. Elles manquent d'habileté manuelle et de pratique. Cela vient de ce que le temps consacré à l'enseignement technique est trop court. Trois ans d'école équivalent à dix-huit mois d'apprentis-

sage à l'atelier. Sur ces heures de travail, trois sont consacrées à l'enseignement général dont on exagère l'importance, quatre seulement à l'enseignement professionnel ; vingt-quatre heures par semaine, au lieu de quarante-huit au cas d'apprentissage à l'atelier ! De plus, les élèves sont, chaque année, pendant deux mois en vacances.

Il manque aussi à l'enseignement de l'école l'activité de l'atelier, où l'apprentie voit les ouvrières se hâter pour que l'ouvrage soit terminé et livré à l'heure fixée. L'élève, au contraire, n'est portée à économiser ni le temps ni la matière première : « L'enfant ne faisant que s'exercer sur la matière sans fabriquer des produits marchands ne prend pas conscience de la valeur qu'il lui communique par son travail (1). »

En résumé, les années passées à l'école ne donnent pas l'expérience de la vie professionnelle. Il reste à l'ouvrière beaucoup à apprendre, et à ses dépens. Si elle possède une forte instruction, elle pourra devenir dans la suite une ouvrière d'élite. Les quatre établissements d'initiative privée existant actuellement ne peuvent pas la lui donner et jouer le rôle d'établissements d'enseignement supérieur en atteignant à la perfection que doit avoir une école

1. Rapport G. Picot au Conseil supérieur du travail, *loc. cit.*

professionnelle pour être profitable à l'ouvrière. C'est ce qui explique, croyons-nous, leur développement aussi restreint.

B. — *Ateliers professionnels*

Ce qui distingue *l'apprentissage à l'atelier de l'enseignement à l'école*, c'est qu'au lieu d'être donné sous la forme de cours, d'exercices, il est donné par la pratique même du métier. C'est l'apprentissage tel qu'il est organisé dans l'industrie. Les ouvrières travaillent toute la journée au lieu de quelques heures par jour, sous la surveillance de contremaîtresses et des ouvrières proprement dites. Les cinquante ateliers philanthropiques qui existent à Paris occupent environ deux mille apprenties et ouvrières. La plupart sont confessionnels (1).

Vingt de ces établissements bien que d'importance et d'organisation différentes sont groupés sous la direction d'un comité de Patronage : l'Œuvre des Ecoles professionnelles catholiques, qui leur procure des commandes de travaux et une subvention annuelle de 700 à 1.000 francs.

Le comité de Patronage, fondé en 1869 par M^{me} Du-

1. On appelle aussi souvent ces ateliers écoles professionnelles. Ce ne sont pas des écoles, puisqu'il n'y a ni professeurs ni élèves, mais seulement des contremaîtresses, des ouvrières et des apprenties.

faure, organisa d'abord trois écoles professionnelles avec des cours scolaires conduisant aux examens supérieurs : des cours de dessin, comptabilité, etc. Il cherchait à atteindre, comme la fondation Lemonnier mais dans un tout autre esprit, les jeunes filles se destinant au commerce ou à l'enseignement.

« Le Comité reconnut bientôt que s'attacher à l'enseignement supérieur présentait de grands inconvénients ; qu'il était souvent visé par des intelligences insuffisantes et donnant accès aux ambitions mal placées : il eut alors l'idée d'étendre l'Œuvre de façon à conserver la direction chrétienne aux enfants de la classe ouvrière qui, au sortir des études scolaires, étaient exposées sans soutien à des dangers de toute sorte.

Le Comité s'adressa aux religieuses qui dirigeaient les écoles communales et leur demanda d'ajouter aux ateliers qui étaient la ressource de leurs orphelinats des ateliers où les jeunes filles feraient l'apprentissage d'un état en conservant les bons principes de leur première éducation (1). »

Douze professions différentes sont enseignées dans ces vingt ateliers philanthropiques : la couture et la lingerie dans toutes ; les autres professions suivant ce qui est le plus demandé dans le quartier.

Les établissements qui sont situés dans les quar-

1. Communiqué par la Présidente de l'Œuvre.

tiers éloignés et pauvres, celui de la rue Jenner, par exemple, ne trouvent pas assez de jeunes filles pouvant attendre trois ans avant de gagner et prennent surtout des internes. Les établissements des quartiers riches comme celui de la rue Monceau sont au contraire des externats.

A ces vingt établissements, il faut ajouter les ateliers tenus par les congréganistes et quelques ateliers laïques libres.

L'atelier de couture, 30 avenue de l'Alma.

Atelier d'imprimerie, 17 rue Bonaparte.

Ateliers Sainte-Elisabeth, 16 rue Curial.

Ateliers de couture, 116 rue du Cherche-Midi.

Il n'est pas formé d'ouvrières que dans ces établissements appelés « écoles professionnelles ». Les jeunes filles apprennent aussi à travailler dans les orphelinats mais l'enseignement y est insuffisant : les orphelines sont utilisées comme ouvrières et spécialisées pour rendre le plus tôt possible leur travail productif : c'est le contraire d'un bon apprentissage. Aussi ces jeunes filles, qui sortent des orphelinats, sont-elles des incapables même au point de vue du métier qu'elles ont exercé pendant six ou sept ans. L'habileté des ouvrières sortant des ouvroirs d'enseignement professionnel est, au contraire, très appréciée dans l'industrie.

Il est inutile de donner des renseignements sur tous les établissements confessionnels. Nous parle-

rons seulement des trois plus importants par le nombre des apprenties et la valeur de l'enseignement qui y est donné.

- a) L'internat de la rue Jenner ;
- b) L'externat de la rue de Bobillot ;
- c) L'externat de la rue de Monceau.

a) *Internat de la rue Jenner.* — Cent cinquante apprenties et ouvrières.

Age d'admission : quatre ans. Enfants suivent les cours jusqu'à treize ans. Entrent ensuite dans les ateliers.

L'apprentissage dure trois ans ; les apprenties ne gagnent rien, le produit de leur travail indemnise l'établissement des dépenses faites pour elles depuis leur enfance.

Trois professions enseignées :

Atelier de couture et lingerie. (Couture dirigée par une première, lingerie par une religieuse). — Les jeunes filles apprennent la confection de la robe, du manteau et du gilet (1). L'établissement étant trop éloigné du centre pour avoir une clientèle particulière travaille pour les magasins. Après leur apprentissage les ouvrières peuvent gagner de 2 à 3 francs.

1. L'atelier est composé d'externes. Les familles du quartier n'ont pas les moyens de faire faire un apprentissage aux enfants qu'ils placent dès l'âge de treize ans. Aux quelques apprenties de l'atelier, on donne une petite rémunération. Les parents ne les laissent presque jamais finir l'apprentissage.

Atelier de broderie. — Cinquante apprenties et ouvrières. Travail dirigé par une religieuse. Les jeunes filles apprennent à la fois la broderie pour uniforme et la broderie fantaisie. Les époques de morte-saison ne coïncidant pas, les apprenties passent d'un travail à l'autre. Placées après l'apprentissage, elles gagnent de 4 à 5 francs.

Blanchissage et repassage. — Atelier le plus important. Personnel de quatre-vingt-dix personnes, apprenties et ouvrières. Quarante laveuses, livreuses, etc. Après l'apprentissage, les jeunes filles qui se placent gagnent de 3 à 5 francs.

Dans les trois ateliers, la journée est de huit heures. Travail de couture et de lingerie insuffisamment payé par les magasins. Établissement ne peut se soutenir qu'avec des dons charitables.

b) *Internat, Externat, 49, rue Bobillot.* — Admission à treize ans. Jeunes filles peuvent rester jusqu'à vingt et un an. Pensionnaires paient trente francs par mois.

Apprentissage dure deux ans. Les apprenties ne sont pas payées au jour ; par mois, on leur donne un billet valant de 3 francs à 5 francs. Il leur est ainsi constitué un pécule qu'elles touchent à leur sortie.

Atelier de couture. — Deux professions enseignées. On enseigne aux jeunes filles la robe, le costume garçonnet. L'atelier travaille pour la Belle Jardinière. Confection pour dames.

Atelier de broderie. — Le plus important. On enseigne aux jeunes filles la broderie fantaisie (robes brodées pour un magasin rue de la Paix).

Atelier de repassage. — Dix apprenties, ouvrières. Dix à douze apprenties se placent chaque année. Les autres restent comme ouvrières.

Les ouvrières externes gagnent de 2 à 6 francs par jour. Les internes ne sont pas payées jusqu'à vingt et un an. Après vingt et un an, sont payées aux pièces.

L'établissement se soutient à l'aide de dons charitables. Travail de magasin pas assez payé.

c) *Externat, 13, rue de Monceau.* — Cent apprenties et ouvrières. A pour but d'éviter aux enfants des domestiques ou petits commerçants du quartier la promiscuité des ateliers. Admission à treize ans.

Apprentissage. — Travail n'est pas compté à l'année, mais à l'heure : six mille heures. Il dure en moyenne quinze mois. Aux apprenties dont on est satisfait, il est fait remise de trois cents heures par trimestre. Système adopté pour que les absences des ouvrières ne comptent pas pour la durée de l'apprentissage. Les notes et le nombre d'heures faites sont inscrits chaque semaine sur un carnet signé par la directrice et les parents. La journée est de dix heures. (« Les apprenties ne sont dérangées sous aucun prétexte. »)

Les apprenties gagnent 1 franc par semaine.

Professions enseignées : grande couture.

Couture : 50 apprenties, 30 ouvrières.

Broderie : 20 brodeuses.

Robes vendues jusqu'à 1.500 et 2.000 francs. Cet établissement habille la Cour de Suède.

Atelier organisé comme celui d'une grande couturière. Salle de modèle. Salon d'essayage.

L'instruction professionnelle est complétée par des cours du soir facultatifs : Deux heures de comptabilité. Une heure de sténographie. Une heure machine à écrire. Une heure arithmétique. Une heure dessin industriel. Cours suivis par une vingtaine d'apprenties.

L'atelier fonctionne commercialement sans aucune subvention. Bénéfices employés à aider les familles des ouvriers. Il a mis douze ans à se constituer.

Ateliers laïques libres. — Atelier professionnel d'Imprimerie, 19 rue Bonaparte.

a) Fonctionnement commercial. Vingt mille francs d'affaires. Huit à dix jeunes filles apprennent le métier de la composition seulement. La maison fait tirer par d'autres imprimeurs.

Travaux de ville faits entièrement à l'atelier.

Apprentissage. — Dure deux ans. Apprenties payées dès le troisième mois quinze francs ; augmentées ensuite de dix francs chaque mois.

Cet atelier a formé ainsi cinquante ouvrières depuis sa fondation ; la directrice croit qu'on peut facilement former des apprenties dans la composition tout en faisant des bénéfices.

b) *Atelier professionnel, 30, avenue de l'Alma.* — But : former des ouvrières dans un atelier donnant des garanties de moralité. Soixante-dix apprenties et ouvrières.

Apprentissage. — Apprenties sont payées les six derniers mois. Moyenne couture. Clientèle bourgeoise. Atelier fonctionne commercialement.

c) *Atelier Sainte-Elisabeth, 16 rue Curial.* — But : former de jeunes ouvrières en leur évitant la promiscuité de l'atelier. Vingt-cinq internes, trente externes.

Apprentissage, dure deux ans. Le troisième mois apprentissage payé 0 fr. 25, 0 fr. 50, 0 fr. 75 par jour. Après l'apprentissage, les ouvrières peuvent rester comme ouvrières payées aux pièces.

d) *Atelier, 116 rue du Cherche-Midi.* — Quarante apprenties et ouvrières.

Apprentissage — Dure trois ans. Les apprenties ne sont pas payées. Quelques-unes restent comme ouvrières, gagnent de 2 à 8 francs par jour.

Professions enseignées : Couture (Robes, manteaux). Clientèle bourgeoise. Etablissement fonctionne commercialement.

Nous avons dit quels étaient les avantages de l'apprentissage à l'atelier sur l'enseignement donné à l'école. L'ouvrière est plus exercée et plus habile. Elle a acquis déjà les qualités d'économie et de rapidité nécessaires dans l'industrie. Aussi après le même temps passé à l'apprentissage est-elle plus en état de gagner sa vie. « Il ne faut pas se dissimuler que la comparaison entre une élève sortant de nos écoles professionnelles et une apprentie véritable n'est pas toujours en faveur de la première. Grâce à l'exercice journalier, à la pratique incessante, dans les ateliers privés on sait faire de bonnes apprenties, car on y connaît les besoins réels de l'existence ouvrière, on y suit attentivement, pour en profiter, l'évolution constante des méthodes de production. On n'ignore pas en définitive que pour vivre il faut lutter. » (1).

L'apprentissage dans les ateliers philanthropiques présente-t-il ces avantages ?

Le but de la création de ces ateliers n'est pas comme celui d'un atelier ordinaire, commercial, — chercher à faire des bénéfices — mais philanthropique : former des ouvrières. Nous verrons, en parlant des œuvres de travail, quelles sont les conséquences de

1. M. Dausset, rapport cité.

Clamorgan

cette organisation différente d'une entreprise de travail. Une œuvre de bienfaisance recevant des dons charitables et des subventions se préoccupe moins d'avoir de l'ouvrage bien payé et qui lui rapporte un bénéfice que d'en avoir régulièrement. En soumissionnant du travail d'un magasin elle sera amenée à accepter des prix de façon très bas, défiant toute concurrence d'une entrepreneuse ou des ouvrières, et aura contribué ainsi à l'avilissement de ces prix.

Il ne semble pas que l'organisation charitable des ateliers professionnels ait de conséquence au point de vue de l'apprentissage

Ces œuvres, bien qu'elles aient d'autres ressources que le produit du travail, ne renoncent pas à faire produire à leurs ateliers un maximum de rendement. Aux œuvres confessionnelles on reproche, au contraire, d'être très intéressées, d'exploiter les jeunes filles qui leur sont confiées en les faisant travailler sans relâche. C'est dans la généralité des cas inexact. Contre les religieuses de Saint-Vincent de Paul qui dirigent 25 sur 30 des établissements confessionnels on a formulé des accusations vagues sans pouvoir citer un seul fait précis. Mais sans épuiser de travail les jeunes filles, les religieuses ne les laissent pas inactives, parce qu'elles ont besoin du produit de ce travail et que sans chercher à équilibrer les recettes et les dépenses de leurs ateliers,

comme doit le faire un établissement industriel, elles ont intérêt à ce que cet atelier leur rapporte le plus possible. Les établissements laïques libres — à part un seul, celui de la rue Curial — fonctionnent commercialement. Il est nécessaire à leur existence même que le travail des apprenties ou des ouvrières soit productif. Aussi peut-on dire que dans les ateliers philanthropiques il règne la même activité, la même ardeur au travail que dans un atelier ordinaire. L'apprentissage y est beaucoup plus consciencieusement organisé parce qu'on ne cherche pas à se servir de l'apprentie comme manutentionnaire, coursière ou même domestique, comme cela se fait couramment à l'atelier industriel (1).

Si l'apprentissage à l'atelier est préférable à l'enseignement de l'école, il a lui aussi une grave lacune.

C'est qu'on n'y enseigne que la pratique du métier et qu'il n'y est fait aucune part non seulement à l'instruction générale mais même à l'enseignement technique théorique. Ce reproche peut s'adresser aussi aux ateliers philanthropiques. L'école de la rue Monceau exceptée, où des cours sont organisés le soir,

1. Les jeunes filles que certaines entrepreneuses de confectious prennent soi-disant comme apprenties, sont des manutentionnaires qu'elles paient comme si elles leur apprenaient un métier.

dans aucun des établissements cités les jeunes filles ne font autre chose que travailler à l'atelier. Elles n'ont comme instruction générale que ce qu'elles ont appris jusqu'à treize ans à l'école primaire. Quant à l'instruction technique théorique, elles n'en ont aucune.

C'est l'excès contraire à celui des écoles professionnelles. Aussi ces jeunes filles, loin de devenir à la fin de leur apprentissage des ouvrières d'élite, restent toujours des ouvrières moyennes sans goût personnel, sans imagination. Elles sont surtout appréciées dans les professions où l'instruction est inutile : la blanchisserie, le repassage. Mais dans la couture, la mode, la broderie, la typographie, où le développement des facultés intellectuelles est indispensable pour arriver aux premiers emplois, la formation des ouvrières sortant des ateliers philanthropiques est insuffisante.

L'autre reproche que l'on peut adresser aux ateliers de la bienfaisance privée, c'est de ne pas varier leur enseignement. Dans les 40 établissements cités, il est enseigné 17 professions, mais dans quelles proportions ? La couture dans 25, le blanchissage dans 11, la broderie dans 3, la chaussure dans 1, la confection dans 24, la dentelle dans 3, la fleur dans 4, l'imagerie dans 1, l'imprimerie dans 2, la mode dans 1, la peinture dans 2, le repassage dans 3, la tapisserie dans 2. Les meilleurs métiers féminins :

la fleur, l'imprimerie, la mode sont donc délaissés. A 3 professions seulement, sur 17, les ateliers fournissent un chiffre appréciable d'ouvrières. Et ce sont les professions les plus encombrées, celles où les salaires sont les plus bas. « Ce n'est en vérité, pas la peine de donner pendant plusieurs années à des jeunes filles privilégiées une instruction professionnelle, si cette instruction n'étant pas suffisamment diversifiée ne les empêche pas d'aller grossir le flot de celles qui combattent déjà bien âprement pour la vie dans ces professions auxquelles les écoles se contentent d'ouvrir leurs portes ». Comment peut-on expliquer que la bienfaisance privée comprenne aussi mal l'intérêt des jeunes filles qui lui sont confiées, en les orientant vers des professions où elles pourront difficilement gagner leur vie ?

Cela vient d'abord des difficultés d'organisation que présente l'enseignement d'un métier. La bienfaisance privée a choisi ceux où l'outillage industriel est peu important, où il n'y a pas de machines à acheter et à entretenir, où la matière première à transformer sont d'un transport et d'une manipulation aisés, où les produits façonnés sont d'un écoulement facile. Il faut dire, du reste, que ces métiers — de la couture et la lingerie — sont les plus demandés par les parents, les plus connus.

Cependant quelques établissements professionnels, celui de la rue Jenner entre autres n'ont

pas hésité à organiser à grands frais l'apprentissage du blanchissage, et ont un outillage aussi perfectionné que les premières blanchisseries de Paris. A l'école de couture de la rue Monceau, les salons d'essayage sont ceux d'un grand couturier. la raison d'économie seule n'est donc pas suffisante pour expliquer le manque de diversité des professions enseignées. Il vient surtout de ce que la bienfaisance privée apprécie l'utilité de l'enseignement professionnel à un point de vue qui est moins professionnel que moral (1).

Leur but, plutôt que d'apprendre à des jeunes filles un bon métier, est de les empêcher d'aller en apprendre un ailleurs, de leur éviter l'apprentissage industriel, les mauvais contacts de l'atelier et les fréquentations de la rue. L'éducation, la formation morale des jeunes filles des classes populaires n'est complète que si on leur apprend une profession qui leur permettra de gagner leur vie, car il n'y a pas de plus mauvaise conseillère que la misère. De plus,

1. L'œuvre de l'enseignement professionnel des jeunes filles a été inauguré par les congrégations religieuses catholiques, il y a trois cents ans. Elle est née d'une pensée de préservation morale de l'enfant et s'est développée de mille manières, offrant ainsi aux âmes avides de dévouement l'occasion et les moyens de contribuer pour une large part à la grandeur de notre partie, par la formation sociale et chrétienne de la jeunesse. Emile Cail, *loc. cit.*

l'enseignement professionnel est un prétexte à retarder longtemps encore jusqu'à vingt et un ans si les parents y consentent, l'âge où la jeune fille sera livrée à elle-même. La preuve en est que ces établissements, au lieu de placer les jeunes filles après leur apprentissage, gardent volontiers les apprenties comme ouvrières dans l'espoir de ne pas avoir à les rendre à leurs parents, mais de les confier à un bon mari sur lequel on a recueilli tous les renseignements désirables. A cette question, que nous avons posée à plusieurs supérieurs d'établissements confessionnels : « Gardez-vous les apprenties après les trois ans d'apprentissage ? » il nous a été répondu « oui et jusqu'à leur mariage, si c'est possible ». Il en est de même dans les ateliers laïques libres dont deux sont fondés par les protestants pour la protection morale de leurs coreligionnaires.

La préservation, l'éducation, sont donc bien les raisons premières de la fondation des ateliers philanthropiques, et tous les métiers seront bons à enseigner aux jeunes filles si les parents acceptent de les leur faire apprendre. Si la bienfaisance privée se préoccupait vraiment du point de vue professionnel, elle ne trouverait pas que tous les métiers étant bons, on peut enseigner toujours les mêmes ; mais elle chercherait à ouvrir aux nouvelles générations d'apprenties des portes nouvelles.

C. — *Cours professionnels*

Ce n'est plus l'enseignement complet du métier, mais un enseignement partiel et complémentaire qui peut être : 1° général (arithmétique, histoire, géographie) ; 2° technique (connaissances appropriées à chaque profession, comptabilité, arithmétique commerciale) ; 3° des exercices manuels, dessin, coupe, sténographie.

Des cours philanthropiques d'enseignement professionnel sont organisés à Paris dans plusieurs sortes d'établissements :

1° Des associations formées dans le but de donner l'instruction aux classes populaires. Les plus importantes sont :

L'Association philotechnique fondée en 1848, reconnue d'utilité publique en 1879, 650 professeurs, 16.000 élèves.

L'Association polytechnique fondée en 1830, 5.000 élèves.

L'Union française de la Jeunesse fondée en 1875.

La Société d'enseignement moderne fondée en 1844, 8.000 élèves.

Comité d'encouragement des études commerciales.

L'Association philomatique fondée en 1895, 4.500 élèves, 240 professeurs.

La Société pour l'instruction élémentaire, 4.000 élèves. La Société d'Enseignement par la sténographie ; l'Union sténographique unitaire, l'Union des comptables ; les cours commerciaux du Grand-Orient de France, etc.

Vingt de ces associations sont subventionnées par la Ville de Paris et le Ministère du Commerce et sont autorisées à donner leurs cours dans les salles des écoles primaires ou dans les classes de lycées (1).

2° Deux associations syndicales d'initiative philanthropique : le syndicat de l'aiguille et l'œuvre du syndicat professionnel chrétien de la rue de l'Abbaye.

On y a organisé pour les ouvrières syndiquées des cours de coupe, de sténographie, de langues, de comptabilité, peu fréquentés encore du reste par les ouvrières.

3° Des œuvres diverses : secrétariat du peuple, Maisons sociales.

Dans la première catégorie d'associations que nous avons signalée, les cours durent six mois par an,

1. 3.500 cours sont ainsi subventionnés parmi lesquels 20 cours de broderies, 117 de comptabilité, 120 de coupe et couture, 175 de dessins, 35 de mode, 83 de peinture sur porcelaine, 170 de sténographie, 1 de typographie, 5 de cuisine et blanchissage.

d'octobre à avril, ils ont lieu le soir ou le jeudi et le dimanche dans la journée. L'enseignement donné est très varié : ou bien il embrasse des connaissances scientifiques, littéraires, artistiques qui composent l'instruction générale et de plus des connaissances techniques commerciales ou industrielles, et il est alors organisé par sections établies dans des quartiers différents et comprenant chacune un ensemble de tous les cours ; ou bien il est spécialisé à l'étude des langues, du dessin, de la sténographie. Les associations *philotechnique* et *polytechnique* n'enseignent pas moins de cinquante matières différentes. Les branches d'enseignement qui nous intéressent le plus ici : l'enseignement commercial, l'enseignement industriel et l'enseignement artistique comprennent :

1° *L'enseignement commercial*, assurances, banques, échanges, comptabilité, sténographie et machine à écrire, calligraphie, droit commercial, colonisation, procédure, géographie commerciale, langues étrangères.

2° *L'enseignement industriel* (pour adultes femmes et sections mixtes). Coupe, couture, dessin industriel, modelage, dessin fantaisie pour mode, mode, photographie, typographe.

3° *L'enseignement artistique*. — Dessin d'art, musique instrumentale, musique vocale.

Le nombre d'adultes femmes fréquentant ces cours

est assez difficile à connaître, parce que d'abord dans plusieurs de ces associations les cours sont mixtes et qu'ensuite les statistiques ne relèvent que des présences hebdomadaires (1). Le nombre des élèves fréquentant les cours est sensiblement le même que celui des présences, presque tous les cours ayant lieu seulement une fois par semaine ; il est inférieur à celui des élèves inscrits. Les cours facultatifs et gratuits sont toujours suivis très irrégulièrement ; aux cours municipaux 75 o/o des jeunes gens inscrits, 25 o/o des jeunes filles n'assistent pas aux cours. — Les associations privées ne donnent pas dans leurs statistiques la proportion des absences. Mais les moyennes générales des présences pour les six mois que durent les cours sont très inférieures aux moyennes des premiers mois, indice que l'assiduité des élèves va en décroissant. A l'Association philotechnique, on calcule que les moyennes des présences sont :

1. Voici des chiffres pour quelques cours.

	Association polytechn.	Association philotechn.	Société d'Enseig. mod.	Union française de la Jeun.
Mode	95 p. 6	168 p. 8	243 p. 21	114 p. 3
Coupe	324 p. 26	293 p. 21	357 p. 35	310 p. 13
Sténographie.	350 p. 26	480 p. 38		549 p. 27
Comptabilité.	419 p. 31	145		335 p. 17
Enseignement				
général . .	2.013 p. 187	666 p. 58	2.115 p. 127	
Commerce. .	1.791 p. 337	576 p. 60	3.452 p. 188	
Industrie . .	712 p. 83	399 p. 36		

Pour les adultes hommes : premier mois, 2.484.

— moyenne générale 1.724.

Section mixte : premier mois, 8.259.

— moyenne générale 6.167.

Adultes femmes : premier mois, 1.760.

— moyenne générale 1.641

Pour quelques cours, coupe : premier mois, 258.

— moyenne générale 234.

Comptabilité : premier mois, 441.

— moyenne générale, 351.

Sténographie : premier mois, 497.

— moyenne générale 396.

Dessin : premier mois, 248.

— moyenne générale 258.

De toutes les branches d'enseignement, c'est l'enseignement général qui est le plus suivi : les cours (1) de langues française et étrangères, la littérature, les arts d'agrément (2). L'enseignement commercial est très suivi aussi, bien qu'il existe, en dehors de ces associations dont nous parlons, plusieurs autres associations uniquement destinées à l'enseignement du commerce, de la comptabilité, de la sténographie.

1. Un cours de 30 élèves en octobre, on n'en compte plus en moyenne que 10 à la fin du semestre scolaire.

2. A l'Union française de la jeunesse, il y a 1.169 présences à 68 cours de musique instrumentale. La Société pour l'enseignement moderne : 1.293 présences pour 20 cours de chant. 845 présences pour 59 cours de mandolines !

L'enseignement industriel est celui qui a les présences les moins fortes et les cours les moins nombreux.

Ces cours sont suivis surtout, du reste, non pas par des apprenties ouvrières, qui viennent compléter leur apprentissage, mais par des jeunes filles d'autres professions, venant apprendre à travailler pour elles, à tailler et à broder des robes, à se faire des chapeaux. Ce fait que les chiffres ne peuvent faire connaître, mais que les professeurs ont constaté est à signaler, parce qu'il diminue beaucoup l'importance des services rendus par les cours professionnels aux industries féminines. La faute vient surtout des parents. Ils ne se rendent pas compte que leurs enfants, pour bien connaître un métier, doivent apprendre autre chose que ce qu'on leur enseigne à l'atelier. Pour des employées de commerce, ils voient l'utilité de la comptabilité, parce que les jeunes filles trouvent l'emploi immédiat des connaissances acquises. Pour des couturières ou des fleuristes, ils ne voient pas celle de cours de coupe et de couture, de cours de dessin, d'art et de dessin industriel. L'œuvre réellement importante de ces Associations c'est donc l'enseignement général, la vulgarisation de notions scientifiques et l'enseignement artistique. L'enseignement professionnel pour les femmes est presque exclusivement commercial l'enseignement ; industriel de peu d'importance.

§ 2. — *Etat actuel de l'apprentissage à Paris*

Pour savoir de quelle utilité est pour l'industrie et le commerce l'œuvre de la bienfaisance privée, il faut d'abord étudier brièvement quel est l'état actuel de l'enseignement professionnel et quelles sont les réformes qu'il est nécessaire d'y apporter.

L'instruction professionnelle de la classe ouvrière est en pleine décroissance. Ce fait est constaté par les deux tiers des institutions corporatives consultées par le Conseil supérieur en 1902.

La crise dure depuis plus d'un siècle, depuis la suppression des corporations, des maîtrises et des jurandes, qui eut pour conséquence l'absence de toute réglementation et l'établissement d'un régime de liberté complète en matière d'apprentissage. « Le patronat, a dit M. Dausset (1), affranchi des règles jalouses de la corporation et des ordonnances, n'avait plus dès lors à tenir compte que de la loi de l'offre et de la demande. » Ce n'est pas seulement au patronat que revient la responsabilité de cette désorganisation de l'apprentissage. L'absence de toute réglementation a permis la mise en jeu de causes économiques et morales qui ont rendu les unes inutile, les autres très difficile, l'instruction professionnelle

1. Rapport cité.

des ouvriers : Le développement de la grande industrie ; le machinisme la spécialisation ennemie « de toute éducation professionnelle » qui doit consister à tout apprendre d'un métier ; en un mot, certaines transformations industrielles ont beaucoup simplifié le rôle de la main-d'œuvre. D'après l'enquête de 1902, dans dix-sept professions il suffit de « mettre au courant » les ouvriers ; l'apprentissage a disparu. Deux professions féminines seulement y figurent dans l'énumération : les dévideuses et les ourdisseuses.

Pour quatre-vingt-douze professions, les avis sont contradictoires. A Paris, les modistes, les couturières, les fleuristes et plumassières concluent au maintien de l'apprentissage. Mais cet apprentissage est souvent purement nominal, faute d'un contrat qui lie le patron et les parents de l'apprenti.

La loi de 1851 a tenté de réglementer le contrat d'apprentissage, mais comme elle n'a pas fait du contrat écrit une obligation pour les parties (art. 3, § 2 : « le contrat d'apprentissage est fait par acte authentique ou par acte sous seing privé, il peut être fait aussi verbalement ») : presque tous les contrats sont verbaux. Sur 1.283 avis émanant de cent cinquante professions différentes, les neuf dixièmes constatent que le contrat est purement verbal. Le contrat écrit n'est adopté que dans une quinzaine de professions dont ne font pas partie les principales industries féminines de Paris. Dans la mode,

neuf réponses sur dix, dans la couture neuf sur treize, dans la lingerie et la blanchisserie l'unanimité constatent que les contrats sont verbaux.

Or, le contrat verbal n'offre aucune garantie pour l'apprentissage : 1° Les clauses n'en sont pas assez précises, ni détaillées. L'emploi du temps de l'apprentie ne peut être fixé verbalement et c'est un des points sur lesquels une convention explicite est indispensable ; 2° il n'existe aucune sanction juridique à la violation du contrat. Quelques tribunaux l'ont même déclaré inexistant et décident que l'enfant placé par contrat verbal n'est pas un apprenti mais un manoeuvre. La seule sanction, c'est la rupture du contrat. Aussi les institutions professionnelles se plaignent elles de ce qu'elle est trop fréquente ; à cause des exigences des parents, de l'apprentie, disent les syndicats patronaux ; à cause du manque de conscience des patrons, disent les syndicats ouvriers. Les exigences des parents, c'est une des plaies de l'apprentissage. Ils veulent avant tout que l'enfant gagne parce que ce gain, si minime qu'il soit, est un appoint pour leur budget et aussi qu'ils le considèrent comme dû par le patron auquel le travail de l'apprentie rapporte. Sur les clauses d'un contrat écrit, ils savent ne pas pouvoir revenir. Une convention verbale leur permet de se déjuger, de dire que les circonstances ont changé, que le patron abuse, etc. Le patron a aussi souvent ses torts. Les entrepre-

neuses de confections, par exemple, prennent des apprenties parce qu'une petite main coûte plus cher ; l'apprentie sert de coursière, de domestique. Son éducation est complètement négligée.

Si l'apprentissage existe encore dans les professions féminines, on peut donc dire qu'en fait il n'y est plus donné d'instruction professionnelle suffisante.

A cette situation, on peut tenter de remédier de deux façons : 1° en réorganisant l'apprentissage à l'atelier ; 2° en donnant aux jeunes filles l'enseignement professionnel hors de l'atelier, en complétant l'instruction par des cours ou en la remplaçant par l'enseignement de l'école.

Pour réorganiser l'apprentissage, une refonte complète de la législation paraît nécessaire. Jusqu'ici, il n'a été fait que des projets de réformes partielles. Le rapporteur de la commission du Conseil supérieur avait proposé le vœu suivant : « le Conseil supérieur émet le vœu que tout en maintenant la liberté de faire des contrats d'apprentissage, le législateur exige que, s'il y a contrat, il soit fait par écrit. » Mais l'intention de la Commission était de soumettre au Conseil seulement la question de principe, sans chercher à résoudre cette difficulté de fait qu'elle faisait naître : l'obligation du contrat écrit et sa réglementation sévère ne sont-elles pas inutiles si, l'on maintient la liberté de ne pas faire de contrat ? Le

seul effet de ces réformes ne serait-il pas de diminuer encore le nombre des contrats d'apprentissage ?

Le projet déposé à la Chambre à la séance du 8 mai 1907 sur le contrat d'apprentissage, dans son exposé de motifs, reprend cependant le vœu du Conseil supérieur : « Nous pensons qu'il convient de laisser toute latitude aux parents, s'ils le préfèrent, de placer l'enfant en qualité de jeune ouvrier. » Mais il décide dans son article 1^{er} qu'un contrat d'apprentissage ne peut être fait que par écrit.

Il y a un autre projet, du reste, dont les dispositions viendraient corriger cette lacune.

Il a été déposé au nom de la Commission de l'Enseignement technique en 1905 par M. Cohendy et a pour but de rendre obligatoire l'instruction professionnelle qu'il y ait contrat ou non. Les patrons, s'ils n'enseignent pas eux-mêmes le métier, devraient envoyer les enfants comme jeunes ouvriers à des cours professionnels quelques heures par jour. Ce projet, inspiré de la législation allemande, présente de grandes difficultés d'application et, en première ligne, l'inexistence des cours ou écoles professionnelles suffisants pour instruire les cinq cent quarante mille enfants qui travaillent actuellement comme jeunes ouvriers, sans contrat. Il semble donc que le législateur ne puisse d'ici longtemps apporter de solution pratique.

Pour compléter et remplacer provisoirement l'ins-

truction professionnelle insuffisante des jeunes filles, l'Etat ne fait rien à Paris. Il n'y a d'écoles nationales que pour les garçons.

La Ville de Paris, au contraire, dépense près d'un million chaque année pour l'instruction professionnelle des jeunes filles (1). Elle a créé 1° ses six écoles professionnelles qui ne rendent pas grand service du reste pour l'instruction professionnelle de la masse.

2° Des cours de travaux manuels pour les enfants qui sont encore à l'école, pour les habituer de bonne heure à se servir de leurs mains.

Les quinze mille petites filles qui suivent les cours des écoles municipales sont censées y assister.

3° Des cours complémentaires professionnels. Cette organisation qui date de 1900 est due à M^{me} Schefer qui a obtenu la transformation de cours complémentaires ordinaires au cours techniques.

1. L'œuvre des groupements professionnels pour l'instruction technique des femmes est peu importante. Dans une profession — les fleurs et plumes — l'apprentissage est remarquablement organisé par la *Société paternelle des fleurs et plumes*. C'est une institution patronale et corporative plutôt qu'une institution philanthropique. Il n'y a pas lieu de l'étudier ici dans les détails. Nous dirons seulement que l'apprentissage et le contrat écrit sont obligatoires. L'exécution en est rigoureusement surveillée. L'apprentissage est complété par des cours et chaque année des concours sont organisés et sept mille francs de prix distribués.

Voilà l'œuvre de la Ville de Paris. Elle est bien insuffisante pour le relèvement du niveau professionnel de tant d'ouvrières, puisqu'elle se borne à les préparer à l'apprentissage quand elles sont tout enfants, par les exercices manuels de l'école, plus tard par les cours complémentaires.

Pour compléter l'instruction technique de la jeune fille en apprentissage à l'atelier, ce qui est, nous l'avons dit, l'œuvre la plus importante, la Ville de Paris ne fait encore rien.

Utilité du rôle de la bienfaisance privée

Quant à l'utilité de l'œuvre de la bienfaisance privée, pour l'étudier, il faut distinguer l'enseignement donné sous la forme d'écoles et d'ateliers de l'enseignement par les cours techniques.

a) Le service rendu par les écoles privées est peu important puisqu'elles ne sont que quatre actuellement. Leur nombre n'est probablement pas destiné à s'accroître. Cette forme d'enseignement est trop coûteuse pour des établissements d'initiative privée et l'utilité de son développement correspond moins aux nécessités actuelles que la réorganisation de l'apprentissage à l'atelier. « L'Ecole professionnelle est une institution bourgeoise » ne profitant qu'à une élite et c'est la masse des travailleurs dont il faut relever le niveau professionnel.

b) Quant aux ateliers philanthropiques, bien qu'ils forment déjà de bonnes ouvrières, leur enseignement pour être à l'abri de reproches, doit être réformé sur les deux points que nous avons signalés : 1° Il est nécessaire de donner aux jeunes filles l'instruction générale et technique qui leur fait actuellement défaut. L'apprentissage est aussi incomplet à ce point de vue dans les ateliers philanthropiques qu'à l'atelier industriel ; 2° l'Enseignement doit être diversifié, sans quoi les ateliers philanthropiques feront de leurs ouvrières, selon l'expression de M. Tomel, des candidates à la misère. L'Œuvre de la bienfaisance privée, excellente dans ses résultats moraux, serait alors inutile et même nuisible à l'amélioration de l'enseignement professionnel à Paris.

Ces réformes peuvent-elles être accomplies ?

Pour compléter l'instruction générale des ouvrières et leur donner un enseignement théorique, il serait nécessaire de prendre sur le temps passé à l'atelier. Ce système, que l'on a appelé le système du demi-temps, sera praticable pour les patrons qui n'ont que quelques apprenties, pour un nombre important d'ouvrières. Mais dans les ateliers philanthropiques cette proportion est inverse (1). Les apprenties forment à peu près tout le personnel ouvrier. Les interrompre dans leur travail pour leur faire un cours,

1. A peine une ouvrière pour 3 ou 4 apprenties.

c'est arrêter le fonctionnement de l'atelier, diminuer d'une ou deux heures une journée de travail déjà assez courte puisqu'elle est de huit heures en moyenne dans les ateliers philanthropiques. La productivité de ces ateliers, déjà de moitié moindre que celle d'un atelier industriel d'après les calculs de M. Fleurquin, deviendrait presque nulle. L'organisation de l'enseignement sous forme de cours complémentaires de l'apprentissage présente donc de réelles difficultés.

Quant au manque de diversité de l'enseignement, il faut en adresser le reproche en général aux congrégations religieuses et particulièrement à l'Œuvre des écoles professionnelles catholiques. Il y a actuellement dans chacun des vingt établissements patronés par l'Œuvre deux ou trois ateliers en moyenne, où l'on enseigne d'abord un métier très fréquemment demandé comme la couture, la confection, la lingerie, le blanchissage ; puis une ou deux autres professions choisies suivant la population du quartier et les industries qui y sont le plus répandues. Cette organisation de l'enseignement professionnel est conforme au but de l'Œuvre des Écoles professionnelles qui est de créer dans chaque quartier, dans chaque paroisse, un établissement où l'enseignement soit assez varié pour que l'on puisse toujours offrir aux parents, dont on désire garder et protéger les enfants, un apprentissage qui leur convienne.

Ce système de l'enseignement professionnel donné *par quartier* permet d'exercer une influence et une action excellentes au point de vue moral ; mais, pour que les ateliers de cette Œuvre soient utiles au point de vue professionnel, il serait préférable qu'elle fasse de l'enseignement *par profession* en spécialisant chacun de ses établissements à l'apprentissage d'un métier sans trop se préoccuper si ce métier conviendra ou non dans le quartier. Ces établissements disposeraient de ressources plus considérables que s'ils avaient à faire fonctionner plusieurs ateliers à la fois et ils pourraient alors aborder l'enseignement de professions nouvelles. L'obstacle à cette transformation, c'est que l'Œuvre des Écoles professionnelles catholiques même convaincue de sa nécessité serait impuissante à elle seule à la réaliser. Elle n'a qu'une autorité relative sur les établissements qu'elle patronne ; la presque totalité de ces établissements sont dirigés par des religieuses qui ont sur le rôle de l'enseignement professionnel des idées très rétrogrades. La fondation de leurs ateliers remonte à une époque où il n'était pas nécessaire d'apprendre une profession à toutes les jeunes filles de la classe populaire. Actuellement encore elles ne dirigent pas volontiers les jeunes filles qui leur sont confiées vers des professions qui n'étaient pas, il y a quarante ans, des professions féminines.

« Jusqu'en 1870, dit M. Cail (1), il n'était nécessaire de donner aux jeunes filles que les notions pratiques les plus indispensables pouvant les aider à devenir un jour de bonnes mères de familles. Ce qui semble caractériser l'époque actuelle, c'est l'application à l'enseignement professionnel d'un certain courant de féminisme. »

« Entre ces deux systèmes, les congrégations n'ont pas hésité. Par raisonnement autant que par tradition, elles s'en sont tenues à celui qu'elles avaient inventé et pratiqué depuis longtemps. Elles ont continué, conformément aux règles de leur fondateur, à mettre au premier rang de leurs préoccupations la préservation morale et l'éducation religieuse. Si dans certains cas elles ont été amenées à donner un plus grand développement aux études et aux enseignements de diverses natures, c'est avec la pensée de fournir à la société des sujets instruits et honnêtes, préparés à bien remplir un jour leur rôle de femmes chrétiennes et dévouées. » (Cail., p. 326.)

La conséquence de cette façon de concevoir l'enseignement professionnel, c'est que les résultats obtenus ne correspondent plus aux nécessités actuelles. La condition économique de la femme s'est transformée. De même qu'élever les jeunes filles pour qu'elles soient « de bonnes mères de famille » est faire une

1. Cail, *loc. cit.*

œuvre d'éducation insuffisante puisque tant de femmes sont destinées à vivre par elles-mêmes, leur apprendre un métier sans se préoccuper de savoir s'il pourra bien les faire vivre, c'est faire une œuvre d'enseignement professionnel très incomplète. Mais tant que les congrégations religieuses ne seront pas convaincues qu'elles cherchent inutilement à vouloir ainsi remonter le courant du féminisme, il est à craindre qu'elles ne modifient pas l'organisation actuelle de leurs établissements professionnels.

c) Les cours professionnels de la bienfaisance privée ne gagneraient-ils pas à être développés ? Leur organisation est peu coûteuse (1). Elle répond mieux que celle des écoles et des ateliers aux besoins actuels de l'industrie, puisque sans faire double emploi avec l'apprentissage industriel elle remédie à son insuffisance. Ces cours ne sont pas suivis assidûment parce qu'ils sont facultatifs, mais comme il est question de rendre légalement obligatoire l'instruction professionnelle complémentaire de l'apprentissage et que la principale difficulté qui s'oppose à la réalisation de cette réforme, c'est le manque d'établissements professionnels où les patrons envoient les jeunes ouvrières, l'Etat ne pourrait-il pas profiter de cet enseignement déjà organisé des cours professionnels et rendre obligatoire l'assistance à ceux qu'il

1. Les cours de la Ville de Paris coûtent 41 francs par élève ; ceux de l'association philotechnique, 10 francs.

subventionne déjà ? Tous les cours des associations philanthropiques sont des cours du soir parce que, pendant la journée, les élèves sont à l'atelier ou au magasin, et qu'il serait impossible aussi à la plupart des professeurs, à cause de leurs occupations, de donner gratuitement leur enseignement à d'autres heures que le soir. Or le système des cours du soir a été rejeté depuis longtemps dans les projets de réorganisation de l'enseignement professionnel. Les enfants après huit ou dix heures d'atelier ne sont plus assez dispos pour travailler encore pendant la soirée. C'est sur le temps passé à l'atelier que doivent être réservées quelques heures pour l'instruction professionnelle complémentaire. Ce système du demi-temps ne peut être mis en pratique par des associations philanthropiques qui doivent s'en tenir à l'enseignement du soir, le seul que puissent donner gratuitement les professeurs qui leur prêtent leurs cours.

C'est au groupement corporatif qu'il appartiendra plutôt d'organiser le demi-temps dans les ateliers. Les syndicats ouvriers et patronaux sont les premiers intéressés à cette réforme (1). Les cours du

« 1. Quelle que puisse être l'évolution sociale de l'avenir et les conditions économiques de la production, ces conditions techniques exigeront des ouvrières instruites et habiles. Les organisations ouvrières doivent s'en souvenir et prendre part, comme plusieurs le font déjà, à l'effort en ce sens.

soir garderont, du reste, toute leur utilité pour l'éducation intellectuelle de la jeunesse des classes populaires, et la philanthropie, si elle renonce à faire sous cette forme de l'enseignement professionnel, pourra continuer de s'y intéresser en subventionnant les organisations nouvelles.

Quant aux patrons ils doivent se rendre compte que le moment est venu où la défense des intérêts généraux de la profession au regard de la question ouvrière ne consiste plus simplement à protester contre les lois ou à travailler à les tourner. » (Georges Alfassa. *Revue des sciences politiques*, 1905.)

CHAPITRE III

Œuvres de Travail

§ 1. — *Énumération. — Monographies*

Les œuvres de travail créées à Paris par l'initiative privée sont au nombre de vingt environ. Elles s'intitulent ateliers, ouvroirs externes ou internes, assistances par le travail, entreprises. En voici la liste :

Assistance du XVI arrondissement ; — Œuvre du Torchon, rue Guillermoinot ; — Œuvre de l'Assistance maternelle et infantile ; — Assistance du XV^e ; — Entreprise et atelier de lingerie de la Maison Sociale ; — Ateliers ouvroirs pour les ouvrières sans travail de M^{me} Ferdinand Dreyfus ; — Assistance du V^e arrondissement ; — Ouvroir de l'Etoile ; — Ouvroir de

l'Assistance Mamoz ; — Ouvroir de la rue Guy-Patin (Toit Familial) ; — Ouvroir du cercle Amicitia ; — Assistance des VIII^e et XVII^e arrondissements ; — Atelier de morte saison du syndicat de l'Aiguille ; — Atelier de chômage du Comité général de la mutualité et de la solidarité féminines.

L'organisation de ces ouvroirs, bien que très variée, ne fournit pas des éléments suffisants de classification. Le but qu'ils se proposent, la forme commerciale et industrielle qu'ils revêtent sont souvent difficiles à déterminer. Pour en étudier le fonctionnement, il nous a paru préférable de donner sur chacune de ses œuvres les renseignements recueillis, classés pour toutes dans le même ordre (but, organisation du travail, salaires, femmes assistées, ressources de l'ouvroir) ; puis de comparer entre elles ces différentes monographies.

*Ouvroir de l'Assistance du XVI^e arrondissement fondé
en 1896*

But. — Secourir des femmes nécessiteuses en leur donnant du travail.

Organisation du travail. — Travail à domicile distribué deux fois par semaine aux femmes munies d'un bon de travail dont on triple la valeur. Les femmes qui se présentent sans bon peuvent obtenir du travail après enquête. Lingerie très ordinaire.

Salaires. — Intégralité des prix de façon versée aux femmes, moins retenue de 10 o/o. 21.911 fr. 75 versés en 1905.

Femmes assistées : 391 en 1905.

Ressources. — Produit du travail presque exclusivement.

Budget pour 1905.

<i>Actif.</i> — Vente de linge.....	131.081 fr. 85
Remboursement de salaires.....	1.365 55
Sommes à recouvrer.....	7.662 45
Marchandises en magasin.....	24.157 55
	<u>164.267 fr. 40</u>
<i>Passif.</i> — Loyer, Frais généraux.....	4.328 fr. 25
Frais de personne.....	5.442 80
Achats de tissus.....	96.278 40
Salaires des coupeuses.....	1.968 40
Salaires des assistés.....	21.911 75
Marchandises.....	17.009
Créances à recouvrer.....	9.497 30
	<u>156.435 fr. 90</u>

Ouvroir de l'Assistance du VIII^e et XVII^e reconnu d'utilité publique en 1897, 18 rue Salneuve.

But. — Assister par le travail des femmes indigentes reconnues dignes d'intérêt.

Organisation du travail. — Travail à domicile (lingerie ordinaire et fine) ; distribué deux fois par semaine par les dames patronnesses.

Salaires. — Aux pièces : 6. 114 fr. 30 (1906). Prix de façon

intégralement versés moins retenue de 10 o/o pour les frais généraux.

Femmes assistées : 305 en 1906.

Ressources. — Produit du travail. Ouvroir profite du local de l'œuvre d'assistance pour les hommes.

Observations. — Ouvroir à un magasin de vente permanent, 91, rue de Rome.

*Assistance de la rue de Berlin, fondée en 1850,
30 rue de Berlin*

But. — Procurer à domicile des travaux de couture aux ouvrières nécessiteuses et dignes d'intérêt ; durée de l'assistance illimitée.

Organisation du travail. — A domicile. Lingerie ordinaire, trousseaux. L'ouvroir travaille pour clientèle particulière.

Salaires. — Prix de façon intégralement versés, moins retenue de 10 o/o pour frais généraux ; 15.000 francs par an.

Femmes assistées, 100.

Ressources. — Produit du travail.

*Assistance maternelle et infantile (Ouvroir de l')
30 rue Guilleminot*

But. — Fournir du travail aux femmes avant et après la naissance de leurs enfants. Œuvre annexe d'un ensemble d'œuvres de maternité.

Organisation du travail. — Travail à domicile. Couture, fils de fer pour bouchons. Distribution d'ouvrage trois fois par semaine. L'ouvrier travaille pour magasins et clientèle particulière.

Salaires. — 5.000 francs environ par an. (Voir prix de façons.)

Ressources. — Produit du travail. Dons charitables.

Observations. — M^{lle} Chaptal, directrice de l'Assistance, croit que l'on doit faire de l'assistance par le travail un moyen de luttres contre l'exploitation des entrepreneuses.

*Assistance du V^e arrondissement, 11 rue du Val-de-Grâce
fondée en 1871. — Reconnue d'utilité publique.*

But. — Assister par du travail à domicile les femmes nécessiteuses.

Organisation du travail. — Travail distribué deux fois par semaine par les dames patronnesses : lingerie ordinaire et fine, trousseaux.

Salaires. — Aux pièces. Prix de façon intégralement versés moins retenue 10 o/o : 14.796 fr. 55 en 1904.

Ressources. — Produit du travail : 50.166 fr. 55. Vente de charité annuelle : 14.373 fr. 70. Subventions : 3.000 francs.

Femmes assistées : 40.

Ateliers-Ouvroirs Ferdinand Dreyfus pour les ouvrières sans travail, 9 rue Saint-Paul ; 39 rue Doudeauville ; 129 bis rue Saint-Charles ; fondés en 1891.

But. — Aider temporairement, en leur donnant du travail, des femmes nécessiteuses du quartier.

Organisation du travail. — Femmes viennent tous les jours travailler à l'atelier. Six heures de travail. Un jour par semaine elles sont autorisées à travailler pour elles. Lingerie très ordinaire pour clientèle particulière.

Salaires. — Ouvrières payées à l'heure 0 fr. 20 quel que soit le produit du travail. — On leur donne un repas à midi.

Ressources. — Produit du travail : 1378 fr. 55 en 1902. Subventions et cotisations.

Toit familial, 9 rue Guy Patin

But. — Venir en aide aux mères de familles du quartier qui ne peuvent travailler qu'à domicile.

Organisation du travail. — Ouvrage est distribué tous les lundis : couture, lingerie ordinaire. — Ouvroir travaille sur commande et pour une clientèle particulière.

Salaires. — Prix de façon remis intégralement à l'ouvrière, retenue 10 o/o pour frais généraux ; 5,000 francs par an. Femmes assistées : 40 environ,

Ressources. — Produit du travail. Loyer, éclairage, chauffage sont gratuits.

Ouvroir de l'Etoile, 5 rue Lord Byron

But. — Assister d'abord par du travail, ensuite par des secours divers, « des femmes du monde ruinées » ou des ouvrières.

Organisation du travail. — Travail à domicile. Femmes viennent une fois par semaine à l'atelier et travaillent quatre heures. Lingerie ordinaire et très fine. Trousses. Racommodages.

Salaires. — Prix de vente calculés sur ceux des magasins. Intégralité versée à l'ouvrière.

Ressources. — Produit du travail, cotisations. Œuvre ne se préoccupe pas d'organiser l'ouvroir de façon à ce qu'il se suffise à lui-même. Chiffre d'affaires : 25.000 francs.

Femmes assistées : 75.

Observations. — Ouvrières sont secourues depuis la fondation de l'ouvroir. Actuellement 75 familles, dont on s'occupera jusqu'à ce qu'elles soient entièrement « tirées d'affaire ».

*Atelier de chômage de l'Aiguille, fondé en 1904 ;
au siège du syndicat. Cité du Retiro*

But. — Remédier aux inconvénients du chômage de saison, pour les ouvrières syndiquées.

Organisation du travail. — Atelier ouvert pendant six semaines l'été. Racommodages, broderies. Travaux pour ventes de charité.

Salaires. — Moyenne : 2 fr. 50 par jour (265 fr. 15 de façons payées en 1906).

Ressources. — Produit du travail est insuffisant pour payer les ouvrières. Dons charitables. Syndicat a recours à des cotisations, vente de charité.

Ouvrières assistées : une vingtaine environ.

Atelier de morte-saison, fondé par le Comité général de la mutualité et de la solidarité féminines en 1905

But. — Atelier de travail temporaire pour les ouvrières appartenant aux professions de la mode, de la lingerie et du corset.

Organisation du travail. — Ouvrières membres participantes depuis six mois ont l'accès de l'atelier pour une période de huit jours du 15 janvier au 15 février et du 15 juillet au 30 septembre. Elles sont employées à des travaux de couture, raccommodages d'été, broderies, ouvrages pour ventes de charité. (L'atelier s'interdit tout travail pouvant faire concurrence à l'industrie.)

Salaires. — Travail payé aux pièces. Article général du règlement d'atelier : « Le prix de l'heure sera calculé de manière à laisser à chaque ouvrière le produit intégral de son travail, déduction faite des frais de gestion et d'une somme égale à 1/10 pour permettre achat de matières premières. Le produit est augmenté, s'il y a lieu, à l'aide de subventions de la caisse et des ressources extraordinaires.

Ressources. — Produit du travail. Cotisations des mem-

bres participantes. Subventions de la caisse mutuelle contre le chômage.

Atelier de Ménilmontant, fondé en 1903 par l'Œuvre « la Maison Sociale », 63 boulevard de Ménilmontant.

But. — Tentative d'organisation du travail. Atelier qui fonctionne commercialement et donne à l'ouvrière tout le bénéfice matériel et moral que doit procurer le travail. Aucune idée de bienfaisance.

Organisation du travail. — Atelier. Neuf heures et demie de travail, 8 h. 1/4 à midi, 1 h. 1/4 à 7 heures. Pas de chômage à l'époque de la morte-saison ; chiffre d'affaires baisse ; Atelier est même en perte, il regagne en bonne saison. Deux mois par an, l'atelier se transporte à la campagne.

Clientèle particulière : 30 clients.

Personnel : Directrice-coupeuse.

Sous-directrice (dessine et brode).

5 ouvrières.

6 apprenties.

Salaires. — 6.500 francs par an. Ouvrières sont payées à la journée de 2 fr. 50 à 3 fr. 50.

Les apprenties gagnent la première année 1 franc par semaine, la deuxième année 3 francs par semaine et la troisième année 1 franc par jour.

Ressources. — Produit du travail. Atelier est provisoirement logé gratuitement.

Observations. — Chiffres d'affaires :

720 francs.....	octobre 1906
911 »	décembre 1906
2.638 »	mars 1907
3.140 »	avril 1907
2.838 »	mai 1907
4.000 »	juin 1907

Entreprise de la Maison Sociale, 11 rue des Beaux-Arts, fondée en 1904.

But. — Mettre en état de gagner sa vie, la femme capable de se perfectionner.

Organisation du travail. — A domicile. Lingerie, confection, costumes d'enfants, peignoirs, jupons, chemisettes. Travail distribué une fois par semaine.

Salaires.—Aux pièces. Retenue de 10 à 30 o/o sur la façon payée par les magasins. 4 ou 5 femmes gagnent de 1 fr. 50 à 2 francs par jour.

Ressources. — Produit du travail. Ouvroir n'a pas de loyer à payer.

Observations. — Ouvroir travaille : 1° pour des magasins et fabriques de gros ; 2° pour clientèle particulière.

Femmes assistées : 20.

Ouvroir du cercle Amicitia, 12 rue du Parc-Royal

But. — Donner du travail à des femmes nécessiteuses. En faire de bonnes ouvrières.

Organisation du travail. — Atelier et travail à domicile

suivant les cas. (Lingerie fine et ordinaire. Lingerie fine n'est pas un travail avantageux parce qu'il faut longtemps pour former une bonne lingère.)

Salaires. — A la tâche. Ouvrières reçoivent chaque année une gratification qui simule la participation aux bénéfices (40 francs environ). Ouvrières ne travaillent plus pour des magasins ; clientèle particulière.

Ressources. — Produit du travail. Fonds de roulement assez considérable : 36.000 fr. avancés par une banque.

*Ouvroir d'assistance du XV^e dépendant
des œuvres du Rosaire (Fondé en 1890)*

But. — Laisser la femme au foyer, en lui permettant de compléter par son travail le salaire généralement insuffisant du père, sans rien négliger du soin du ménage.

Organisation du travail. — Femmes viennent chercher et rapporter l'ouvrage le matin. Elles sont payées dès que le travail est rapporté. Ouvroir ne travaille que sur commande, pour des magasins et un peu de clientèle particulière. Lingerie ordinaire et fine. Trouseaux, marque du linge. Encartage d'agrafes.

Salaires. — Ouvrière recoit prix de façon moins 10 o/o pour frais généraux. 23.000 francs en 1906.

Femmes assistées : 300 ; 60 seulement d'une façon régulière.

Ressources. — Produit du travail.

§ 2. — *But et organisation de ces œuvres*

Le but directement poursuivi par presque toutes les œuvres que nous venons d'énumérer, c'est de secourir des femmes indigentes, de faire, par conséquent, de *l'assistance par le travail*. Mais ce n'est plus comme dans les œuvres que nous avons étudiées au chapitre précédent, le relèvement, la moralisation de femme dévoyées ou de mendiante qui préoccupe ici la bienfaisance, mais l'aide matérielle qu'il faut apporter à des femmes honnêtes et courageuses dans tous les cas où l'impossibilité de trouver de l'ouvrage les laisse sans ressources suffisantes. C'est une seconde forme de l'assistance, pratiquée seulement pour les femmes, qui fait une utilisation tout autre du travail que la première et nécessite une organisation différente. Il ne s'agit plus, en effet, en donnant du travail d'éprouver la bonne volonté d'une inconnue que la misère et le vice ont réduite à la mendicité, au vagabondage ; mais de faire gagner la femme qu'une enquête préalable a fait connaître comme digne que l'on cherche à améliorer sa situation matérielle.

1° Le travail n'est donc plus alors un simple instrument d'épreuve, sans autre utilité pour l'assistée que de lui inspirer des réflexions salutaires ; il a son utilité propre : procurer une rémunération suffisante.

C'est la condition de l'efficacité de l'assistance. Nous verrons s'il y a lieu d'appeler cette rémunération un salaire ou un secours. En tous cas, elle devra être donnée en argent. « Les raisons qui rendent préférable le secours en nature, quand on se préoccupe avant tout de la moralisation de l'assisté, c'est qu'à des individus qu'il s'agit de moraliser on ne doit pas fournir une occasion de retourner à leurs mauvaises habitudes. L'instinct chez ces malades de la volonté et du corps, souvent hélas ! alcooliques, l'emporte bien vite sur la volonté, et cet instinct les pousse à liquéfier leur salaire ; mille occasions les tentent à la sortie de l'atelier, sans parler des privations plus ou moins grandes qu'ils ont endurées ; ils ont hâte de se dédommager (1). » Ce reproche peut-il s'adresser aux mères de familles, veuves, femmes âgées ou infirmes qui forment la clientèle des ouvriers ? A ces femmes, qui ont un domicile et sont dans la nécessité d'économiser pour payer leur loyer, peut-on vouloir seulement leur donner des vêtements et leur nourriture ? A celles qui ont une famille, un ménage à tenir, peut-on offrir l'hospitalisation ? C'est, temporairement ou non, un supplément de ressources qu'elles viennent demander. Le secours en nature souvent leur serait inutile.

1. Rapport Defert. *Recueil des travaux du Congrès d'assistance et de bienfaisance privée*, p. 17.

2° Le travail donné par l'ouvroir ne peut pas être très difficile et par conséquent très rémunérateur. Il ne peut pas non plus être de valeur nulle, comme par exemple la façon des margotins, le décortiquage des noix de corozo (1). On doit alors le payer beaucoup plus qu'il ne vaut, en s'aidant de charités et c'est empêcher l'assistance de se suffire à elle-même et de prendre du développement. Or, comme nous le verrons aussi, un ouvroir fonctionne d'autant mieux que son chiffre d'affaires augmente et qu'il a un nombre d'ouvrières suffisant.

Les ateliers d'assistance, au contraire, qui entreprennent une œuvre plus ardue ne peuvent la mener à bien que si les individus à moraliser sont peu nombreux à la fois.

3° Enfin la nécessité de fournir aux femmes assistées de l'ouvrage bien payé obligera l'ouvroir à faire de la publicité, à offrir aux magasins, aux fabriques de lingerie, aux entrepreneuses la main-d'œuvre dont il dispose et par conséquent à faire concurrence à l'industrie libre, ce que les ateliers d'assistance qui vivent de charités s'interdisent à tout prix.

1. A l'ouvroir du XV^e arrondissement on a essayé, comme travail d'assistance matérielle l'encartage des agrafes. C'est payé par le magasin 0 fr. 25 le cent de petites boîtes. Avec une certaine habitude, on arrive à gagner un sou par heure. Aussi le but de l'assistance n'est-il pas atteint. Ce travail est demandé par des femmes aisées qui occupent volontiers leur temps à gagner quelques sous par jour.

Cette forme d'assistance par le travail étant ainsi définie : une aide matérielle apportée à la femme nécessiteuse, il nous reste à étudier son fonctionnement et sa portée.

Les plus importants ouvroirs sont : l'Assistance du XVI^e arrondissement qui a donné en 1905 du travail à 391 femmes ; l'Assistance du XVII^e et VIII^e à 105 ; l'assistance Mamoz à 117 en 1905 ; L'ouvroir de M^{lle} Perron à environ 300 ; L'atelier ouvroir pour les ouvrières sans travail à 330.

Ces chiffres seuls ne permettent pas, du reste, d'apprécier la productivité des ouvroirs qu'ils pourraient faire croire trop importante. Si on les rapproche des chiffres des salaires versés, l'impression est inverse. Ce sont les œuvres où les femmes assistées sont les plus nombreuses qui versent les salaires annuels les plus bas.

Salaires versés par femme en 1905.

Assistance du XVI ^e	21.911 fr. 75 à 391 ouvr.	= 56 fr.
— du VII ^e	10.191 fr. 55 à 117 femmes	= 87 fr. 12
du VIII ^e et XVII ^e	16.114 fr. 30 à 105	— = 50 fr. 40

Au contraire, dans les œuvres de quartier où le

1. Le nombre total des femmes assistées est difficile à déterminer exactement, parce que certaines œuvres comptent le nombre de femmes qui se sont adressées à elles au cours d'une année ; d'autres œuvres, le nombre de celles qui travaillent à l'œuvre à un moment donné.

nombre de femmes assistées est moins considérable, le chiffre des salaires versés est plus fort.

Ce qui importe au point de vue assistance, c'est que le but dans lequel chaque femme est assistée soit atteint ; que de lui donner du travail soit un remède efficace à l'indigence ou simplement à la gêne où cette femme était tombée. L'efficacité dépendra de la cause même de l'indigence.

Dans une note sur la statistique du chômage, le Conseil supérieur du Travail a fait une classification de toutes les causes qui peuvent empêcher un individu de travailler. On y distingue d'abord le chômage, libre, personnel, du chômage forcé, immérité, corporatif.

Le chômage personnel est volontaire ou involontaire.

Parmi les causes du chômage volontaire, il faut mettre en première ligne la paresse, la nonchalance, l'habitude de vivre de la charité.

A. — C'est la catégorie des sans-travail volontaires (1) que l'on recueille dans les ateliers d'assis-

1. Il y a plus d'hommes que de femmes parmi ces sans-travail volontaires. L'atelier d'assistance du XVI^e arrondissement en recueillait en 1906, 1.108 et à peine quelques femmes. L'Assistance du V^e, 320 hommes et 19 femmes. En plus des ateliers mixtes, il existe six œuvres d'assistance spéciales aux hommes. Enfin les établissements municipaux recueillirent en 1899, 3.410 hommes (Refuge Nicolas-Flamel) 826

tance où l'on a surtout en vue le relèvement moral d'individus auxquels provisoirement il faut donner du travail mais ne pas verser de salaires.

B. — L'assistance *matérielle* est nécessaire quand le chômage involontaire a pour cause les maladies, la vieillesse, des infirmités, des charges de famille trop lourdes, l'incapacité professionnelle (1).

femmes (asile Pauline Roland). Comment expliquer cette différence ?

1° La femme qui ne veut pas travailler n'est pas aussitôt réduite que l'homme à la mendicité ; elle peut vivre de prostitution ;

2° La femme est moins paresseuse que l'homme. Une statistique faite à Marseille et donnée par l'Office du Travail, dit que si la proportion des chômeurs est pour les femmes comme pour les hommes de 10 o/o le recensement des chômeurs volontaires comprend :

Individus alcooliques 173 hommes 6 femmes.

Voleurs 151 — 11 —

Faibles 319 — 108 —

3° La femme volontairement sans travail est souvent en état de grossesse et est alors recueillie par d'autres œuvres.

1. Au Congrès de Bordeaux en 1903, M. Coulon disait au sujet de cette catégorie d'inoccupés : « En évaluant à 100.000 le nombre des valides âgés de cinquante-cinq à soixante ans qui sont sans ressources, nous sommes bien près de la vérité ; repoussés dans les ateliers, repoussés par les bureaux de bienfaisance, que peuvent-ils devenir ». « Cette cause de chômage individuellement est involontaire, mais c'est aux ouvriers eux-mêmes qu'elle est due et à leur théorie égoïste qui diminue le nombre des travailleurs : il faut mettre à la retraite l'homme incapable de faire un travail utile. » (Bou-

Les femmes âgées, qui ont une profession, ne trouvent pas à s'employer parce qu'elles n'ont plus la même puissance de production que les jeunes et les patrons n'en veulent plus, ou bien elles sont trop fatiguées pour continuer à exercer leur métier. A la vieillesse s'ajoutent les maladies, les infirmités ; ces femmes peuvent encore faire certains travaux : ménages de quartier, travaux à domicile. L'assistance par le travail peut-elle les aider ? C'est une charge très lourde que fournir de l'ouvrage pendant des années à une même femme. Les ouvroirs qui font surtout de l'assistance temporaire, celui du XVI^e, du XVII^e de la fondation Mamoz ne peuvent les aider. Les ouvroirs de quartiers — Assistance du XV^e, le Toit familial — en « font vivre » un certain nombre.

L'Assistance de la rue de Berlin, qui existe depuis 1866, assiste quelques femmes depuis cinq, six ans, une même depuis trente ans.

Voici quelques cas relevés les jours de distribution d'ouvrage :

1^o Une veuve, quatre-vingt-sept ans, travaille depuis trente ans pour un ouvrier, gagne 2 francs par jour ;

2^o Veuve, deux enfants, pas assez bien portante pour travailler régulièrement ;

loupier. Rapport à la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance.)

3° Femme couchée depuis trente ans. Sa fille vient chercher l'ouvrage ;

4° Femme âgée, attend un placement dans une maison de retraite, vit du travail donné par l'Assistance et de quelques raccommodages ;

5° Veuve, soixante-sept ans, attend une petite pension ;

6° Veuve, soixante-treize ans, vit du travail de l'Assistance et du secours de la mairie ;

7° Femme, cinquante ans, complètement infirme, ne peut quitter la chambre. Vit d'une pension alimentaire. Paie son loyer avec ce qu'elle gagne à l'ouvrage du XV^e.

Quand les femmes âgées ou infirmes ont déjà quelques ressources, l'assistance est donc efficace. C'est la catégorie la plus difficile à assister à cause de la longue durée de l'indigence.

Mais ce sont les femmes qui dépensent le moins, 100 à 150 francs par an, peuvent leur assurer l'existence.

Une autre catégorie de femmes, très nombreuses celles-là, s'adressent aux ateliers ; femmes mariées ou veuves ayant un ménage à tenir, des enfants à soigner et ne pouvant travailler assez régulièrement pour entrer dans un atelier, quelquefois même pour travailler à domicile pour une entrepreneuse qui exige que l'ouvrage soit livré à jour fixe. Un atelier d'assistance leur donnera du travail qu'elles rappor-

teront quand il sera fini, quelquefois huit, quinze jours après l'avoir reçu et qui leur est payé d'avance, si elles sont connues comme étant consciencieuses.

A l'Assistance du XVI^e arrondissement, sur les quarante femmes qui viennent deux fois par semaine chercher de l'ouvrage, presque toutes sont des femmes mariées, des mères de familles. Voici des cas relevés :

Femme infirme, parents à soutenir.

Femme mariée, dettes à payer.

Veuve, enfants à élever.

Jeune fille, père malade, trois frères à soigner.

L'Assistance de la rue Guy-Patin, fondée exprès pour cette catégorie de sans-travail, en aide ainsi soixante. Il faut citer aussi l'Œuvre du Torchon, l'Assistance du XV^e.

L'Assistance Maternelle de la rue Guilleminot ne donne du travail qu'aux mères de famille et pendant la grossesse pour leur permettre d'accoucher à domicile.

On peut évaluer au moins à 500 ou 600 les femmes ainsi assistées par les ouvriers. C'est donc à 500 ou 600 familles que l'assistance vient en aide ajoutant 80, 100, 150 francs aux ressources familiales, sans que la femme ait négligé les devoirs qui la retiennent à son foyer.

D. — Aux femmes âgées, aux mères de famille, il

faut ajouter enfin les sans-travail par incapacité professionnelle : femmes de condition aisée qui étaient « entretenues » par leurs maris et que la misère ou un accident viennent obliger de gagner leur vie par le travail, sans qu'elles sachent aucun métier.

La directrice de l'Œuvre de la rue Guilleminot, M^{lle} Chaptal, qui habite depuis dix ans le quartier de Plaisance, nous disait que la proportion des femmes ne sachant pas tenir une aiguille était du tiers de la population féminine du quartier !

Ces femmes qui ont besoin de gagner et sont incapables font le désespoir des directrices d'assistance. Dans les ouvriers où la durée de l'assistance n'est pas limitée (l'entreprise de la Maison Sociale, l'Assistance du V^e et du XV^e arrondissement), on cherche à leur apprendre à travailler.

Dans les plus importants établissements, au contraire, où l'assistance est temporaire et limitée parce que la quantité d'ouvrage à donner est assez réduite et qu'on cherche à assister un très grand nombre de femmes, on s'intéresse surtout aux cas dans lesquels on entrevoit une solution très prompte : un secours, un placement, la fin d'une maladie.

Il est alors impossible de rien apprendre aux femmes incapables et comme il faut les secourir on leur paie trop souvent du travail mal fait. C'est le

système pratiqué à l'Assistance du XVI^e, du XVII^e de la rue de Berlin. Il a l'inconvénient d'être très coûteux pour l'œuvre et de rendre un mauvais service à l'ouvrière.

A toutes ces femmes infirmes, malades, chargées de famille, les ouvriers viennent donc faciliter la tâche. Ils utilisent leur puissance de travail trop faible pour que l'industrie s'en serve. « Nous donnons de l'ouvrage, nous disait la directrice d'un ouvrier, à toutes les femmes dont le commerce ne veut pas ou ne veut plus ».

E. — Au chômage corporatif, professionnel, l'assistance peut-elle être un remède ? Il peut avoir pour cause l'abondance de la main-d'œuvre, une crise accidentelle économique ou même l'organisation de la production (chômage saisonnier).

*1° Chômage ayant pour cause l'abondance
de la main-d'œuvre*

Cette question de la disproportion entre la quantité de travail et la quantité de main-d'œuvre et du remède que peut y apporter l'assistance par le travail met souvent en désaccord complet ceux qui en abordent la discussion.

Tout récemment encore, la Société Internationale pour l'étude des questions d'assistance, après y avoir

consacré trois séances, a dû en abandonner l'étude sans pouvoir conclure dans un sens ou dans l'autre. (Voir la *Revue philanthropique*, décembre 1906. Janvier-février 1907.)

C'est sur le principe même de l'efficacité de l'assistance que porte la discussion.

Comment chercher à donner du travail puisque l'on suppose qu'il n'y en a plus ? « D'où vient le chômage ? Non pas la seule cause, mais à beaucoup près la cause principale, c'est la disproportion entre le travail insuffisamment abondant qui est à faire et la main-d'œuvre surabondante pour le faire, et dès lors se dresse une difficulté majeure :

Où donc, comment, sur quoi s'alimenteront les Assistances par le travail ? Où prendront-elles du travail s'il n'y en a plus à distribuer ? Elles ne pourront en donner qu'à la condition d'en retirer, d'en reprendre à ceux à qui il a déjà été donné. Et dès lors le résultat de l'Œuvre de l'Assistance par le travail paraît se résumer en un simple déplacement des misères du chômage (1). »

C'est l'argument invoqué par les socialistes et par les syndicats ouvriers qui redoutent toujours de voir augmenter le nombre des travailleurs. M. André Lefèvre, au Congrès de l'Assistance en 1900, s'est particulièrement élevé contre cette prétention des œu-

1. Rapport Delpy, p. 202.

vres d'assistance de venir en aide aux chômeurs.

« Comment ne voyez-vous pas, dit-il, que l'objet fabriqué dans vos ateliers et qui correspond à une nécessité puisque vous trouvez à le vendre, aurait été fabriqué par un autre auquel par conséquent vous enlevez son travail. » L'assistance, en donnant aux uns du travail le reprend aux autres et ne peut pas diminuer le nombre des chômeurs.

Les partisans de l'assistance répondent à cela que ce qui est limité, ce n'est pas la quantité de travail mais le nombre des entreprises, et qu'en en créant de nouvelles, on emploie la main-d'œuvre inoccupée, on diminue le nombre des non-valeurs et on augmente aussi la richesse.

Ces discussions théoriques n'ont pas grand intérêt ; puisqu'en fait l'assistance par le travail, telle qu'elle est organisée, ne peut rendre aucun service aux ouvriers. Elle doit se préoccuper surtout des mendiants, des gens sans métier qui ne savent pas travailler, auxquels pour ne pas les rebuter il faut donner un travail facile, qui ne nécessite aucun apprentissage. Dans les établissements d'assistance, payé au-dessus de sa valeur, ce travail rapporte 0 fr. 50 à 0 fr. 75 par jour. Un ouvrier qui gagnait 5 ou 6 francs et qui a une famille à nourrir peut-il s'en contenter ? On ne peut pas songer non plus à mêler des ouvriers honnêtes à la clientèle de rebut qui peuple les ateliers d'assistance. Ceux qui y viennent,

pressés par le besoin, sont une proportion infime. Il faudrait créer pour eux des ateliers spéciaux.

Quand il s'agit de la femme, l'assistance par le travail est-elle aussi impuissante ? Les véritables ouvrières ne s'adressent pas aux ouvroirs parce qu'ils ne peuvent pas leur donner assez d'ouvrage.

A peine une soixantaine sur les quinze cents femmes assistées vivent du travail (broderie, marque du linge, ourlets à jour), que les ouvroirs sont obligés de faire faire pour pouvoir accepter certaines commandes — de trousseaux par exemple. Chaque ouvrier a aussi quelques bonnes lingères pour le travail fin. Elles font plutôt partie de leur personnel commercial que du personnel d'assistance.

Du reste, ce n'est pas tant parce que la main-d'œuvre est nombreuse qu'il y a du chômage, que parce que les professions exclusivement féminines sont en nombre limité, et que de plus en plus on cherche à écarter les femmes des professions mixtes.

L'assistance par le travail ne crée pas d'industries nouvelles. La confection en vêtements, en lingerie qui est par excellence l'industrie d'assistance est celle qui emploie le plus de femmes et qui leur est le plus accessible. Ce n'est donc pas un débouché nouveau offert à la main-d'œuvre féminine. En donnant du travail aux femmes que la vieillesse, la maladie, les obligations de famille empêchaient de travailler, les ouvroirs *refont* des ouvrières, ils augmentent la demande de travail sur le marché.

2° *Chômage saisonnier*

Contre le chômage saisonnier, venant de l'organisation même de l'industrie du vêtement, il faut signaler une tentative intéressante parce qu'elle est l'œuvre d'une patronne et pour les ouvrières de sa profession. En 1904 une grande couturière, M^{lle} Cussonnier, eut l'idée d'organiser un atelier de chômage où les ouvrières du syndicat de l'Aiguille auraient le droit de venir travailler pendant les six semaines environ que dure la morte-saison d'été. Pour ne faire concurrence à aucune des petites patronnes affiliées au syndicat en faisant faire aux ouvrières un travail de saison, M^{lle} Cussonnier demanda à toutes les personnes s'intéressant au syndicat de laisser leurs raccommodages d'été (linge, rideaux) à faire à l'atelier. Comme c'était insuffisant, on entreprit des « travaux inutiles » : broderies, coussins, ouvrages que l'on écoulait ensuite dans une vente de charité.

Auparavant, les ouvrières qui ne gagnent pas assez pendant la saison pour faire des économies suffisantes sur leurs salaires, se trouvaient à la morte-saison à bout de ressources et obligées de venir emprunter à la caisse du syndicat.

Les résultats obtenus par l'atelier furent d'abord excellents.

La première année, les emprunts diminuèrent de moitié et 300 syndiquées vinrent à l'atelier. Mais peu à peu elles en ont perdu l'habitude ; une vingtaine seulement ont demandé du travail cette année et le chiffre des salaires versés a été de 265 francs seulement.

Les ouvrières ne semblent pas comprendre encore les avantages qu'on leur offre ; du reste, le salaire de chômage est minime, bien que supérieur encore au produit du travail. Pour payer les ouvrières, le syndicat doit faire appel à la charité et organiser une vente annuelle.

A l'*Atelier de morte-saison* créé par le Comité général de la mutualité et de la solidarité féminines, c'est à la mutualité qu'on demande l'appoint de ressources nécessaires : moyennant une prime de 12 francs par an, les ouvrières s'assurent contre le chômage saisonnier, puisqu'elles ont droit à l'accès de l'atelier pendant huit jours et qu'elles reçoivent un salaire supérieur à la valeur de leur travail.

Il est préférable que l'atelier de chômage soit subventionné par une caisse mutuelle que par une œuvre de charité. Il vaudrait encore mieux qu'il se suffise à lui-même. Cette difficulté serait résolue, si au lieu d'employer des ouvrières à des « ouvrages inutiles » on entreprenait un travail plus lucratif. L'atelier du syndicat de l'Aiguille s'y est décidé. Il sollicite maintenant du travail des magasins. Mais le

résultat obtenu n'est plus conforme au but primitif d'un atelier de chômage : donner, pendant la morte-saison, de la lingerie à faire à des couturières et à des modistes ; c'est éviter seulement de faire concurrence aux patronnes affiliées au syndicat, remédier au chômage saisonnier pour les ouvrières de quelques établissements industriels, mais aux dépens d'autres ouvrières. L'idée première de M^{lle} Cussonnier était toute autre. Le chômage saisonnier ne vient pas de l'abondance de la main-d'œuvre mais d'une mauvaise répartition du travail au cours de l'année ; l'ouvrière s'est surmenée aux époques de presse ; pendant la morte-saison, elle est sans travail. Il serait chimérique de vouloir régulariser directement la production. Plus pratiquement, on peut chercher à secourir l'ouvrière en morte-saison, à l'assister par du travail en l'employant à des ouvrages qui ne sont l'objet d'aucune industrie : par exemple, les travaux de couture domestiques (raccommodages, confections ordinaires). A cette condition que l'ouvrage n'est pas retiré à d'autres ouvrières, l'assistance par le travail trouve son utilité. M^{lle} Cussonnier partait de ce principe en organisant l'atelier de chômage de l'Aiguille. Mais alors la difficulté de trouver de l'ouvrage est très grande et se renouvelle chaque année. Le système des ventes de charité est usé. La clientèle hésite à donner du travail à l'atelier et à payer ce qu'elle ferait faire gratuitement par son personnel domestique.

On a pensé, en organisant les ouvrières en une sorte de coopérative de production à les occuper pendant la morte-saison à travailler les unes pour les autres à ce dont elles ont besoin, elles et leurs familles. Elles ne toucheraient pas un salaire mais économiseraient en cours d'année certaines dépenses. Cette idée qui semble ingénieuse n'a encore reçu aucune application pratique. Les ateliers de chômage ont été jusqu'ici des *ateliers d'assistance* et il est à craindre que tels qu'ils doivent être organisés pour ne pas nuire à l'industrie, ils puissent très difficilement se développer et se multiplier.

Ces faits semblent être une démonstration de plus que l'assistance ne peut être un remède au chômage professionnel.

Tentatives de réformes économiques.

Relèvement des salaires.

Quelques ouvriers ont un but d'ordre plus général que cette œuvre individuelle de l'assistance par le travail :

« Laisser la femme au foyer en lui permettant de compléter par son travail le salaire du mari. » (Assistance du XV^e.)

« Donner à l'ouvrière tout le bénéfice matériel et moral que doit lui procurer le travail.

Mettre en état de gagner leur vie les femmes capa-

bles de se perfectionner » (Entreprise de la maison sociale.)

« Relever le salaire de l'ouvrière.

Permettre à la femme de travailler chez elle. » (Œuvre du Torchon.)

« Nous rêvons un jour qu'il nous est permis d'entrevoir, où nous aurons un beau magasin, appartenant aux ouvrières, dans lequel celles-ci feront elles-mêmes concurrence aux grands magasins, où elles toucheront au bout de l'année une part des bénéfices. » (M^e Oster. Ouvroir du cercle Amicitia.)

Tous les ouvroirs en ayant pour but l'assistance, cherchent à donner des salaires élevés, à relever les prix de façons.

Ce n'est plus aux causes naturelles de la misère des femmes, mais aux maux résultant des conditions sociales actuelles ; de la concurrence économique, le sweating system, l'insuffisance des salaires, l'exploitation par les intermédiaires que la bienfaisance privée cherche à remédier. Elle y a été amenée par la pratique même de l'assistance. La nécessité d'entrer en rapports avec le commerce et l'industrie et d'être elle-même un rouage dans le mécanisme de la production, lui a fait connaître l'infériorité à laquelle la concurrence a réduit la femme ouvrière et elle a tenté de réagir dans la sphère restreinte de ses ateliers d'assistance contre l'avilissement du travail et l'exploitation. « A des causes plus durables que le

chômage, s'appliquent d'une manière spéciale nos préoccupations, entre autres l'insuffisance des salaires. » (M. Ferdinand Dreyfus. Rapport au Congrès d'Assistance en 1900.) M. Grossetête-Thierry disait à ce même congrès : « L'ouvrier a pour mission de réagir contre l'abaissement des salaires. Il doit se faire le champion de certaines revendications trop justifiées par la durée exagérée ou la nature du travail imposé dans certains milieux à des jeunes filles, ou dans les établissements commerciaux aux ouvrières adultes. Une longue discussion sur les causes de l'abaissement des salaires a été close par le vote des vœux suivants :

1° Que les femmes qui s'occupent des œuvres de bienfaisance d'assistance par le travail de relèvement, se préoccupent d'avantage de la question sociale et des responsabilités qu'elle comporte.

2° Qu'elles s'efforcent non seulement de secourir l'ouvrière, mais surtout d'aider à son affranchissement économique, en luttant contre l'abaissement des salaires et qu'elles élèvent les enfants qui leur sont confiés dans les mêmes principes. »

Trois ouvriers ont pour but direct une « organisation du travail » avantageuse pour l'ouvrière : l'*Ouvrier du cercle Amicitia* ; l'*Atelier de lingerie fine* du boulevard de Ménilmontant et l'*Entreprise de la Maison sociale*.

a) L'*Atelier de lingerie* de Ménilmontant est une des

applications de l'idée générale de la *Maison sociale* : L'action sociale par la pénétration des milieux différents.

Une des jeunes femmes résidant à la maison sociale de Ménilmontant a voulu étudier quelles conditions de travail on pouvait faire aux ouvrières dans l'industrie de la lingerie et, pour cela, s'est faite patronne.

L'atelier constitué par elle en 1903 fonctionne commercialement. Provisoirement la directrice renonce à faire des bénéfices personnels, mais tous les avantages matériels promis aux ouvrières (par exemple, repos à la campagne à l'époque du chômage) sont payés sur le produit du travail.

Les salaires versés varient de 2 fr. 50 à 3 fr. 50 pour 9 heures $1/4$ de travail. Les ouvrières sont payées à l'heure toute l'année. Le chômage d'été n'est pas complet puisque les ouvrières emportent de l'ouvrage pour un mois à la campagne. Le chiffre d'affaires va en progressant. L'atelier fait non seulement ses frais mais même des bénéfices, — 3.000 fr. l'année dernière. L'expérience faite est donc concluante. Mais la lingerie fine est une industrie où les salaires sont relativement assez élevés parce que la main-d'œuvre fait défaut. Les bonnes lingères sont rares. De plus on y a peu recours aux intermédiaires. Le résultat obtenu est donc moins intéressant

que si les conditions du travail étaient dans cette industrie ordinairement très mauvaises.

b) Ouvroir du cercle Amicitia. — Le but de sa fondatrice, M^{me} Oster, est de donner de l'ouvrage aux ouvrières directement, c'est-à-dire sans passer par les intermédiaires qui font travailler pour le compte des grands magasins. Le travail est de deux sortes : lingerie fine pour les ouvrières habiles ; gros linge, serviettes, torchons pour celles qui sont moins capables. Les difficultés rencontrées pour l'organisation de cet atelier furent nombreuses : 1^o Pour la lingerie ordinaire on a dû renoncer au travail des magasins, trop peu payé. C'est une clientèle particulière (l'Institut Pasteur et le Sanatorium de Bligny) qui alimente d'ouvrage l'atelier ; 2^o La directrice sans faire d'assistance proprement dite veut donner de l'ouvrage à toutes les femmes qui en demandent. Plusieurs — des mères de famille — ne peuvent travailler qu'à domicile. Les ouvrières ne sont plus comme à l'atelier du boulevard de Ménilmontant toutes exercées et habiles. Leur travail est de valeur très inégale.

L'ouvroir ne reçoit pas de subventions. Il se suffit à lui-même grâce à un fonds de roulement avancé par une banque et remboursé déjà partiellement sur le produit du travail. Le résultat obtenu actuellement est le suivant : une *entreprise* faisant ses frais, grâce à l'habile direction et aux relations de sa fondatrice.

M^{me} Oster espère que cet atelier appartiendra un jour aux ouvrières elles-mêmes et réalisera ainsi une coopérative d'entreprise. L'éducation des ouvrières est entièrement à faire. Si la direction leur était confiée actuellement, les plus habiles chercheraient à s'en emparer, à exploiter les autres et à éliminer toutes les non-valeurs.

c) *Entreprise de la Maison sociale.* — Son but est de former quelques femmes du peuple à être de bonnes ouvrières en leur donnant du travail de confection en vêtements, (chemisettes, peignoirs, jupons). Dans cette branche d'industrie, il est presque impossible à un ouvrier de se constituer une clientèle particulière. On peut même difficilement obtenir du travail des grands magasins, qui pour s'éviter des frais de manutention donnent l'ouvrage par grandes quantités à des entrepreneuses ou à des maisons de gros. L'ouvroir manque plus encore d'ouvrières que de travail et est obligé souvent de refuser des commandes. Une femme formée à l'ouvroir le quitte dès qu'elle croit gagner plus ailleurs. La directrice, après trois ans d'expérience, croit que le travail à domicile avec les prix de vente actuels devient dans l'industrie de la confection un mode de production trop coûteux à cause de tous les rouages intermédiaires qu'il nécessite.

A côté de ces trois essais d'organisation, les autres

ouvriers ont-ils pu réaliser quelque chose pour l'amélioration des conditions de travail ? Ils favorisent certainement le travail à domicile et, ce qui est intéressant, en donnant aux ouvrières le même ouvrage qu'elles obtiennent des entrepreneuses. Parce qu'il est ordinairement très peu rétribué, le travail à domicile a plus d'inconvénients que d'avantages pour les femmes. Celles qui souffrent le plus de sa dépréciation sont celles qui doivent en vivre, parce qu'elles cherchent à compenser la faiblesse du salaire par la durée excessive du travail. Les ouvriers et assistances n'atteignent pas malheureusement ces ouvrières, puisqu'à part quelques exceptions ils ne donnent que des salaires d'appoint. Aux femmes qu'ils assistent, il n'est pas nécessaire qu'ils versent de beaux salaires mais simplement qu'ils paient des prix de façon assez élevés pour qu'elles trouvent une ressource suffisante dans la faible quantité de travail qu'elles peuvent faire.

Si, dans la lingerie, les prix de façon sont si bas, c'est d'abord à cause de la valeur marchande des produits et ensuite de la retenue considérable que font sur le prix de la main-d'œuvre les différents intermédiaires entre les mains desquels passe l'ouvrage avant d'arriver à l'ouvrière.

Voici par comparaison avec quelques prix de façon donnés par des entrepreneuses les prix de façon des ouvriers :

Prix de façon payés aux ouvrières

	Assistance du V ^e	Assistance des VIII ^e et XVII ^e	Assistance du XV ^e	Assistance du XVI ^e	Assistance Mamoz	Ouvre du Torchon
Draps maître.....		1,25 à 1,50	1 à 1,50	1 à 1,50		0,75 à 1,00
Draps domestique.....					0,90 à 1,00	
Taies d'oreiller.....	0,50	0,30 à 0,50	0,20 à 0,50	0,35 à 0,40	0,50	0,30
Serviettes de table.....	0,75	0,75 à 0,90	0,90 à 1,20	1,10 à 1,50	0,75	1,00
Serviettes de toilette.....		1,00 à 1,20	0,75	1,00 à 1,20		0,75
Nappes.....	0,70			0,40 à 0,60		
Torchons.....	1,10	0,75 à 1,00		1,00 à 1,10		0,60
Essuie-meubles.....		0,75				
Tabliers cuisinière.....	0,50	0,30 à 0,40	0,50 à 0,60	0,40	0,40	0,40
Tabliers femme de chambre.	0,60	0,30 à 0,40	0,50 à 0,60	0,40	0,40	0,40
Tabliers valet.....	0,50	0,30 à 0,40	0,40 à 0,50	0,45		0,30
Tabliers noirs.....					0,70 à 0,80	
Mouchoirs.....			0,90 à 1,20	1,10 à 1,50		1,20
Chemises flanelle hommes..	1,40			1,00		
Chemises femmes.....	1,20			0,70	0,60	
Jupes pour femmes.....				0,75		
Caracos.....				1,25		
Pantalons coutil hommes...					0,90	
Tabliers d'école.....						

travaillant à domicile

Ouvroir Amicitia	Assistance de la rue de Berlin	Entreprise Maison sociale	Assistance toit familial	Prix de différentes entrepreneuses communiqués par		
				Bul. L. S. A.	Assistance Mamoz	Œuvre du Torchon
0,75 à 1,50	2,00		1 à 1,75	0,40	{ mach. 0,15 main 0,20	0,75 à 1,50
		0,80 à 1,00		0,10 0,50 douz.		
0,35 à 0,40	0,50	0,30	{ mach. 0,35 main		{ mach. 0,12 main 0,24	0,35 à 0,40
0,90 à 1,50	1,50	0,60			{ mach. 0,40 main 0,50	0,90 à 1,50
	1,20					
			0,40 à 0,50		{ mach. 0,05 main 0,10	
	1 à 1,20	0,40 à 0,50	1			0,60 à 0,90
		0,40	0,60 à 0,75			
0,60 à 0,90		0,40	0,60			0,30 à 0,50
0,30 à 0,50		0,35			0,25	
0,50 à 1,00	0,70		0,70	0,20		
	1	0,40				
0,60 à 1,50	1,50		1,20			
	1,25				1,60	
	1,00	0,75				
0,60 à 0,75		0,40			1,60	0,60 à 0,75
					0,22	
nach. 0,50 à 1,00 main 1 à 1,25						{ mach. 0,50 à 1,10 main 1 à 1,25

Comment des ouvriers d'assistance peuvent-ils verser à leurs ouvrières des prix de façon aussi élevés ?

Il faut distinguer suivant la forme commerciale qu'ils revêtent.

Si l'ouvroir fait travailler pour une clientèle particulière, il peut hausser ses prix de vente. Mais cette clientèle est difficile à recruter ; elle est exigeante et consent à acheter à l'assistance si cela ne lui coûte pas plus cher. La marchandise des œuvres de charité est de plus frappée d'un certain discrédit. L'ouvroir ne peut compter sur la hausse des prix.

Même vendant à prix égal, l'ouvroir peut verser des prix de façon supérieurs parce qu'il ne prend pas de bénéfices et n'a pas les frais généraux d'un magasin ou d'une entrepreneuse.

Assistance du XVI^e en 1906

Chiffre d'affaires 131.081 fr. 55.

Achat des matières premières 96.278 fr. 40.

Salaires 21.911 fr. 75.

Frais généraux 11.739 fr. 45, c'est-à-dire **8,5 0/0**.

Assistance du V^e en 1904-1905

Chiffre d'affaires 50.166 fr. 65.

Coût de la main-d'œuvre 14.796 francs.

Frais généraux 4.342 fr. 90, c'est-à-dire **9 0/0**.

Assistance de la rue de Berlin

Chiffre d'affaires 43.000 francs.

Salaires 15.100 francs.

Frais généraux 5.200 francs, c'est-à-dire **12 0/0**.

En moyenne la retenue pour frais généraux des ouvriers se monte à 10 0/0. Un magasin de vente doit retenir au moins 20 0/0 sans compter son bénéfice, Pour des taies d'oreillers vendues 1 fr. 95 dans les magasins et dans les ouvriers, l'Assistance du V^e donne 0 fr. 50 de façon. En y ajoutant 10 0/0 on peut évaluer approximativement à 0 fr. 55 le coût de la main-d'œuvre. Un magasin de blanc donne pour des taies 0 fr. 30 ; à l'Assistance du Rosaire, la retenue sur le taux de la main-d'œuvre est de plus de 40 0/0 supérieure à celle de l'ouvrier.

La directrice de l'ouvrier de l'Assistance Mamoz nous montrait récemment un costume de couil pour enfant vendu 1 fr. 95 par un magasin qui les achetait en gros 1 fr. 65 et retenait donc déjà 0 fr. 30 par costume. L'ouvrière était payée par le fabricant en gros 0 fr. 28 !

Si l'ouvrier au lieu de vendre à une clientèle particulière se fait intermédiaire et soumissionne du travail des grands magasins, non seulement il ne peut pas donner des prix de façons plus élevés que ceux qu'il reçoit, mais il doit faire sa retenue sur ces prix.

Ceci explique que les deux ouvriers qui seuls soumissionnent encore du travail des magasins ou des fabriques en gros — l'Entreprise de la Maison sociale et l'Assistance du Rosaire — donnent des prix de façon notablement plus bas que les autres ouvriers.

Ces prix sont encore plus élevés que ceux des entrepreneuses proprement dites. C'est à ces intermédiaires que va surtout le reproche de réduire le salaire des ouvriers. Pour s'acquitter de leurs frais généraux (loyer, manutention) elles doivent prélever en moyenne 50 0/0 sur le prix de façon qu'elles reçoivent.

En ajoutant 10 0/0 aux façons payées à leurs ouvrières par l'Assistance du Rosaire et l'Entreprise de la Maison sociale, on peut connaître ce que donne de façon un magasin de détail ou même une maison de gros.

Pour des serviettes	1 fr.	à	1 fr. 30	la douzaine
Torchons	0 fr. 50	à	0 fr. 70	la douzaine
Mouchoirs	1 fr.	à	1 fr. 30	la douzaine
Tabliers	0 fr. 50	à	0 fr. 70	la douzaine

En les comparant aux façons payées par les entrepreneuses :

Serviettes	0 fr. 35	la douzaine
Tabliers	0 fr. 15	la pièce
Torchons	0 fr. 10	à 0 fr. 20 la douzaine

On peut calculer que c'est :

- 1° plus de 75 0/0 pour les torchons
- 2° plus de 30 0/0 pour les tabliers
- 3° plus de 75 0/0 pour les serviettes

qui est encore retenu par les intermédiaires.

Si l'on rapproche enfin les prix de façons des ou-

voirs qui travaillent sans intermédiaires pour une clientèle particulière, des prix payés par les entrepreneuses, on voit que pour une douzaine de torchons vendus 8 fr. 50, 1 fr. 10 revient environ à la main-d'œuvre ; 1 franc est payé à l'ouvrière par l'Assistance du V^e c'est-à-dire 90 0/0 ; 0 fr. 10 (couture à la machine) par certaines entrepreneuses, c'est-à-dire 10 0/0. Les entrepreneuses donnent le minimum comme prix de façon parce que leur but est de couvrir leurs frais généraux et de faire un bénéfice ; les ouvriers donnent le maximum parce que leur but est de payer le plus possible l'ouvrière (1).

Ces résultats ont été trouvés assez frappants pour que l'initiative privée ait espéré, en multipliant les ouvriers, les entreprises de travail, et en coordonnant leurs efforts, faire une concurrence sérieuse aux entrepreneuses et servir d'intermédiaires entre l'acheteur ou même le magasin de vente et l'ouvrière.

§ 3. — *Obstacles rencontrés. — Résultats obtenus*

Il nous reste à voir maintenant s'il n'y a pas dans l'organisation même de ces ouvriers d'obstacle à

1. A l'ouvroir de la fondation Mamoz, on fait bénéficier totalement l'ouvrière de l'augmentation du prix de vente que l'on a pu obtenir d'une cliente. Une blouse d'enfant payée à l'ouvrière 0 fr. 75 et vendue 2 fr. 75 si elle peut être vendue 3 fr. 15 sera payée à l'ouvrière 1 fr. 15, 94 0/0 du coût de la main-d'œuvre.

leur développement et ensuite si les difficultés qu'ils rencontrent ne les empêchent pas de prendre le rôle important qu'on veut donner.

Les ouvriers sont-ils des établissements charitables ou des établissements industriels ? Si la charité est une condition même de leur existence et de leur fonctionnement : 1° s'ils font l'aumône aux femmes assistés 2° s'ils ont besoin pour subsister de subventions et de dons, ils ne peuvent être appelés à jouer aucun rôle au point de vue économique. Le caractère charitable des rapports entre l'ouvrier et ses ouvrières peut se manifester d'abord au point de vue de la rémunération du travail. Une discussion s'est élevée au Congrès de 1900, à la section du Travail, pour savoir si cette rémunération est un secours ou un salaire. Quand le but de l'assistance est la moralisation de l'assisté il ne peut être question de salaire, « il n'y a que substitution à l'aumône, au secours banal et inefficace d'un secours qui n'est donné qu'après l'exécution d'un travail déterminé. Nous employons le mot secours et non salaire parce que les établissements d'assistance sont avant tout et doivent toujours rester des œuvres de bienfaisance » (1).

Ce manque de proportionnalité existe-t-il entre le

1. Rapport Trezel. *Recueil des Trav. du Congrès d'Assist. et de Bienf. privée.*

travail et sa rémunération au cas d'assistance ayant pour but l'aide matérielle de l'assisté ? Dans un cas il n'y a pas contestation, celui où l'ouvroir verse aux ouvrières une somme fixe quel que soit le produit du travail. Aux ateliers pour les ouvrières sans travail de M^{me} Ferdinand Dreyfus, les femmes sont payées 1 fr. 20 pour six heures de travail à l'atelier. On leur paie aussi la journée qu'une fois par semaine elles peuvent consacrer à travailler pour elles. Payer le salaire à la journée dans une entreprise de travail aussi ordinaire, c'est faire la charité aux ouvrières. La main-d'œuvre coûtait au budget de l'œuvre en 1902 11.319 fr. 60 et en rapportait 2.000 !

Il y a aussi secours et non salaire quand l'ouvroir paie à l'assistée un travail mal fait, qu'il faut défaire et refaire. L'efficacité de l'assistance l'exige quand la femme est inhabile et qu'on ne peut attendre à la secourir, mais le travail n'est plus qu'un prétexte à l'aumône (1).

Quelques ouvroirs distribuent aux femmes assistées en plus de l'argent qu'elles ont gagné, des vêtements, bons de nourriture et secours de loyers. « L'Œuvre distribue des salaires, des soupes et des vêtements disent les statuts de l'ouvroir Ferdinand Dreyfus. A l'assistance du XVI^e, du XVII^e de la fondation Mamoz fonctionne à côté de l'ouvroir un vérita-

1. Assist. XVI^e, du XVII^e, du Toit familial.

ble bureau de bienfaisance, où l'on s'occupe de placement, de rapatriement, de maternité. A l'ouvroir de l'Etoile le travail de la femme est le prétexte à l'assistance étendue au mari et aux enfants. Soixante-quinze familles sont ainsi soutenues et patronnées. Ce qu'on donne à ces femmes en charité dépasse de beaucoup ce que leur rapporte leur travail ; mais ce n'en est pas la rémunération. On leur fait comprendre que le travail est payé son prix, mais qu'on s'intéresse à elles et qu'on désire les aider.

Sur quoi faut-il se baser pour dire qu'un prix de façon est exagéré ? Le but de tous les ouvroirs, c'est, nous l'avons vu, de donner à l'ouvrière la plus grande partie possible de ce qui dans le prix de vente revient à la main-d'œuvre, et pour cela : de ne point profiter des circonstances qui permettent à une entrepreneuse de fixer arbitrairement la rémunération de l'ouvrière ; d'empêcher que la concurrence, l'abondance de la main-d'œuvre, les nécessités de soutenir l'ouvrière et aussi son isolement n'abaissent la valeur marchande de son travail. Il semble que cette tendance à traiter l'ouvrière avec justice ne change pas la nature de ses rapports avec une patronne. Mais certains ouvroirs trouvant les prix de façons que leur donnent les magasins trop bas, non seulement en versent l'intégralité aux ouvrières, mais aussi les majorent. A l'assistance maternelle et infantile de la rue Guillemillot, on donne à l'ouvrière le double des prix

de façon obtenus d'un magasin. Cette rémunération n'est plus un salaire, puisqu'on donne à l'ouvrière plus que son travail ne rapporte. C'est donc, plutôt que le taux même du prix de façon, son rapport avec la valeur marchande du travail qu'il faut apprécier pour le déclarer exagéré et conclure que l'œuvre fait l'aumône aux femmes qu'elle assiste. Le caractère d'un établissement peut se reconnaître aussi à ce fait que son budget est équilibré avec d'autres ressources que le produit du travail. L'œuvre de la rue Guillemillot, par exemple, pour majorer ses prix a recours à des dons charitables. Cet appoint de charité est considérable aussi à l'œuvre des ateliers pour les ouvrières sans travail où en 1902 sur 16.253 fr. 40 de recettes, 13.000 étaient dus à des cotisations et à une subvention du conseil général ! Ces deux ouvroirs font exclusivement œuvre de bienfaisance.

Le produit du travail est, au contraire, la principale ressource des autres ouvroirs. L'assistance du V^e a reçu en 1904, 2.900 francs seulement de subventions du Conseil municipal et des Ministères sur 5.308 fr. 30 de recettes. L'assistance du XVI^e en 1906 sur 164.267 fr. 40, 1.365 fr. 55 de remboursement des salaires (1). L'ouvroir du Cercle Amicitia, l'Entre-

1. On entend par remboursement de salaire le produit de la vente des bons. En principe une femme est admise à l'ouvroir sur la présentation d'un bon qui vaut tant de travail. Le salaire payé pour ce travail n'est pas une dépense pour l'œuvre puisque le bon est acheté par un bienfaiteur.

prise de la Maison sociale, l'Assistance du XV^e, l'atelier de Ménilmontant, l'ouvroir de l'Etoile, l'Œuvre du Torchon ne reçoivent aucune subvention mais sont logés gratuitement. En se développant ces ouvroirs pourraient se suffire à eux-mêmes. La charité n'est pas une condition de leur fonctionnement.

Mais ce qui empêche surtout les ouvroirs de ressembler à des établissements industriels, ce qui est de la bienfaisance ou du moins de la philanthropie dans leur organisation, c'est le dévouement gratuit des femmes qui les dirigent. Le personnel subalterne (coupeuses, manutentionnaires, directrices) est payé, mais les achats de matière première, la distribution et la réception de l'ouvrage sont faits par les membres du comité, femmes du monde qui patronnent l'ouvroir. Ce qu'il y a de plus délicat et de plus important, les rapports avec les ouvrières leur incombent entièrement. C'est grâce à leur situation mondaine, à leurs relations, qu'elles peuvent faire une clientèle à l'ouvroir et écouler leur stock de marchandises par des ventes de charité. Leur dévouement est indispensable à la prospérité, à l'existence même de ces entreprises de travail. La philanthropie, le désintéressement en sont l'âme comme l'idée du gain est l'âme du commerce. Ce sont donc des œuvres individuelles, personnelles à leurs fondatrices, qui risquent de disparaître avec elles et qu'il est alors difficile de considérer

comme le type d'une organisation nouvelle (entreprise), d'un rouage économique nouveau (1).

Il nous reste à parler des difficultés de fait rencontrées. Elles varient avec la forme commerciale de l'ouvroir : entreprise ou fabrique avec magasin de vente au détail.

Dans l'industrie de la confection en vêtement ou en lingerie il faut distinguer intermédiaire et entreprise. Le magasin de vente, le fabrique de gros sont des intermédiaires ; l'entrepreneur n'est qu'un simple répartiteur d'ouvrage qui se charge de la façon sans avoir à fournir de matière première. On le confond souvent avec le fabricant de gros qui, lorsque la production est organisée sous la forme de fabrique collective, n'a pas toujours d'atelier patronal et fait travailler dans des ateliers de Paris et de province ou à domicile.

Aucun ouvroir ne revêt la forme de la *fabrique de gros*. Trois sont des *entreprises* et soumissionnent de l'ouvrage des grands magasins ou des fabriques de confections. Il est presque impossible à une *entreprise* de faire de l'assistance par le travail. La concurrence oblige à accepter des conditions de prix très

1. M^{me} Oster, directrice de l'ouvroir Amicitia espère pouvoir persuader aux ouvrières qu'elles ont des intérêts communs et que leur coopération pourrait être aussi féconde que le dévouement d'une bienfaitrice. Cette transformation de l'ouvroir en coopérative d'entreprise est problématique.

inférieures (1) à celles qu'il faut faire aux assistées pour que le secours qu'on leur apporte soit efficace ; ou bien on majore les prix de façon en ayant recours à la charité comme le fait *l'assistance maternelle* et infantile, et ce système entraîne peu à peu à accepter du travail à n'importe quel prix et à contribuer ainsi à l'avilissement des salaires.

M^{me} Oster, au Congrès de 1900 disait : « Nous nous trouvions dans une situation d'où nous n'aurions pu sortir qu'en faisant un pressant appel à la charité publique ; mais en admettant que notre appel eût été entendu, nous n'aurions pas encore réussi à améliorer sensiblement le sort de celles qui viennent à nous. Nous avons fait des taies d'oreiller à 0 fr. 50 la douzaine, d'autres à 2 sous pièce, des chemises entièrement cousues et piquées à la main à 10 sous. Une de nos plus courageuses ouvrières a fait dans sa journée sous nos yeux 360 boutonnieres pour 12 sous. Pourquoi tant de peine pour un si pauvre résultat. »

L'Assistance du XV^e existe depuis vingt ans déjà. La directrice, M^{lle} Perron, connaît assez bien « la place » pour savoir, suivant l'ouvrage et l'époque de l'année, à quelle maison s'adresser ; mais le taux des prix de façon que cet ouvrage verse dans bien

1. On ne peut donner comme travail que de l'ouvrage très ordinaire surtout à une nouvelle venue.

des cas rend l'assistance inefficace. L'entreprise de la Maison Sociale est à la fois une *entreprise* et une fabrique avec vente au détail. Le travail d'assistance (chemises pour la Croix rouge. Vêtements de garçons et de fillettes pour les enfants des garderies des Maisons sociales) n'est pas du travail de magasin.

Tous les autres ouvriers travaillent pour une clientèle particulière. Au point de vue assistance, ce système est préférable parce qu'il permet, tout en faisant ses frais, de verser aux ouvrières des prix de façon assez élevés ; mais l'organisation industrielle de l'ouvroir est aussi difficile. Il faut se faire une clientèle et sans les moyens de publicité (affiches, étalages) dont dispose un magasin. Les plus anciens établissements d'assistance — celui de la rue de Berlin, de l'assistance du V^e — auxquels les commandes ne suffisent pas pour alimenter l'ouvroir de travail doivent chaque année écouler tout un stock de marchandises par une vente de charité. La crise de surproduction est continuelle.

Qu'ils soient *entreprises* ou *fabriques* avec vente au détail les ouvriers trouvent un autre obstacle à leur développement : l'irrégularité, le manque de conscience de leurs ouvrières, qui gardent quinze jours, un mois l'ouvrage à livrer dans la semaine, « parce qu'elles étaient fatiguées, avaient un malade à soigner » souvent aussi parce qu'elles avaient trouvé d'autre ouvrage à faire dans l'intervalle.

C'est dans leurs rapports avec d'aussi mauvaises ouvrières qu'il faut admirer le dévouement, la patience, le courage des dames patronesses et des directrices d'ouvroirs. A beaucoup de ces femmes assistées, une patronne industrielle ne donnerait pas deux fois de l'ouvrage. Les ouvroirs ont pour le travail fin quelques bonnes ouvrières qui font partie du personnel commercial et sont en dehors de l'assistance. Avec le travail des femmes *assistées* ils ne peuvent pas satisfaire leur clientèle et doivent renoncer souvent à des commandes avantageuses faute d'ouvrières sur lesquelles ils puissent compter.

Toutes ces difficultés que fait naître le but que veulent atteindre les ouvroirs d'assistance les ont-ils été arrêtés dans leur développement ?

Quelques-uns ont pris une extension assez considérable : l'assistance du XVII^e dont le chiffre d'affaires a sextuplé depuis dix ans ; l'Assistance du V^e, l'Ouvroir de l'Étoile, l'Atelier de Ménilmontant. Deux sont en décroissance : l'Assistance du XVII^e et l'Atelier pour les ouvrières sans travail (1) de M^{me} Ferdinand Dreyfus.

En général, les ouvroirs qui veulent très modeste-

1. Voici des chiffres pris à différentes époques pour 7 ouvroirs.

Assistance du XVI ^e . Chiffre d'affaires :	1896,	14.800
—	1906,	109.821,50
Salaires versés :	1890,	3.930
—	1906,	19.810,60

ment rester des œuvres de charité et secourir l'indigence, sont les plus prospères. Ceux qui, au contraire, ont des ambitions de réforme, se placent volontairement dans la situation d'un établissement industriel, ont un développement très lent. Le bon fonctionnement actuel de l'ouvroir Amicilia, de l'Assistance du XV^e a compté plus de dix ans d'efforts à leurs directrices.

Il nous est possible maintenant d'apprécier si les ouvroirs indépendamment de leur œuvre individuelle

	Nombre de femmes :	253	
	—	345	
Chiffre salaires par femme et par an :	1895,	15.55	
	—	1906,	57.42
Assistance V ^e . Chiffre d'affaires :	1875,	22.443,35	
	—	1895,	34.343,10
	—	1905,	50.166,65
	Salaires versés :	8.747,10	
	—	13.433,45	
	—	14.775,45	
Assistance, rue de Berlin. Salaires :	1895,	15.809,10	
	—	1906,	15.100
Assistance Mamoz. Salaires :	1898,	7.731	
	—	1906,	10.191,55
Atelier pour les ouvrières sans travail			
	Chiffre d'affaires :	1895,	1.378,55
	—	1902,	1.171,65
	Salaires versés :	1895,	8.974
	—	1906,	11.119,60
	Femmes assistées :	1895,	350
	—	1902,	373

d'assistance et d'éducation professionnelle sont appelés à jouer un rôle d'une portée plus générale.

Ce qui fait espérer à quelques philanthropes que les ouvroirs pourraient contribuer au relèvement des salaires, c'est que ces établissements versent à leurs ouvrières des prix de façons plus élevés que ceux de l'industrie libre. Les ouvroirs ne peuvent le faire : 1° qu'en s'indemnisant d'une partie seulement de leurs frais généraux et en renonçant à tout bénéfice ; 2° en supprimant tous les intermédiaires entre eux et le consommateur (12 des ouvroirs sur 15 ne travaillent plus pour des magasins mais pour une clientèle particulière).

Ce système avantageux pour l'ouvrière ne peut pas être proposé comme un modèle d'organisation du travail, parce qu'il est impossible à généraliser. Dans les industries de la confection en vêtements, en modes, en lingerie, organisées sous forme de fabrique collective avec atelier patronal ou ateliers isolés à Paris ou en province et travail à domicile, l'intermédiaire est un rouage de la production indispensable et qui a même au point de vue social une utilité : celle de procurer du travail à des ouvrières qui ne pourraient entrer directement en rapport avec les fabricants. La suppression des intermédiaires laisserait sans emploi un grand nombre de travailleuses qui vivent de cette complication apportée à la production.

On répond à cela, que si l'intermédiaire est, dans l'état actuel de la société, un rouage indispensable au grand commerce, ce qui est réalisable c'est de supprimer la profession d'intermédiaire (1).

L'entrepreneuse fait de son office un métier et s'efforce de le rendre le plus lucratif possible. « Puisque l'ouvrier remplit le même office que les entrepreneuses sans se prêter aux reproches qu'on leur adresse, c'est donc lui qui, perfectionné et multiplié, paraît le plus apte, dans un temps donné, à satisfaire la revendication légitime des ouvrières. »

L'exploitation des ouvrières par les entrepreneuses est un terme exagéré, en ce sens que les retenues considérables que celles-ci font sur les prix de façons représentent un bénéfice minime. Une entrepreneuse de confection pour dames (chemisettes, jupons), est obligée d'avoir une coupeuse, des ouvrières pour les retouches. Elle ne peut prendre moins de 30 à 40 o/o pour s'indemniser de ses frais. Ce en quoi consiste l'exploitation, c'est que si, par suite de la concurrence, le prix de vente d'un article vient à baisser, le magasin de vente et l'entrepreneuse n'en prennent pas moins le même bénéfice et l'ouvrière seule supporte la moins-value.

Parce que les entrepreneuses manquent souvent de conscience, on ne doit pas en conclure que l'of-

1. Fleurquin, p. 142, *loc. cit.*

fice de l'intermédiaire doit être gratuit. Si la répartition du travail correspond à un besoin réel de l'industrie, pourquoi ce service rendu serait-il gratuit plutôt que le transport de la matière première ou la vente en gros ?

La suppression de la profession d'intermédiaires ne pourrait pas se faire légalement. Il serait plus légitime, comme l'avait proposé M^{me} Oster, de chercher à faire concurrence aux entrepreneuses ; de créer une demande de travail assez importante sur le marché pour qu'en refusant de travailler au-dessous d'un certain prix, on oblige les magasins à relever les façons, mais l'offre de travail des ouvriers est presque nulle. En parlant du rôle qui leur incombe, M. Fleurquin a soin d'ajouter : « A condition qu'ils soient perfectionnés et multipliés. » Toute la question est là. Le perfectionnement à apporter, ce serait de renoncer à faire travailler des ouvrières médiocres. Les ouvriers d'assistance proprement dits, ce sont les plus nombreux, ne consentiront pas à abandonner leurs protégées ; de trouver de bonnes ouvrières et les ouvriers pouvant difficilement leur donner assez d'ouvrage en ont très peu. Deux ou trois seulement : l'atelier de Ménilmontant, l'ouvrier du cercle Amicitia, l'entreprise de la Maison Sociale, l'Assistance du XV^e seraient organisés pour affronter la concurrence et à la con-

dition qu'ils prennent une extension considérable (1).

Une entente entre toutes les œuvres de bienfaisance qui soumissionnent du travail des magasins : orphelinats, écoles professionnelles permettrait d'avoir une certaine influence sur le marché de la lingerie (2). Mais elle sera difficile à établir entre œuvres de buts et d'esprit absolument différents. En 1902, M. Henry Joly a tenté des démarches auprès de quelques supérieurs du Bon Pasteur. Il lui a été répondu : « Nous voulons bien nous associer à votre tentative de résistance si nous sommes sûres de conserver du travail régulièrement. » C'est moins important, en effet, pour une œuvre de préservation, d'avoir de l'ouvrage bien payé, que d'avoir la certitude de ne jamais en manquer.

Dans leur tentative de relèvement des salaires, les ouvriers risquent d'être longtemps isolés, et de ne réussir que dans leur œuvre individuelle d'assistance, résultat décourageant quand on a rêvé d'action économique et sociale !

C'est cependant la conclusion qu'il y a à tirer de cette étude sur les tentatives d'organisation du tra-

1. Plusieurs directrices d'ouvriers considèrent l'œuvre de charité qu'elles ont entreprise comme la seule réalisable et pratique.

2. En établissant des séries de prix comme tente de le faire actuellement la sœur Milcent pour les religieuses de Saint Vincent de Paul.

vail de la bienfaisance privée. C'est une tâche trop lourde pour elle, plus complexe que pouvaient le lui faire croire ses idées très généreuses mais un peu simples sur les causes de l'avilissement des prix, et l'exploitation par les entrepreneuses. On ne peut même pas citer les entreprises qu'elle a créées comme des modèles à imiter, mais simplement les admirer comme réalisant l'idéal des rapports entre patronnes et ouvrières.

CHAPITRE IV

Mouvement syndical

Les premiers efforts de la philanthropie pour créer un mouvement syndical, parmi les femmes travailleuses, remontent à 1848.

A cette époque, Jeanne Deraismes, disciple de Saint-Simon et de Fourier, avait d'après les principes même de Fourier créé quelques associations ouvrières qui disparurent peu après.

En 1872, à la suite d'une correspondance et d'un échange de vues entre philanthropes et ouvrières publiés dans le *Bulletin du Travail* que dirigeait alors M. Barberet, sur la situation de la travailleuse à l'aiguille, devenue particulièrement précaire depuis la guerre de 1870, quelques couturières demandèrent à M. Barberet de les aider à se grouper en syndicat. « J'ai tenté la réalisation de ce groupement, écrivait plus tard M. Barberet dans ses *Mono-*

graphies Professionnelles, j'ai provoqué la formation des Chambres syndicales des ouvrières et même d'ateliers coopératifs. J'ai été secondé par des auxiliaires dévoués. Je vais faire ici, l'historique de cette campagne humanitaire. Il ne prouvera pas en faveur de l'esprit pratique des intéressées. Le peu de succès que nous avons obtenu tient au caractère de la femme qui ne s'est pas assez émancipée pour mener à bien une entreprise de ce genre. »

Une réunion demandée par les ouvrières, eut lieu salle Pétrelle ; à la suite de cette réunion fut constituée la chambre syndicale des couturières-lingères et fut nommée une commission provisoire, devant s'occuper de propagande et de la convocation d'une assemblée générale de la corporation. M. Barberet a publié en détail le compte rendu de cette assemblée qui eut lieu le 14 août 1874. Il y fut décidé entre autre, la création d'un atelier coopératif de production, destiné à remédier au chômage ; mais cet atelier ne put jamais fonctionner.

La Chambre syndicale fut représentée au congrès ouvrier de 1876, les ouvrières déléguées y lurent un rapport où étaient exposés tous leurs griefs et qui concluait aux desiderata suivants :

1° Création de nouvelles chambres syndicales ; durée de la journée de travail réduite à 8 heures, sans réduction de salaire.

2° Suppression du travail de nuit afin d'éviter les

longs chômages ; Egalité de salaire entre l'homme et la femme.

Création d'ouvroirs laïques destinés à faire concurrence aux couvents et établissements cléricaux du même genre (Ecoles professionnelles) (1).

Les vœux qui s'adressaient à la fois au législateur, aux patrons et aux ouvrières, n'ont été exaucés que bien plus tard et partiellement, puisque la première loi de réglementation date de 1892. Une ligue, la Ligue du droit des femmes, s'était formée pour en poursuivre l'accomplissement ; mais son action se borna à la publication d'un manifeste redondant !

En 1877, la Chambre syndicale tenta la création d'un nouvel atelier coopératif nommé le Réseau, ayant pour but, la confection et la vente de la lingerie, des modes, de la nouveauté et généralement de tous les produits qui constituent le travail à l'aiguille exécuté par les femmes (2). Le Réseau fonctionna un an et malgré quelques subventions eut une liquidation difficile.

La Chambre syndicale disparut aussi à cette époque. Depuis longtemps du reste, M. Barberet avait cessé ses encouragements.

1. Nous ne voyons pas pourquoi les ouvrières, ayant déjà à redouter la concurrence des établissements cléricaux, souhaitent qu'il en soit créé d'autres, mêmes laïques !

2. Le Capital de cette société fut fixé à 300 fr. divisés en sept parts d'intérêts. Pour devenir sociétaire, il fallait souscrire une part et en verser le dixième.

C'est en 1890 seulement que l'on peut ensuite trouver trace d'une initiative philanthropique en matière syndicale. Le 24 avril 1892, fut fondé par le Père du Lac, et M. Aine, le grand couturier de la place Vendôme, le *Syndicat de l'Aiguille*, association professionnelle de patronnes, d'employées et d'ouvrières. Dans l'esprit de ces fondateurs, ce groupement mixte était un moyen, le seul possible, de réorganiser des associations corporatives, qui ressemblaient dans ce qu'elles avaient de si utile aux corporations de l'ancien régime.

« Qui dit syndicat, dit corporation, et les corporations il y a des économistes, des historiens, pour en blâmer les inconvénients, comme il y en a pour en louer les avantages. Les avantages généraux des corporations, on les connaît de longue date ; c'est l'esprit de famille qui régnait entre les patrons et leurs employés ; les rapports paternels des maîtres avec leurs apprentis. De quelles attentions infinies étaient entourés ces derniers ! En somme, du moyen âge à la révolution, l'allégresse régnait dans la plupart des ateliers ! Ils étaient ensoleillés par la foi et l'esprit de cordialité que la corporation apportait avec elle, introduisait parmi eux une joie saine inconnue aujourd'hui... on sait quel fut de nos jours, le rôle du comte de Mun dans le retour que nous pourrions constater à l'intelligence du bien accompli

par les anciennes corporations... M. de Mun se fit le Pierre l'Ermite de cette croisade » (1).

C'est, en effet, tel que M. de Mun concevait l'association professionnelle, l'union entre tous les membres d'une même profession devant être la source d'un progrès matériel et moral, que fut constitué le syndicat de l'Aiguille. Il compte actuellement 900 membres dont 800 ouvrières et employées.

Dans un esprit aussi avancé et même révolutionnaire que celui de l'Aiguille était conservateur, une féministe, M^{me} Marguerite Durand, commença quelques années plus tard, une active propagande parmi les ouvrières afin de les amener à se syndiquer, pour lutter à la fois contre les patrons et contre les syndicats masculins. A la suite des procès qu'elle eut à soutenir en 1899 à propos des compositrices du journal *La Fronde* et du refus par la Chambre syndicale des typographes d'admettre dans leur association les femmes même travaillant à salaire égal, M^{me} Durand conseilla à ses ouvrières de se grouper entre elles et leur donna les fonds nécessaires pour la constitution d'un syndicat qui est devenu *le syndicat des femmes typographes*.

Trois autres syndicats furent subventionnés par son intermédiaire (dont deux sont actuellement leur siège à la Bourse du Travail).

1. « Le fil et l'aiguille » par Stanislas du Lac. *Action populaire*, n° 4.

1° *Le Syndicat des fleuristes et feuellagistes, plummassières et branches similaires ;*

2° *Le Syndicat des femmes sténographes et dactylographes ;*

3° *Le Syndicat des femmes comptables, employées aux écritures et employées de commerce* fondé par M^{me} Blanche Schweig et qui a son siège 134 rue de Turenne.

En 1902 furent fondés 15 rue de l'Abbaye, par un groupe de catholiques, trois syndicats du type des syndicats lyonnais de M^{lle} Rochebillard, et qui tiennent le milieu entre l'association mixte de l'*Aiguille*, le syndicat de M^{me} Schweig et les syndicats rouges, puisque, tout en étant au point de vue professionnel des syndicats exclusivement ouvriers, des dames patronnesses prennent une part active à leur fonctionnement.

Ces trois syndicats furent les derniers créés. Mais la philanthropie n'a pas cessé sa propagande pour répandre parmi les ouvrières, l'idée et le goût de l'association.

Tout dernièrement de mars à mai 1907, la section du Travail du Conseil National des Femmes Françaises a donné dans différents arrondissements une série de conférences très intéressantes ; entre autres celle de M^{me} Schweig (1), présidente du Syndicat des

1. Un compte rendu de ces conférences a paru dans le journal *La Française*, édité rue Laffitte.

ouvrières comptables employées de commerce, qui fit l'historique de son syndicat et montra que l'expression « la femme au foyer » formule un idéal de plus en plus irréalisable ; car il n'y a pas de femmes au foyer sans hommes au foyer. Dans le syndicat des caissières, 41 femmes seulement sont mariées, sur 768 ! 60/0 ! M. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre parla à la mairie du Temple du but que doivent en s'associant avoir les femmes isolées, celles qui ne profiteraient même pas d'une hausse des salaires masculins : réagir contre les iniquités patronales sans attendre l'intervention de l'Etat législateur. Les conférences de M. Hayem et Langeron furent aussi très remarquables. Aucunes n'eurent l'auditoire qu'elles méritaient. Les ouvrières, et surtout celles qui fallait toucher, les indifférentes ou les ignorantes, n'y sont pas venues, bien que l'on ait fait la publicité nécessaire, les conférences étant données dans les mairies et sous le patronage de la Société de Conférences populaires.

Sur les 16 syndicats féminins qui existaient à Paris d'après le dernier annuaire professionnel de 1904 et groupant 2.600 ouvrières et employées, 5 syndicats avaient été fondés, et étaient dirigés ou simplement subventionnés par la philanthropie. Ils groupaient 1.400 syndiquées (1).

1. 0,83 0/0 des femmes travaillant à Paris étaient syndi-

Le nombre des associations professionnelles a peu augmenté depuis 1904, mais les femmes qui en font partie sont bien plus nombreuses. Les syndicats que patronne la philanthropie comptent actuellement 3.000 travailleuses dont 1.137 ouvrières de l'habillement (2 syndicats), 1.700 employées de commerce (2 syndicats).

Le mouvement syndical actuel va donc en s'accroissant et semble avoir plus de chance de durée que *les tentatives* d'il y a trente ans. Il est dû pour beaucoup à l'influence, aux encouragements des féministes.

Les syndicats formés spontanément par les travailleuses sans le concours de personnes étrangères à leur profession sont les plus nombreux ; mais ce sont aussi les plus récents. A part le syndicat des blanchisseuses fondé en 1896 et le syndicat des fleuristes, les autres sont postérieurs à 1899. A cette époque, l'Aiguille et les syndicats de la Fronde fonctionnaient déjà ; plusieurs avaient leur siège à la Bourse du Travail et leur exemple a pu servir aux autres.

Quelle conception, la philanthropie a-t-elle de l'association professionnelle ?

quées. Aux 16 syndicats féminins il faut joindre 47 syndicats mixtes groupant 3.915 ouvrières. Les femmes syndiquées par la philanthropie étaient donc le cinquième de la population syndicale féminine à Paris.

Quel rôle a-t-elle joué et joue-t-elle actuellement dans les syndicats qu'elle a créés ?

Pour étudier la nature et l'importance de son intervention, nous diviserons ces cinq syndicats en deux groupes.

I. — Les syndicats de la Bourse du Travail et le syndicat de M^{me} Blanche Schweig.

II. — Les syndicats de la rue de l'Abbaye et le syndicat de l'Aiguille.

Dans le premier groupe la part prise à l'administration syndicale par les personnes étrangères à la profession est très restreinte. Dans les syndicats du second groupe, au contraire : les syndicats patronages, elle est importante.

Les syndicats qui composent chacun de ces groupes, présentent du reste de grandes divergences d'organisation et l'activité syndicale y est très variée. Au point de vue de l'action professionnelle d'abord, c'est-à-dire de la défense des intérêts professionnels des ouvrières ; au point de vue de l'action économique, c'est-à-dire de la gestion de la fortune ouvrière ; enfin au point de vue de l'action sociale et morale, des sentiments que l'on cherche à développer chez les syndiquées et du rôle social que l'on donne à l'association professionnelle.

A. — *Syndicats de la Bourse du Travail*

Ce sont le syndicat des fleuristes, feuillagistes, plumassières et branches similaires fondé en 1896. Le syndicat des femmes typographes fondé en 1899. Le syndicat des femmes sténographes et dactylographes fondé en 1899.

Ces syndicats qui ont leur siège à la Bourse du Travail, ne subissent actuellement aucune influence « bourgeoise ». Ils n'ont que du mépris pour le bien que les classes dirigeantes essaient d'accomplir prétendant que c'est dans leur propre intérêt qu'elles agissent et que le prolétariat ne doit admettre ni même accepter d'autres réformes « que celles qu'il obtiendra par la coalition des forces ouvrières ».

A leurs débuts, ces syndicats ont cependant été aidés par les féministes (1) puisque peu après leur fondation il fut fait à chacun un don de 1.000 fr. « pour encourager ces associations créées par des femmes pour la défense de leurs droits ».

C'est là le seul concours qu'aient reçu ces syndicats. Comme les autres syndicats de la Bourse, ils

1. Au Congrès du Travail organisé par M^{me} Marguerite Durand, en 1907, pour grouper les délégués des syndicats de France, il n'y a pas eu de rapports faits par les syndicats de Paris.

s'interdisent d'admettre parmi les associés des membres honoraires. Le syndicat des fleuristes a refusé de se faire représenter aux congrès philanthropiques où étaient traitées les questions syndicales de répondre aux questionnaires, aux demandes de renseignements qu'on leur adressait. Cette volonté de n'avoir aucun contact avec les partis bourgeois, a pour but de sauvegarder leur indépendance d'idées. Sur le terrain professionnel et le terrain social, ces syndicats cherchent à organiser la résistance et la lutte contre l'exploitation patronale, contre les classes dirigeantes.

En subventionnant ces syndicats, M^{me} Marguerite Durand n'avait pas l'intention du reste de leur imposer ses théories, de les guider dans leurs revendications. Pour elle son rôle devait être simplement d'aider les ouvrières à se syndiquer.

B — Le syndicat des caissières, comptables, employées aux écritures et employées de commerce a été subventionné aussi par M^{me} Durand en 1900. Le but de M^{me} Schweig qui l'a fondé était d'éviter aux femmes de sa profession les difficultés qui peuvent naître de leur isolement ; donc un but d'aide mutuelle plutôt que la résistance au patronat (1).

1. Le syndicat n'admet pas de membres honoraires membres actifs paient un droit d'entrée de 2 francs, et une cotisation annuelle de 12 francs.

M^m^e Schweig étant elle-même employée de commerce, le syndicat peut être considéré comme une association autonome. Le dévouement avec lequel M^m^e Schweig s'en occupe, les subventions qu'il a reçues, le concours gratuit des professeurs qui y font aux ouvrières des cours professionnels donnent à cette association un certain caractère de philanthropie (1).

Action professionnelle. — Le placement et les cours professionnels sont les principaux avantages du syndicat. Les offres d'emploi sont nombreuses parce que les patrons s'y adressent volontiers depuis qu'ils ont compris que le groupement des ouvriers n'était pas fait dans un esprit d'hostilité contre eux.

Les cours professionnels sont très utiles au service du placement. Le syndicat place les employées qu'il a formées avec plus de sécurité. On enseigne aux syndiquées la dactylographie, la sténographie, la comptabilité, les langues étrangères, le droit usuel. *Ces cours* ont sur les cours organisés par les sociétés philanthropiques, la supériorité d'être en même temps des leçons particulières. Le professeur y recommence pour chaque élève l'enseignement donné. Une nouvelle arrivante au syndicat peut

1. Les commencements en ont été pénibles. Au bout de trois ans, les femmes syndiquées n'étaient encore que 48; il s'en inscrivait 2 par mois; mais cette année elles sont 766.

trouver même en cours d'année, un enseignement à sa hauteur (1).

Une autre particularité de ces cours, c'est qu'ils sont faits gratuitement, non seulement par des membres du syndicat, mais par des personnes étrangères à la profession : inspectrice du travail, directeur d'école, etc.

Action économique. — Il n'existe au syndicat comme institution d'ordre économique qu'une mutualité fondée en 1905 (2).

DEUXIÈME GROUPE

A. — *Syndicats de la rue de l'Abbaye*

Ces syndicats ont été créés en 1902 pour les ouvrières de l'habillement, les employées de commerce et les institutrices (3) par M. Milcent, la sœur

1. Le cours de dactylographie est suivi par une trentaine d'élèves. Chaque syndiquée a droit à 20 leçons d'une demi-heure.

2. Des caisses de secours mutuels, de chômage et de retraite sont en projet — Le syndicat est une œuvre de solidarité féminine. « Pour faire partie du syndicat il faut s'engager à faire de la solidarité féminine professionnelle en soutenant les intérêts corporatifs, en signalant notre œuvre aux employeurs et en indiquant les emplois vacants portés à notre connaissance. » (Statuts).

3. Nous n'avons pas à étudier le fonctionnement de ce syndicat, l'enseignement étant une profession libérale.

Milcent et M^{lle} Decaux, qui dirige actuellement le syndicat des institutrices privées.

Officiellement, la direction de ces syndicats est entre les mains du Conseil syndical composé seulement de *professionnelles* ; mais l'administration en est entièrement à la charge des personnes dévouées qui s'en occupent (1).

Action professionnelle. — Les syndicats de la rue de l'Abbaye ne sont pas des instruments de combat ; leur but est moins offensif mais aussi moins restreint. Nous le trouvons formulé dans un rapport de M^{lle} Decaux (2).

« L'action professionnelle du syndicat consiste à

1. Une partie des recettes est due à des dons ou aux cotisations des membres honoraires. Un comité de dames patronnesses s'est constitué pour recueillir des fonds.

Budget en 1906

Loyer en 1906.....	800 fr.
Cours.....	2.000
Chauffage.....	500
Frais d'action professionnelle.....	289 fr. 50
	3.589 fr. 50
Cotisations des syndiqués.....	2.008 fr. 65
Dons	1.580 fr. 85
	3.589 fr. 50

2. Rapport au Congrès Jeanne-d'Arc.

procurer aux travailleuses *la sécurité* et les moyens de progrès dans le travail : 1° par le placement (1), 2° par le fonctionnement d'une commission d'études où sont traitées les questions à l'ordre du jour : chômage, apprentissage. Toutes les institutions syndicales y ont été successivement élaborées ; 3° le recours à des conseils judiciaires en cas de difficultés avec les employeurs ; 4° des réunions des déléguées des syndicats et de délégués des syndicats patronaux, à la Bourse du Commerce. Les fondateurs des syndicats de l'Abbaye ont préféré pour la discussion des questions professionnelles la forme du syndicat purement ouvrier au syndicat mixte, non pas pour créer l'hostilité, mais parce que « dans le syndicat mixte, les intérêts des patrons et ceux des employés ne seraient peut-être pas toujours aussi justement examinés. Il est préférable que chacun travaille sur son juste terrain et que l'union se fasse par les sommets ». (Rap. Decaux.)

Comme *moyens de progrès dans le travail*, il y a les cours professionnels, suivis assidûment : Le cours de coupe (82 inscriptions), de comptabilité, de sténographie (110 inscriptions) ; ils ont lieu le dimanche après-midi.

1. Par mois, il est placé au syndicat une moyenne de 6 ouvrières et de 20 employées de commerce.

2. Les syndicats de l'Abbaye.

Action économique

I. — Il n'a pas été nécessaire de créer les institutions de secours mutuels, de coopération dont devaient bénéficier les syndiquées.

Les syndicats des employés de commerce de la rue des Petits Carreaux ont admis les femmes syndiquées à participer à leur société de secours mutuels « La Fraternelle Commerciale ». Moyennant 2 francs par mois, les ouvrières et employées ont droit au secours de pharmacie et de médecin et à une indemnité de 2 francs par jour de maladie le premier mois, de 1 franc le mois suivant. C'est un avantage très réel que les *syndicats de l'abbaye* ont sur les autres syndicats féminins, d'avoir trouvé des institutions déjà organisées auxquelles il suffise de s'affilier, sans avoir besoin, pour qu'elles fonctionnent, de persuader de leur utilité les syndiquées.

Très peu de travailleuses se sont du reste fait inscrire à la Société de secours mutuels. « Elles ont confiance en leur jeunesse et en leur santé. »

II. — Les syndiquées ont droit à un escompte chez les fournisseurs qui ont traité avec le syndicat. L'utilité de ce « bureau d'achat » est celle d'une coopérative de consommation. Les syndiquées en s'adressant à ces fournisseurs bénéficient de la différence qui existe entre l'achat en gros et l'achat en détail.

Avec les réductions accordées une syndiquée pourrait économiser une cinquantaine de francs par an. Mais, pour l'escompte comme pour les secours mutuels, les ouvrières ont montré leur peu d'enthousiasme. Elles préfèrent acheter chez qui leur convient. En 1906, il n'a été remboursé que 386 francs sur des factures de fournisseurs.

Il faut citer encore comme institution d'ordre économique la caisse de chômage organisée tout récemment.

Action sociale. Le but est comme pour tout syndicat de développer le goût et l'association chez les travailleuses, de leur montrer ce qu'elle gagneraient à être solitaires les unes des autres. Il est de plus dans l'ordre moral et religieux « de faire revivre dans la société actuelle les notions chrétiennes sur le travail. » En cela les *syndicats de l'Abbaye* se distinguent nettement des syndicats libres penseurs de la Bourse du travail et du syndicat neutre de M^m. Schweig ; car l'association professionnelle est alors non seulement un instrument de prospérité matérielle mais un foyer de vie morale. Le syndicat est composé d'individus que réunissent, en plus de leurs intérêts communs, une pensée, des convictions communes, qui profitent non seulement de la force du groupement, mais aussi de l'influence d'un bon milieu. « L'action exercée, c'est le bon milieu. Elle est la plus efficace des moyens d'apostolat ; vivre

le syndicat est donc excellent pour les travailleuses, car le vrai syndicat est un milieu sain et raisonnable. »

Les associations de la rue de l'Abbaye sont, plus qu'un syndicat, une famille (1) professionnelle, aussi pénétrée d'esprit religieux que la famille naturelle.

Le développement des syndicats de la rue de l'Abbaye a été très rapide, puisque fondés en 1902, ils comptent actuellement 1237 membres, dont 900 employées et 337 ouvrières (2).

L'Aiguille « association professionnelle mixte de patronnes, employées et ouvrières en habillement, métiers similaires et professions connexes » représente le type du syndicat mixte. Il diffère des syndicats exclusivement ouvriers par la façon dont est comprise la défense des intérêts professionnels des ouvrières dans leurs rapports avec les patronnes. « Les fondateurs de *l'Aiguille* partant de ce principe que les intérêts des employeurs et des employés pour diverger quelquefois ne sont pas contradictoires et

1. Dans les rapports qui ont été publiés sur le syndicat, cette expression de « famille » est fréquemment employée pour faire ressortir que la profession crée d'autres liens que les liens d'intérêt matériel.

2. Les ouvrières de l'habillement syndiquées étaient 32 en 1903-94 en 1904-196 en 1905.

permettent toujours une entente équitable, ont voulu que cette étude des intérêts professionnels des uns et des autres se fasse en commun ; les patronnes et les ouvrières se rencontrant en dehors de l'atelier où le commandement entretient quelques défiances peuvent s'entendre amicalement (1).

L'administration du syndicat est confiée à un Conseil syndical composé de douze patronnes et de vingt-quatre employées et ouvrières, qui doivent se réunir au moins tous les trois mois, pour délibérer sur les questions dont les déléguées, soit individuellement, soit après s'être consultées, demandent la discussion.

Ce système paraît d'abord avoir l'avantage que les ouvrières et employées peuvent faire connaître leurs revendications aux patrons par des voies pacifiques et que il ne leur viendra pas à l'idée de s'exciter les unes les autres par des paroles haineuses, et de se coaliser pour agir par l'intimidation et la menace... De plus, que, si ces revendications sont reconnues légitimes par les déléguées ouvrières qui sont la majorité dans le Conseil syndical, elles ont chance d'être étudiées avec bienveillance par les patronnes ; mais en fait ce résultat n'est pas atteint.

Dans les discussions relatives aux intérêts géné-

1. M^{lle} Cussonnier. Rapport au Congrès Jeanne d'Arc, 1904.

raux de la profession ou pour la création d'institutions de savoir professionnel, de prévoyance et d'assistance fraternelle dont elles doivent profiter, elles adoptent toujours l'opinion des patrons ou patronnes plus expérimentés. Quant à des revendications personnelles — pour augmentation de salaire ou diminution de travail — les syndiquées n'en font pas ; ou bien elles formulent des demandes vagues, que l'on sent irréfléchies, et n'étant basées sur aucune nécessité réelle. Cela vient d'abord de ce que les ouvrières ou employées sont impressionnées par la présence des patrons. Pour qu'elles puissent s'entendre d'avance sur les questions à soulever au conseil, un article des statuts les autorise à se réunir séparément afin de pouvoir discuter en dehors de toute influence patronale. Pas une seule fois cet article n'a été mis en pratique, quand des intérêts professionnels étaient en jeu.

Les ouvrières ont peu de revendications à faire. Les maisons de couture affiliées au syndicat sont parmi celles où les conditions de travail sont les meilleures (1) ; les patrons y font individuellement la charité à leurs ouvrières et ne laissent pas une misère trop criante sans la secourir. De plus les

1. A la maison Aine Montailié, dont l'un des patrons M. Aine est un des présidents du Syndicat de l'Aiguille, la moyenne des salaires est de 3 fr. 50 pour trois cents jours de travail par an.

déléguées au Conseil sont parmi les privilégiées ; les ouvrières les plus éprouvées sont plutôt celles des maisons de moyenne couture et surtout les confectionneuses. Leurs revendications intéressent moins l'ensemble des associées et risquent de ne pas trouver d'écho au conseil syndical.

L'union est donc complète ; mais aux dépens de l'activité du syndicat, qui sur ce terrain de la défense des intérêts professionnels est presque nulle. Les patrons trouvent à l'association mixte plus d'utilité que les ouvrières. Elle est pour eux une garantie contre des surprises, des menaces de grève. Même de très bonne foi ils peuvent influencer les syndiquées « moins défiantes » au syndicat qu'à l'atelier.

L'Aiguille groupe donc, plutôt que des patronnes et des ouvrières, des maisons de coutures entre elles ; et pour en former, en effet, une sorte de corporation qui peut être une force entre les mains de ses représentants. Le Syndicat de l'Aiguille a été consulté deux fois par le ministre du Commerce, M. Millerand. « A l'occasion de la grève des couturières, seul il proposa une solution de paix et de justice. « De nouveau il fut appelé à se prononcer sur la réglementation des heures de travail », « et nos déléguées avec la vice-présidente du groupe des ouvrières firent adopter la motion votée en conseil syndical » (1). En dehors de

1. Rapport Cussonnier.

ces deux circonstances, nous n'avons trouvé dans les rapports sur le syndicat aucune décision prise en Conseil syndical intéressant la corporation de l'Aiguille.

Nous n'avons parlé jusqu'ici des intérêts professionnels des ouvrières que dans leurs rapports avec le patronat, en ce qui touche l'organisation du travail. Mais l'association mixte présente de grands avantages en ce qui touche le placement. Les patronnes associées demandent de préférence au syndicat les ouvrières dont elles ont besoin ; les offres d'emplois sont fréquentes.

Les syndiquées ont droit aussi à des conseils judiciaires gratuits, aux cours professionnels (peu suivis).

B. — *Action économique.* — L'activité syndicale de l'*Aiguille* s'est manifestée surtout par la création d'institutions destinées à améliorer les conditions matérielles et morales de la vie des associées.

Le syndicat a fondé successivement : 1° une caisse de prêts gratuits, sous le patronage du conseil syndical. Le capital de cette caisse, formé par les versements de membres fondateurs est actuellement de 10.000 francs (1). Les ouvrières ou employées syn-

1. Il sera créé à cet effet des parts de fondateurs de cinquante francs chacune. Le nombre en sera variable suivant les besoins de la caisse. Le capital reconnu nécessaire pour le fonctionnement de la caisse lors de sa fondation étant de 5.000 francs, ils sera créé cent parts de fondateurs, de cinquante francs. Toute personne même étrangère au syndicat

diquées depuis un an ont droit à des prêts gratuits proportionnés au salaire de la bénéficiaire et pour une durée de six mois.

Les ouvrières ne profitent pas autant qu'elles le pourraient de la caisse de prêts. 4.000 francs seulement sont en circulation ; mais elles remboursent assez régulièrement. Le déchet est chaque année seulement de 10 0/0.

2° *Une caisse de loyer*, où sont reçues les économies faites par des ouvrières. Pour les associées faisant partie depuis plus de trois ans du syndicat et ayant un loyer au-dessous de 240 francs, un bénéfice de 20 0/0 est accordé sur les sommes économisées et versées à la caisse pour le terme.

3° *Un atelier de chômage* dont nous avons parlé à propos des œuvres de travail. Le syndicat doit du reste renoncer à cette forme d'assistance.

4° *Une maison de famille* où pour 50 francs par mois, les ouvrières sans foyer seront logées, nourries défrayées de tout. Elle peut recevoir quatre-vingts jeunes filles.

Les ouvrières sont protégées contre la misère et les tentations qui l'accompagnent grâce à ces institutions diverses ; quelques-unes seulement en bénéficient, mais c'est pour toutes une garantie. L'ouvrière

peut souscrire une ou plusieurs parts de fondateurs (extrait des statuts).

qui fait partie du syndicat n'a pas à craindre ou de déchoir ou de mourir de faim.

Emu par la situation des jeunes ouvrières qu'il connaissait, en ayant vu mourir de fatigue ou d'épuisement sur leur travail, d'autres se suicider « pour ne pas manger le pain du déshonneur », le père du Lac a cherché une forme d'association qui permette de *secourir* efficacement l'ouvrière. « Ces pauvres enfants ne peuvent pas vivre, elles ne peuvent pas se soutenir et leur salaire, à cause de la morte-saison, n'est pas assez fort (je n'attaque pas les patronnes du tout, les patronnes sont généralement excellentes). Mais enfin, voilà pourquoi il est bon de leur donner un secours qui soit *professionnel*, c'est-à-dire qui garantisse le métier. » (1)

La forme adoptée a été le syndicat mixte ; mais un syndicat, dont le rôle comme instrument d'action morale et d'assistance matérielle dépasse beaucoup en importance celui d'organe de défense des intérêts professionnels. C'est parce qu'il poursuivait ce but charitable que le père du Lac a vu l'utilité de grouper ensemble patronnes, ouvrières et clientes ou plutôt dames patronnesses. Il disait en parlant des fatigues, que l'on impose aux « rats de couloir ». « L'Association professionnelle mixte est charitable, maternelle et paternelle. Elle ne veut pas que

1. Stanislas du Lac : le Fil et l'Aiguille.

ses syndiquées aient les chevilles enflées. Elle parle aux patronnes ; elle leur fait parler, de manière qu'elles prennent certaines précautions vis-à-vis de ces pauvres rats de couloir ; qu'elles consentent à sacrifier un peu de gain aux sentiments d'humanité (1). »

La critique que l'on peut adresser à cette conception d'un syndicat mixte, c'est qu'elle ne développe pas assez l'esprit d'initiative et de solidarité chez les ouvrières.

Nous avons dit, que celles-ci contribuaient assez peu à l'administration du syndicat. Toute la charge de l'organisation des placements retombe sur la secrétaire générale qui n'est pas une des leurs. Leur contribution financière est minime. Elles paient assez irrégulièrement leur cotisation, qui est de 1 franc par an seulement pour les ouvrières, 2 francs pour les employées dont le produit représente chaque année le 1/30 des ressources inscrites au budget. La caisse de crédit, la caisse de loyer, la maison de famille et même la caisse syndicale proprement dites sont alimentées par les générosités des patrons et des dames patronnesses et le produit d'une vente de charité annuelle. C'est une nécessité de ne pas attendre pour développer l'acti-

1. Le Syndicat de l'Aiguille est celui où la cotisation des syndiquées est la plus faible et qui cependant a créé les institutions de prévoyance ou de secours mutuel les plus avantageuses.

tivité du syndicat que l'esprit de solidarité et d'association des ouvrières se soit développé. Mais après quinze années de vie syndicale, les progrès ne sont pas assez sensibles.

La nature des rapports de ces ouvrières avec les associés patrons ou bienfaiteurs qui les assistent, risquent de changer le caractère de leur association, qui reste un groupement professionnel plutôt parce qu'il réunit les riches et les pauvres d'une même profession, pour qu'ils se connaissent et qu'ils s'aiment, que parce qu'il unit des patronnes et des ouvrières pour l'étude des intérêts corporatifs.

Action sociale. — Comme les syndicats de l'Abbaye, le syndicat de l'Aiguille est confessionnel ; on y entreprend la pacification des rapports créés par la profession, mais aussi le perfectionnement moral de ses membres ; les patronnes et les ouvrières doivent s'y connaître et s'y aimer ; l'appui matériel procuré aux travailleuses doit sauvegarder leur vie intérieure. L'Aiguille a été fondée, et ce n'est pas faire une critique que de le remarquer, par un directeur de consciences ; aussi est-ce plus qu'une œuvre économique, une œuvre sociale. Seulement *la famille* professionnelle n'est pas composée à l'Aiguille, comme dans les syndicats de l'Abbaye. Elle doit pour être complète, comprendre patronnes et ouvrières.

Cela semble logique que tous les individus qui composent la profession soient membres de la famille

professionnelle. Seulement en fait, *les rapports* de charité qui existent entre les associées augmentent plutôt qu'ils ne diminuent la distance qui les sépare ; c'est ce qui a fait dire du syndicat de l'Aiguille : « c'est un bouquet *d'œuvres* ; toutes utiles, d'importance diverse, qui ont rendu et rendent aux ouvrières de réels services ; nous saluons au passage le grand dévouement qui les enfanta ; mais ces œuvres protectrices sous la forme syndicale restent avant tout des *œuvres*. Le Syndicat de l'Aiguille est un *beau patronage*. Personnellement nous préférons le libre groupement professionnel » (1).

Les critiques qu'il faut adresser aux associations professionnelles que nous venons d'étudier, empêchent de croire que les unes ou les autres aient trouvé leur forme définitive ; mais de ce qu'elles sont de conception et d'organisation très variées, on ne peut conclure non plus que l'orientation donnée aux unes ou aux autres soit mauvaise.

Si *l'isolement* a en effet des inconvénients pour toutes les travailleuses, si pour toutes par conséquent l'association présente une utilité, c'est d'abord pour des causes *très générales*, intéressant les travailleuses quelles qu'elles soient : comme les préjugés à vaincre sur l'infériorité de valeur du travail fémi-

1. M^{me} Froment. « Ouvrières parisiennes. » *Action populaire*, 2^e série, n^o 9, p. 6.

nin; et aussi pour des causes *particulières*, qui dépendent de chaque métier et, au sein du même métier, de l'organisation du travail et du milieu où se recrutent les ouvrières.

En ce qui concerne un des premiers avantages, qu'offre le syndicat à la travailleuse qui y est affiliée, *le placement*, la difficulté pour la travailleuse isolée en est très variable. Il est plus facile dans une industrie saisonnière que dans une industrie où la production est continue ; plus facile pour une ouvrière que pour une employée ; dans la catégorie des employées, plus facile pour une sténo-dactylographe que pour une comptable ; dans la catégorie des ouvrières, pour une couturière de haut luxe que pour une confectionneuse.

De même pour l'enseignement professionnel complémentaire du travail journalier. Indispensable aux employées de commerce qui n'ont pas pu attendre pour se placer d'avoir acquis toutes les connaissances même théoriques dont elles ont besoin pour arriver aux emplois assez lucratifs, cet enseignement professionnel est moins nécessaire à des *ouvrières* (1), à celles de l'aiguille surtout qui appren-

1. Le chef du personnel d'une maison de la rue de la Paix, employant près de 1.000 ouvrières, nous disait que pour se placer les bonnes ouvrières n'ont besoin de personne, car « à la saison nous avons toujours besoin de main-d'œuvre et notre

nent tout à l'atelier (1). Il rendra plus de services aux fleuristes, aux typographes, aux brodeuses.

De la nature des intérêts professionnels à défendre dépendra aussi l'opportunité de telle ou telle forme d'association.

Dans le métier où les femmes ont à subir la concurrence masculine, il peut être plus avantageux pour elles d'entrer dans un syndicat masculin que de former à elles seules un autre syndicat. Dans certains cas de violation des lois de réglementation par les patrons (Insuffisance du cube d'air des locaux, veillées tardives) les ouvrières ont une arme plus forte que les réclamations collectives : la lettre anonyme à l'inspecteur du travail (2).

Les avantages que procure l'association pour la gestion de la fortune ouvrière dépendent aussi de bien des circonstances de fait.

Du chiffre des salaires d'abord ; car il y a des salaires sur lesquels une travailleuse ne peut épargner, dont elle ne peut soustraire une prime d'assu-

industrie est localisée dans quelques rues d'un quartier, ce qui facilite encore la recherche du travail. »

1. Ceci explique que les cours professionnels du Syndicat de l'Aiguille soient si peu suivis, que les cours organisés au syndicat des caissières de M^{me} Schweig soient au contraire très fréquentés.

2. Il faut, paraît-il, toujours s'attendre à une visite de l'inspectrice quand certaines ouvrières ont été réprimandées à l'atelier.

rance, la cotisation à une caisse de chômage ou de secours mutuels. L'organisation d'une forme quelconque de mutualité présente aussi de grandes difficultés dans les syndicats féminins, parce que les employées et ouvrières d'une même profession sont dans des conditions très différentes de vie et de milieu, issues de familles de petits commerçants aisés ou au contraire de familles ouvrières peu fortunées, dont les besoins en cas de maladie et de chômage ne sont pas les mêmes.

Cette difficulté rendra presque impossible, dans quelques métiers, la création de mutualités professionnelles.

Ces éléments de diversité dans la situation professionnelle ou économique des individus qu'il s'agit de grouper, explique en partie que les syndicats féminins revêtent des formes diverses.

L'utilité de l'association (1) consistant dans la force du nombre, il semble que cette force devrait pouvoir s'employer à tout et que l'organisation syndicale proprement dite doive rester toujours la même ; mais l'œuvre de la philanthropie consiste surtout à créer *cette force*, à en faire naître l'intelligence dans l'âme féminine, avec les sentiments d'amour fra-

1. On pourrait en citer aussi en ce qui concerne la situation sociale des travailleuses. L'utilité *morale* de l'association professionnelle est aussi variable.

ternel ou de solidarité qui sont nécessaires pour que cette force soit mise en action.

Pour réussir à grouper les couturières, les fleuristes, les typographes, les ouvrières d'usine, les employées de commerce, il faut adopter des tactiques très différentes ; offrir aux unes ce que l'on n'offrirait pas aux autres. Aussi est-il prématuré de décider si le syndicat *mixte* est préférable au syndicat ouvrier.

Dans la couture, la forme d'association mixte adoptée par l'Aiguille a produit peu de résultats au point de vue professionnel. Mais il y avait des avantages matériels considérables à introduire dans un syndicat des patrons généreux par qui le fonctionnement de la caisse de prêts gratuits, et de la caisse de loyer était assuré.

L'activité syndicale de l'association des caissières comptables de M^{me} Schweig est dirigée vers l'enseignement professionnel et le placement. Pour le développement de ces institutions, le concours des patrons, comme membres du syndicat n'a pas jusqu'ici paru utile.

La variété qui se trouve dans les formes d'associations professionnelles adoptées, se trouve aussi dans le rôle joué par la philanthropie vis-à-vis des syndicats qu'elle a créés. Les syndicats-patronages sont sous sa dépendance complète ; les autres, au contraire, se refusent à subir toute influence étrangère.

Les résultats semblent démontrer qu'il y a eu exagération de part et d'autre. Livrées à elles-mêmes les syndiquées de la Bourse du Travail ont cherché appui auprès des syndicats masculins et agi d'après leurs conseils et leurs exemples. Elles ont généralisé les griefs légitimes qu'elles pouvaient avoir contre leurs patrons ; leur exagération les a conduites à ne plus voir de remèdes à l'avilissement du travail que dans l'abolition du salariat et l'écrasement du patron. Elles souhaitent une révolution non seulement économique mais sociale.

Cet état d'esprit ne leur permet d'organiser, à part le placement, rien de pratique dans leurs syndicats. Peu de travailleuses doivent y adhérer ; le refus par le Secrétariat de ces syndicats d'en faire connaître le nombre, fait supposer qu'il est peu élevé.

Aux syndicats de la rue de l'Abbaye et au syndicat de l'Aiguille surtout, les personnes étrangères à la profession n'ont pas laissé assez d'initiative aux ouvrières. Elles leur ont aplani les difficultés qui devaient naître du développement du syndicat : manque de ressources, absence de femmes capables d'administrer les affaires syndicales, d'organiser son service de placement et les cours. Mais l'union réalisée entre patronnes et ouvrières à *l'Aiguille* est trop parfaite pour ne pas être un peu superficielle. L'esprit de soumission et de docilité des ouvrières serait-il sincère, est insuffisant pour qu'un syndicat

soit prospère. L'esprit syndical doit être surtout un esprit de solidarité, développé par l'expérience des difficultés supportées en commun et de la force acquise en s'associant.

S'il est admis que le syndicat doit être non seulement un instrument de progrès matériel mais aussi un « foyer de vie morale », les liens qui unissent les ouvrières avec les personnes dirigeantes ne sauraient au contraire être trop étroits, pourvu que l'influence soit surtout morale et qu'elle ne se fasse pas sentir quand les intérêts professionnels sont en jeu.

CHAPITRE V

Ligue Sociale d'acheteurs

Pour améliorer les conditions de la production, est-il nécessaire d'en chercher par soi-même une organisation meilleure ? Chacun d'entre nous n'a-t-il pas déjà, comme consommateur, un rôle à y jouer, et à ce titre un droit et une puissance de contrôle ?

« La consommation est la cause finale, et son nom le dit assez, l'accomplissement de tout le procès économique : Production, circulation, répartition. Son importance est beaucoup plus grande que ne le ferait supposer la place modeste qu'elle occupe dans les traités d'économie politique. » (1).

C'est pour le consommateur qu'on produit ; c'est le consommateur qui paie. Sa puissance est faite de la répercussion de ses désirs sur le mécanisme de la

1. Gide. *Manuel d'Economie politique*.

production. Mais qui dit influence au point de vue économique dit influence au point de vue social. Si la demande du consommateur influe sur les conditions du travail, elle doit influencer aussi sur la condition du travailleur. L'acheteur doit pouvoir astreindre le producteur à respecter des règles de morale ou d'hygiène, comme il l'astreint à se conformer à ses intérêts et à ses goûts.

Sans avoir besoin de se faire industrielle ou commerciale, donnant simplement une importance sociale à une fonction économique à laquelle tous peuvent prétendre, la bienfaisance privée ne pourra-t-elle pas dans cette puissance du consommateur un moyen d'action nouveau ?

C'est dans cet esprit que s'est fondée à Paris, en 1902, une ligue Sociale d'acheteurs. Elle se définit ainsi « Association de personnes qui, réfléchissant à la responsabilité qu'elles ont vis-à-vis du monde du travail en tant qu'acheteurs ou acheteuses, se préoccupent d'obtenir par leurs achats quotidiens éclairés et organisés des améliorations progressives des conditions du travail. » (1).

« Acheteurs, nous sommes le principe et la fin de tous les faits économiques du travail. Dans les limites de notre puissance économique et par cette fonction économique d'acheteurs et d'acheteuses, trop

1. Tract, n° 1 de la Ligue.

souvent remplie à l'aveugle et avec insouciance, nous voudrions en une sphère très modeste et par le groupement de quelques bonnes volontés résolues, constituer une force qui devint un véritable agent de progrès matériel et moral. »

Bien qu'elle ne soit pas une œuvre proprement dite, cette ligue poursuit un but philanthropique, puisque c'est au service non pas de leurs intérêts comme dans une coopérative, mais des intérêts des travailleurs que les membres de la ligue veulent mettre leur puissance de consommateurs, d'acheteurs. A ce titre, et bien que ce ne soit pas seulement des femmes que s'occupe la L. S. A., il nous a paru intéressant d'en étudier le fonctionnement et la portée sociale, et de rechercher de quel secours est pour l'ouvrière la bienfaisance privée non plus bonne patronne mais bonne cliente.

L'idée d'une ligue sociale d'acheteurs est d'importation américaine. Depuis douze ans, il en existe une à New-York. Il y en a cinquante maintenant dans les divers Etats de l'Amérique, fédérées depuis 1899 en une ligue nationale.

La ligue de Paris, due à l'initiative de Madame Brunhes, est constituée sous la forme d'une association régie par la loi de 1901, composée de membres fondateurs et adhérents, administrée par un conseil de douze à vingt membres élus par une assemblée

générale, un comité directeur nommé pour un an par le Conseil et un Comité de perfectionnement « composé de personnes particulièrement compétentes, sociologues, professeurs, inspecteurs du travail, industriels, commerçants, ouvriers » et appelé à donner son avis sur les difficultés pratiques à lui soumises.

Le but et le programme de la ligue, nous le trouvons à l'article 2 des statuts : « 1° Développer d'une part le sentiment et la responsabilité de tout acheteur, vis-à-vis des conditions faites aux travailleurs et de susciter par ailleurs, de la part des fournisseurs, des améliorations dans les conditions du travail. »

Ce programme se décompose en deux parties bien distinctes : une première partie que l'on pourrait appeler éducative : faire connaître aux acheteurs l'importance sociale de l'achat et leur apprendre à acheter ; puis, ce résultat moral une fois obtenu, utiliser la force économique de ces acheteurs pour obtenir les réformes matérielles ou morales que leur inspire leur conscience de consommateurs sociaux.

C'est donc d'abord au consommateur que cette ligue s'adresse et pour lui parler de ses devoirs ; pour lui dire, selon la pittoresque expression de M. Rivière : « Si nous pensons que l'édifice social laisse à désirer sous le rapport de la commodité et de la propreté, commençons par balayer devant

notre porte ». Par son achat, il prend sa part de responsabilité de la situation si pénible — durée excessive du travail ; faiblesse des salaires ; insalubrité — créée aux travailleurs par les exigences de la concurrence dont le consommateur est le premier à bénéficier. Cette responsabilité est très variable du reste et souvent difficile à déterminer. Aussi, de bonne foi, l'acheteur l'ignore-t-il la plupart du temps.

S'il achète un produit déjà fabriqué — un vêtement de confection par exemple — il ne pense pas que le producteur a prévu d'avance son désir d'acheter bon marché pour réduire autant que possible le coût de production.

Dans le cas de fabrication sur commande la responsabilité est plus grande parce que bien que la consommation suive la production et que l'achat ne soit définitif qu'après la livraison du produit, le contrat, l'accord des volontés de l'acheteur et du vendeur est fait avant. La fabrication n'est commencée qu'après que le consommateur a fait connaître ses volontés, ses goûts (1), et il est responsable de ce que la production a pu avoir de hâtif ou de pénible pour l'ouvrier (2) ; mais, pas plus que quand il

1. Dans les industries de la confection, c'est sur le coût de main-d'œuvre que portent trop souvent les économies des chefs d'entreprise qui calculent pour leurs frais généraux et leurs bénéfices la même retenue que si la valeur marchande du produit n'avait pas baissé.

2. Il en est ainsi toutes les fois que cet acheteur veut une

achète tout fait, ce consommateur ne se rend compte des moyens qu'emploiera le producteur pour le satisfaire. Il ne sait rien de la fabrication ; ignore par qui son vêtement est coupé et cousu, si les ouvriers qui y travailleront sont nombreux ; s'ils sont là, derrière le salon d'essayage dans un atelier où la durée de leur travail est limitée, ou s'ils travaillent à domicile. C'est pour cet acheteur « l'anonymat complet de la fabrication. » (1).

Si la responsabilité du consommateur existe, pour qu'il y réfléchisse et qu'il y croie, on doit donc la lui démontrer.

Quels moyens compte employer la ligue d'acheteurs pour éclairer le consommateur sur ses devoirs ? C'est d'abord de s'éclairer elle-même, de connaître par des enquêtes quelles sont, dans chaque profession, les conditions de travail ; puis de communiquer le résultat de ses recherches au public par la publi-

marchandise réunissant des conditions spéciales, comme les mesures d'un vêtement, la qualité d'une étoffe, les dimensions d'un meuble.

1. Parce que la responsabilité du consommateur est souvent problématique, certains libéraux contestent que la recherche en soit utile et morale.

M. Yves Guyot disait dans une conversation avec M^{me} Nathan, présidente de la L. S. A. américaine. « Vous portez de très belles perles. Si un des pêcheurs qui les a ramassées a été mangé par un requin ou est mort de la maladie de poitrine à laquelle il était fatalement voué, en êtes vous responsable ? » *J. des Econom.* Novemb. 1904.

cation de tracts et d'un bulletin périodique. Pour faire leurs enquêtes, les membres de la ligue se sont divisés en autant de groupes qu'il y avait de professions que l'on se proposait d'explorer :

Groupe Couturières ;

— Blanchisseuses ;

— Sixième étage ;

— Pâtisseries ;

— Coiffeurs ;

— Travail à domicile.

Au directeur de chacun de ses groupes les membres de la ligue sont priés d'apporter tous les renseignements qu'ils auront pu recueillir dans leur quartier de leurs propres fournisseurs, en interrogeant leur blanchisseuse, leur couturière, le marmiton ou l'apprentie qui viennent faire une livraison ; en prenant sur le vif des détails sur les habitudes de l'atelier ou du magasin, les rapports entre employés et patrons. Ces détails sont classés et les conclusions pratiques sur le rôle que doit avoir le client mises en lumière.

C'est ainsi qu'a été faite, en 1905, une enquête sur la blanchisserie, composée d'une trentaine de monographies faites par des membres de la ligue.

Voici quelques renseignements intéressants recueillis :

1° *Sur les blanchisseries commerciales ou de neuf.*

— Elles sont en rapport direct seulement avec les

magasins de vente de lingerie ; pas avec le client. Le travail y est irrégulier et le surmenage fréquent, les magasins commandant le blanchissage de plusieurs trousseaux à la fois et dans un délai très rapproché.

2° *Blanchisseries de linge de famille.* — a) *blanchisserie de gros.* — (Enquête faite à Meudon. Centre important, 53 établissements). Patrons et ouvriers sont généralement du pays. Esprit de la corporation familial. Dix heures et demie de travail. Repos le dimanche.

b) *Blanchisserie de fin.* — Conditions de travail varient avec les quartiers. Flottement défectueux du personnel. Chômage de six mois dans les établissements à clientèle riche. Chômage d'été ou d'hiver suivant que les clients sont à Nice ou à la campagne. La livraison du linge est faite par une jeune fille seule. Veillées sont assez rares ; mais ouvrières emportent du linge à repasser à domicile. L'apprentissage n'existe plus. Patronnes n'ont pas moyen de former d'apprenties et celles des écoles d'apprentissage ne leur conviennent pas.

A ces détails pris sur la profession, la ligue a joint des renseignements généraux puisés dans des documents officiels. — Chiffre des salaires ; rapports médicaux ; statistiques — et fait suivre ces renseignements, habilement présentés, de conseils généraux sur la surveillance à exercer par l'acheteur et des

conseils pratiques suivants: 1° ne pas exiger les trousseaux blanchis dans un trop court délai (ce linge ordinaire est blanchi et repassé en deux ou trois jours); 2° refuser les livraisons tardives par de jeunes apprenties; 3° rendre moins pénible la morte-saison en confiant à la blanchisseuse, avant le départ pour les vacances, les rideaux de vitrage, housses, couvre-pieds lavables; 4° fournir soi-même à la blanchisseuse les deux sacs réglementaires qui servent à emporter le linge sale.

Groupe couturières. — Le groupe des couturières a réuni des renseignements sur l'ouvrière de l'aiguille. 1° Il a conclu à la nécessité d'abolir le travail en sous-sols, surtout dans les grandes maisons de l'avenue de l'Opéra et de la rue Auber.

2° Enquête sur le chômage — faite auprès d'une dizaine de maisons de couture — sur le nombre des ouvrières en pleine saison et en morte-saison. Que deviennent les autres ouvrières que les patronnes ne conservent pas? Sept maisons ont répondu verbalement ou par écrit. Trois, pendant la morte-saison, mettent au repos la moitié et même les deux tiers de leurs ouvrières; une évite la morte-saison d'hiver en diminuant la journée du travail et donne deux mois de vacances l'été.

Comme remède pratique, la ligue signale dans le tract numéro 4 les ateliers de chômage. (Il n'en

existe qu'un malheureusement procurant de l'ouvrage à 300 ouvrières).

Elle conseille aux acheteurs (1) : « de donner du travail à l'ouvrière qui chôme, en commandant un mois à l'avance vos costumes de printemps.

« Noël et le jour de l'an sont proches, n'attendez pas le mois de décembre pour faire vos achats ; réservez vos commandes pour le mois de janvier.

« De ces inconvénients du chômage saisonnier, la mode est la principale cause. Le chômage est créé par nous. Est-il si difficile de réagir contre les habitudes prises et de réduire ce temps de misère que notre insouciance ou notre caprice prolongent cruellement. Une journée de chaleur décide des milliers de personnes à se commander des vêtements d'été. Ces commandes ne pourraient-elles pas s'échelonner au cours d'un mois » ?

Groupe du travail à domicile. — Pour la L. S. A., le travail à domicile présente plus d'inconvénients que d'avantages. « C'est un Janus à deux faces, disait M^{me} Brunhes, à l'Association pour la protection légale des travailleurs ; tantôt il s'appelle travail à domicile et évoque de nobles et belles idées, tantôt il s'appelle « sweating system » et ce nom seul le voue à l'exécration. Aussi la ligue conseille-t-elle ainsi à ses membres :

1. Tract n° 3, novembre 1904.

« Ne vous commandez pas une robe tailleur, un manteau sans demander où et par qui ils ont été confectionnés. Demandez à voir les ateliers à domicile. Ce sont des fabriques de tuberculose et de misère. »

Voici donc comment la ligue se renseigne et éclaire le public. Quelle est la valeur de ces enquêtes ? Au premier abord on est tenté de douter de la précision des renseignements recueillis par des philanthropes et des gens du monde qui, n'étant pas du métier, peuvent omettre des détails intéressants, les reproduire inexactement et ne pas se rendre compte si on leur dit bien ce qui est (1).

Une enquête sur les différentes industries à ce point de vue très nouveau du rôle joué par le consommateur est difficile à faire. De plus, les conclusions ne peuvent avoir d'intérêt que si elles portent sur un nombre d'observations assez considérables pour que les moyennes soient exactes. C'est à un très petit nombre de maisons que la ligue s'est adressée, aux maisons les plus faciles d'accès.

Telles sont les critiques que l'on peut adresser aux enquêtes de la L. S. A. Monsieur Louis Wuarin, pro-

1. La ligue d'Acheteurs a fait donner à ses membres de très bonnes « leçons d'enquêtes » par un spécialiste M. du Maroussem.

fesseur d'économie politique à Genève, s'est montré particulièrement inquiet des résultats que ces enquêtes pouvaient donner. « Quand on entend procéder à une enquête où se rencontrent des valeurs morales et non seulement des facteurs matériels à apprécier, deux conditions sont nécessaires, dont la première est l'appui des pouvoirs publics conférant à un corps — tribunal ou commission spéciale — le droit de forcer l'information, de faire parler les gens qui voudraient se taire. Sinon on ne peut arriver à rien de précis au point de vue du témoignage. » Pour répondre à ces critiques, on peut dire d'abord que la L. S. A. fait surtout œuvre de vulgarisation ; que dans ses enquêtes elle ne prétend révéler rien de très nouveau mais simplement attirer l'attention de l'acheteur sur des faits qui lui étaient inconnus bien qu'il y jouât un rôle important. Les enquêteurs se sont peut-être laissés entraîner à des recherches hors de leur portée. Certaines enquêtes en sont restées à leur début parce qu'elles étaient trop vastes. La L. S. A. aurait intérêt à ne chercher à se renseigner que sur des faits très précis et permanents : comme la salubrité du logement des domestiques les causes de presse et de chômage dans les industries où les exigences du consommateur influent directement sur l'organisation du travail comme la couture et la blanchisserie Réunir des documents assez précis sur le travail à domicile paraît, au con-

traire, une tâche très ardue et au-dessus des moyens d'investigation dont peut disposer une ligue d'initiative privée.

Mais pour faire l'éducation de l'acheteur il ne suffit pas de lui dire comment on doit acheter ; il faut le décider à réformer ses habitudes et pour cela lui bien prouver sa responsabilité personnelle et lui montrer l'utilité et le résultat immédiat de ses efforts. L'influence du consommateur sur la moralité de la production est exacte, mais c'est le consommateur pris en général. Tel acheteur est-il, dans tel cas donné, responsable ? C'est cela, croyons-nous, dont il faut le persuader pour le convertir. Or, nous l'avons dit, cette responsabilité est souvent problématique. L'abus dont le consommateur a profité venait d'habitudes contre lesquelles il sent bien ne pas pouvoir réagir. Pour lui, c'est tout différent de faire ouvrir un magasin ou d'y entrer lorsqu'il le trouve ouvert. Toutes les fois que l'abus à éviter sera un fait accompli avant l'achat, toutes les fois aussi que l'acheteur saura ne pas être seul à imposer une obligation pénible au travailleur, il renoncera difficilement à suivre son désir.

Pour remédier aux abus que lui signale la L. S. A., à quelles exigences renoncera-t-il les sentant coupables ? Les livraisons et les essayages tardifs ; à imposer les fatigues du dépliage ; à bouleverser un

rayon sous prétexte de faire son choix ; à avoir des bagages trop lourds. Mais renoncera-t-il à acheter dans un magasin un objet de confection, parce qu'il n'est pas sûr des conditions d'hygiène dans lesquelles il a été fabriqué ? même s'il craint pour lui la contagion ?

Croira-t-il qu'en avançant ou retardant de quinze jours un achat il évitera le chômage aux ouvrières d'un atelier ? Le mobile qui le pousse à précipiter ou à retarder un achat sera plus fort que le sentiment d'une responsabilité, en réalité, assez relative.

Le consommateur, en France, n'est pas social, par habitude et peut-être par tempérament, ce qui rendra son éducation plus difficile. Il n'est même pas toujours consciencieux. Un religieux très connu pour les œuvres sociales qu'il a fondées nous disait récemment : « Je confesse une bonne partie du faubourg Saint-Germain : mes belles pénitentes ne sont pas sociales. Comment paieraient-elles leurs robes avant les vacances ? Elles n'ont pas d'argent pour cela et je suis obligé de leur dire qu'elles sont des voleuses. »

L'éducation du consommateur nous paraît une tâche peut-être nécessaire mais en tous cas très ingrate. Si nous la supposons faite pour un certain nombre, la seconde partie du programme de la ligue reste à réaliser : obtenir des patrons certaines améliorations dans les conditions du travail. L'action

individuelle des acheteurs obtiendra quelques résultats : entre autres, d'épargner des fatigues aux employés ou ouvriers avec lesquels ils sont immédiatement en rapports — livreuses, essayeuses, vendeuses.

Mais le mal ainsi réparé n'est rien en comparaison des vices d'organisation dues non pas à des habitudes particulières de tel ou tel consommateur, mais à des habitudes générales, qui influent d'une manière bien plus profonde sur la production ; comme celle de suivre la mode qui crée le chômage et les veillées de saison. L'organisation de trois des industries féminines les plus importantes — la grande couture, la mode, les fleurs et plumes — repose sur cette habitude prise par les femmes de changer chaque année la forme de leurs vêtements. « Chez nous, dans la fleur, la mode fait tout ; nous n'avons pas d'articles classiques et il nous est impossible de rien préparer à l'avance ; la recherche de la régularisation du travail ressemble à celle du mouvement perpétuel » (Patron fleuriste M. Grillet. Discussion relative au contrat d'ap. Cons. supér. du Trav. Rapport Briat, 1902).

Pour apporter des transformations dans ces industries, l'association, la coalition des consommateurs est indispensable. Il ne faudra pas que leur rang social ou leurs habitudes de vie les empêchent d'entrer en relations. Le rôle de la ligue nous paraît œuvre particulièrement délicate. Une grande couturière

habillement des femmes de tous les milieux. Sa clientèle est bien plus mélangée que celle d'une petite couturière de quartier. Qui servira d'intermédiaire entre ses clientes ? Des rapports directs sont-ils possibles à établir entre une femme du monde et une demie-mondaine ? Cette dernière catégorie de clientes est, de l'aveu des couturières, la plus exigeante ; ce sont celles dont les caprices créent le plus de difficultés et imposent le plus de fatigues.

Les consommateurs — individualités que théoriquement on peut grouper — en fait sont des individus de milieux, d'habitude, de moralité différentes. Une conscience très éclairée de leurs devoirs sociaux fera-t-elle tomber les barrières qui les séparent ? On parle de la puissance économique des consommateurs. C'est que leurs intérêts sont communs et qu'ils agissent sans avoir besoin de s'entendre.

Là encore les difficultés rencontrées nous paraissent donc considérables.

Le chiffre des adhérents à la ligue ne s'est pas, depuis qu'elle est fondée, sensiblement augmenté, et cependant ils ne sont astreints à aucune obligation. L'article 2 (1) des statuts les encourage simplement à acheter dans les magasins ou chez les fournisseurs recommandés.

1. Art. 2. — Les membres sont naturellement encouragés mais ne sont pas obligés à faire leurs achats uniquement dans les magasins ou chez les fournisseurs recommandés par la Ligue.

Telle qu'elle est constituée actuellement, la L. S. A. cherche à diriger ses efforts vers quelques réformes précises. Dans son rapport à l'Association nationale pour la protection légale des travailleurs, M^{me} Brunhes disait (1) : « Notre premier et principal effort a été dirigé contre la coutume déplorable de la veillée et contre les violations trop fréquentes de la loi », p. 20), et plus loin « nous ne nous faisons pas d'illusion. Sans la loi comme point d'appui et comme point d'aboutissement, notre action serait presque vaine ; mais avec la loi et pour la loi, elle peut avoir une influence féconde. » M. Wuarin dit à propos d'une ligue d'acheteurs en général : « Quand elle se transporte sur le terrain pratique où la législation ouvrière et les syndicats ouvriers ont déjà dit leur mot, elle sait alors que faire. Ce sont là comme deux avant-coureurs derrière lesquels elle essaie de se placer. La législation a dit entre autres choses : « L'atelier sera salubre et bien ventilé » ; elle déclare qu'elle veillera à l'application des lois sociales qui s'occupent de cet objet et des autres questions similaires. Le syndicalisme nous a dit de son côté des choses comme celles-ci : « Nous ne travaillerons pas au delà de tant d'heures par jour ni au-dessous de tel prix » ; la ligue se félicitera de cette initiative et fera sienne la ligne

1. Quatrième publication de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. Félix Alcan.

de conduite adoptée par les syndicats. » Voilà qui est tout simple.

Le concours apporté par la Ligue à l'application des lois de protection ouvrière s'est borné à de la propagande très active pour la réglementation du travail et particulièrement du travail à domicile ; Pour la suppression édictée par la loi de 1892 (prolongation de la journée de travail légale dans certaines industries) et par un échange de services entre l'inspection du travail et la ligue d'acheteurs. A la séance du 10 novembre 1903 (1), M. Campredon, inspecteur du travail, émit le vœu, qu'à l'instar des autres pays, les ligues créées se mettent en rapport avec le service de l'inspection du travail, « leur collaboration pouvant être utile pour l'application plus stricte et plus parfaite des lois sur le travail et la suppression du « sweating system ». Il est exact qu'en Amérique, à New-York, cette collaboration a produit des résultats. L'obligation pour les patrons de dresser la liste de tous leurs ouvriers en chambre a été obtenue par l'Inspection du travail sur l'initiative de la ligue, qui a droit de contrôle sur le registre du travail en chambre et peut renseigner ses membres sur les conditions faites à l'ouvrier en chambre qui est employé par tel fournisseur. Nous doutons que les patrons et même les ouvriers français qui acceptent

1. Brochure IV de l'As. N. pour la Protection des Travailleurs, p. 21.

avec mauvaise grâce les inquisitions de l'inspecteur consentent à voir la clientèle se mêler aussi de les contrôler (1).

En France, quand le ministre du Commerce a fait faire une enquête sur la lingerie, un enquêteur a demandé à la ligue d'acheteurs, comme à tout autre groupe d'études des questions sociales, de lui fournir les renseignements qu'elle avait pu recueillir. La ligue ayant accepté, à condition qu'elle puisse consulter elle aussi les dossiers de l'Enquête officielle, les rapports en sont restés là. Les renseignements recueillis par une ligue d'acheteurs encore assez novices dans l'art de l'enquête, auraient pu manquer de précision.

Les patrons et les ouvriers seraient cependant moins en défiance avec leurs clients qu'avec les inspecteurs ; mais du jour où ils sauront que les renseignements qu'ils ont pu fournir seront communiqués à l'inspection du travail, ils deviendront plus circonspects. Supprimer les exigences de la clientèle, ce serait déjà, dans certaines industries, la protection légale de l'ouvrière. Trois mille contraventions

1. « Je n'aime pas beaucoup la police, dit M. Yves Guyot, service public et nécessaire ; mais j'aime encore moins la police privée que s'arrogent le droit de faire certaines personnes avec les meilleures intentions, mais qui peuvent arriver aux résultats les plus déplorables. » *Loc. cit.*

étaient encore dressées dans les industries de la mode, confection, couture, lingerie en 1903, bien que le nombre des prolongations de la journée de travail autorisées par la loi ait encore augmenté (1).

Comme appui apporté par la L. S. A. à la fois aux syndicats ouvriers et à l'application de la loi, il faut citer : 1° la campagne d'affiches qu'elle a entreprise pour encourager les acheteurs à faire comprendre et surtout à faire observer la loi sur le repos hebdomadaire du 13 juillet 1906 : 2° la publicité qu'elle a donnée aux réclamations de la chambre syndicale des tailleurs et couturières contre certaines maisons faisant travailler à domicile dans des conditions d'hygiène déplorables ; la chambre syndicale fit appel aux consommateurs en leur signalant vingt maisons où il était dangereux de s'adresser. La L. S. A. appuya les réclamations contre lesquelles une seule maison protesta parce qu'elle avait été injustement signalée. La chambre syndicale fut attaquée en justice et condamnée à 5.000 francs de dommages-intérêts et insertion dans deux cents journaux. Grâce à l'intervention de la L. S. A. — c'est intéressant à signaler — une transaction intervint.

Sans les prescriptions de la loi ou les reven-

1. Dans un cas, l'acheteur peut rendre service à l'inspecteur du Travail. C'est en lui signalant les infractions à la loi des sièges. La L. S. A. n'a pas encore fait dresser de contraventions.

dications ouvrières pour la guider, le rôle de la ligue devient plus difficile à déterminer (1). Et cependant en énonçant les abus auxquels tend à remédier la L. S. A. nous n'avons pas parlé de l'exploitation par les intermédiaires, la dépréciation de la main-d'œuvre féminine, abus contre lesquels les ouvrières isolées ne peuvent pas réagir et qui, du reste, tiennent à bien d'autres causes que les exigences de la consommation.

Le moyen dont a cherché à se servir jusqu'ici la L. S. A. pour aider à l'action de la loi, c'est la pression sur les fournisseurs. Pour obtenir des résultats efficaces, il faut s'assurer le concours des patrons, au besoin leur imposer des réformes et cela en usant de la puissance que les consommateurs ont acquise en s'associant.

Il y a deux façons d'amener les producteurs à donner de bonnes conditions de travail à leurs ouvrières : 1° Favoriser ceux qui y consentent ; 2° signaler et mettre à l'écart ceux qui s'y refusent. Faire une liste blanche ou une liste noire. C'est le premier qu'a adopté la L. S. A. de Paris. « Vis-à-vis des fournisseurs nous avons un grand moyen d'action : la réclame gratuite et incessante. Par cette réclame positive pour les bons employeurs, nous parvien-

1. « Dans un domaine où presque tout sera resté à faire et où elle sera seule pour pousser à la roue du progrès, alors elle est impuissante même avec la liste blanche. » Wuarin, *loc. cit.*

drons à hâter plus efficacement les réformes que par le boycottage des mauvais employeurs. » (1).

C'est sous la forme d'une liste, intitulée liste blanche, que la ligue a fait connaître les maisons où sont observées les conditions du travail qu'elle juge bonnes : « Ne pas faire travailler normalement au delà de 7 heures du soir et jamais au delà de 9 heures même aux époques de presse ; ne pas donner aux ouvrières du travail à terminer chez elles le soir ; ne pas travailler le dimanche. »

Les démarches auprès des fournisseurs commencèrent en avril 1904. L'enquêtrice, M^{me} Brincard, trouva plusieurs maisons où plusieurs de ces conditions étaient observées.

En novembre 1904, la liste comprenait :

- 18 ateliers de couture ;
- 3 tailleurs pour dames ;
- 2 corsetières ;
- 6 modistes.

En mars 1905 :

- 16 ateliers de couture ;
- 3 tailleurs pour dames ;
- 2 corsetières ;
- 6 modistes.

En octobre 1905 :

1. Mad. Jean Brunhes.

17 ateliers de couture ;
4 tailleurs pour dames ;
3 corsetières ;
6 modistes.

Juin 1906, même chiffres.

Février 1907 :

19 ateliers de couture ;
5 tailleurs pour dames ;
5 corsetières ;
6 modistes.

En trois ans, la progression ne nous paraît pas bien considérable (1).

La publicité donnée par la ligue n'est pas encore suffisante pour que les industriels et les commerçants voient un avantage réel à accepter ses conditions.

Le principe même de la liste blanche a été très critiqué par M. Wuarin : « Il s'agit, dit-il, de toute autre chose que d'une réclame. La réclame vante un produit, une marque, déclare qu'il n'y a rien de pareil au monde. Le public fait la part des exagérations inhérentes à ce genre de littérature intéressée et n'en conclut pas que les objets annoncés étant les premiers, tous les autres ne viennent qu'après et leur

1. La progression est bien inférieure à celle des ligues Américaines. La liste blanche de Boston comprenait en 1899, 5 manufactures. En 1903, 53. La liste des maisons de commerce est passée de 8 en 1891 à 39 en 1903.

sont inférieurs. Il en va tout autrement pour la liste blanche. La liste blanche fait connaître les lauréats d'un concours institué par des philanthropes désintéressés, afin de signaler les maisons qui traitent bien leur personnel ; comme le concours a porté simultanément sur toutes les maisons similaires la liste blanche signale aussi *ipso facto* les maisons qui laissent à désirer au point de vue de la question à l'examen. Il n'y a point de liste blanche sans sa contrepartie une liste noire qui n'a point besoin d'être imprimée pour exister puisque chacun l'établira spontanément. »

M. Wuarin considère donc la liste blanche non pas comme une simple réclame pour les bons patrons, mais comme une arme de guerre contre les mauvais patrons. La liste de la L. S. A. ne produit pas cet effet par ce qu'elle ne comprend qu'une vingtaine de maisons sur les centaines qu'il y a à Paris ; mais qu'elle prenne plus d'extension, elle sera moins pacifique et pourra soulever des protestations. Les patrons se coaliseront peut-être à leur tour et dresseront une liste des clientes trop indiscreètes comme ils en ont une actuellement pour les clients mauvais payeurs⁽¹⁾. Ce sera la guerre entre produc-

1. Quelques-uns très bien intentionnés protesteront au nom de la liberté de leur commerce ou de leur industrie et répon-

teurs et acheteurs, et une guerre motivée non pas par des questions d'intérêt, mais par des questions de morale et de justice sociales. Il n'en sera que plus difficile d'apprécier si cette guerre est juste.

Sur quoi peut se baser une ligue d'acheteurs pour fixer les conditions auxquelles une maison de commerce ou une fabrique pourra être inscrite sur la liste blanche ? Si elle demande simplement la stricte application de la loi, il n'y a pas d'intérêt à faire une liste. Il suffit d'indiquer officieusement à l'inspecteur du travail les établissements où la loi est violée.

Si elle sort de ce domaine, c'est pour entrer dans l'inconnu. Le grand mal pour la femme ouvrière est dans la dépréciation de la main-d'œuvre et l'exploitation par les intermédiaires. La ligue pourra-t-elle déterminer quels sont les justes salaires, où commence l'exploitation (1) ? Si elle ne subordonne l'inscription sur la liste à des conditions très précises, elle risque de commettre à son tour des injustices.

dront ce que M. Yves Guyot disait à M^{me} Nathan : « Votre droit est d'acheter ou de ne pas acheter ; mais le producteur n'a à écouter ni vos conseils ni vos suggestions. Vous n'êtes pas responsables de ses affaires et vous n'êtes pas capables de les diriger. »

1. Pour quelques industries et dans certains cas il sera impossible de définir les bonnes ou mauvaises conditions de travail.

Les maisons qui ont accepté ses conditions pour profiter de la publicité donnée, n'agiront-elles pas en fraude des prescriptions de cette ligue comme elles peuvent agir en fraude des prescriptions de la loi ? Quelle sera la sanction ?

Ou la L. S. A. s'en tiendra prudemment à une action individuelle, à des conseils, à des encouragements donnés à l'acheteur au nom de la philanthropie et la liste blanche sera inutile, ou elle tentera de développer, d'utiliser la puissance des consommateurs pour agir au nom de la justice sociale et elle aura à craindre qu'on lui conteste ce droit et qu'on lui prouve qu'elle aussi crée des injustices.

Cette puissance du consommateur est certainement une force d'avenir. Sur le terrain économique d'abord ; sur le terrain social peut-être aussi, mais à condition qu'elle ne soit pas exploitée par les consommateurs eux-mêmes qui ne sont plus des individus que la recherche de leurs intérêts rend pratiques, mais des philanthropes désintéressés, capables de formuler quel doit être l'idéal social, mais incapables, par eux-mêmes, d'indiquer les moyens de le réaliser. Il nous semble que le concours de l'Etat sera indispensable. L'initiative privée n'est pas appelée à jouer ce rôle d'une portée économique et sociale si considérable : *diriger par sa puissance d'achat la production dans le sens de la justice et de la morale sociales.*

CONCLUSION

En étudiant les résultats auxquels a abouti la philanthropie se faisant bonne patronne et bonne cliente pour la femme ouvrière, ou lui enseignant soit la technique de son métier soit les moyens d'améliorer sa vie professionnelle, nous avons dû conclure des faits à la plus ou moins grande utilité de chacune de ces tentatives. De ces conclusions particulières, n'y a-t-il pas lieu de tirer une conclusion plus générale ; en comparant ces diverses manifestations de l'activité de la philanthropie, d'apprécier si dans les buts qu'elle vient d'atteindre, il n'y en a pas de plus accessibles et dans les moyens d'action qu'elle emploie, de plus pratiques, les uns que les autres ?

Voici en résumé, quelle est son œuvre à Paris.

I. — *Enseignement professionnel.* — Près de quatre mille jeunes filles apprennent gratuitement un métier dans les écoles et les ateliers philanthropiques. La plupart d'entre elles, n'ayant pas les ressources suffisantes pour faire l'apprentissage indus-

triel seraient restées des non-valeurs. Les ouvrières fournies par ces établissements ne sont pas supérieures à d'autres, au point de vue des connaissances techniques ; elles ne relèvent pas le niveau professionnel, comme cela serait nécessaire pour le progrès de l'industrie.

II. — *Œuvres de travail.* — Ces œuvres sont utiles à de nombreuses femmes en leur facilitant le travail que l'âge, les infirmités, les fonctions domestiques leur rendaient presque impossible. Les ouvriers versent aux femmes assistées des prix de façons plus élevés que ceux des intermédiaires qui font le commerce de l'entreprise. Mais ils sont obligés de renoncer à prélever un bénéfice et même à s'indemniser d'une partie de leurs frais généraux, ce qui empêche de les assimiler à des établissements industriels et de les donner — ce que quelques-uns ambitionnent — comme des modèles d'organisation du travail.

III. — *Mouvement syndical.* — Le mouvement syndical féminin actuel est dû, en grande partie, à la propagande des féministes. Deux mille ouvrières font partie des associations professionnelles, fondées et dirigées ou simplement subventionnées par la philanthropie. Elles y sont attirées surtout par les avantages matériels qu'on leur propose. Leur esprit syndical est moins développé que celui des ouvrières groupées dans les syndicats dus à l'initiative de la Bourse du Travail.

IV. — Une ligue de consommateurs « sociaux » s'applique à faire l'éducation des acheteurs, à supprimer l'obstacle à l'application des lois de protection qui vient des exigences des consommateurs, à faire connaître et fréquenter les maisons de commerce ou d'industrie qui donnent de bonnes conditions de travail à leurs ouvrières.

Les œuvres d'enseignement professionnel, d'assistance par le travail, de placement, les caisses de prêt gratuit ont pour but de venir en aide au plus grand nombre possible de travailleuses : donc but *d'action individuelle*. Sur ce terrain, la philanthropie n'a pas eu de déception. Des milliers de femmes sont efficacement secourues par elle. Au lieu de leur faire simplement l'aumône en argent ou en nature, on leur fournit intelligemment le moyen de gagner leur vie ; et si c'est par incapacité de travail — à cause d'accident ou de maladie — qu'elles sont dans la gêne, on leur avance ce dont elles ont besoin sur ce qu'elles doivent gagner plus tard. On leur apprend ainsi à prévoir ces cas d'incapacité de travail ; on les encourage à l'économie. La charité a donc fait de grands progrès. Ce n'est que dans les cas d'extrême nécessité qu'elle est faite sous sa forme humiliante de l'aumône de la main à la main ; le plus souvent c'est une facilité de travail, un bon conseil seulement que l'on vient donner (1).

1. « J'espère vous faire voir ensuite de quelle manière bien

Le service rendu ainsi ne profite pas seulement à des individus, mais aussi à la société tout entière, pour laquelle on refait des travailleuses. M. André Gide (1) a fait ressortir cette utilité sociale de deux

différente et beaucoup plus personnelle elle demanderait à être comprise et mise en œuvre, pour préparer un heureux avenir à ceux que la vie n'a pas encore abreuvés de peines mais qui, devant être les artisans de leur bonheur par le travail de leurs mains et par la pratique des vertus domestiques, l'activité, l'économie, l'épargne, ont besoin que ceux qui en connaissent le prix leur en inspirent le goût et leur facilitent les moyens de les acquérir ».

(Extrait d'une conférence de M. Durassier. *Bulletin de la Société des apprentis*).

1. « Vous avez vu tout d'abord la protection de la femme par les femmes s'exercer sous la forme ancienne de l'aumône du riche au pauvre, dans des œuvres charitables qui s'efforcent d'adoucir les misères, les infortunes, les souffrances et infirmités dont l'humanité tout entière est affligée, mais qui pèse d'un poids plus particulièrement lourd sur les déshérités.

La pauvreté, qui se fabrique par masses, exige de nos jours des moyens d'action plus puissants que l'aumône.

Que peut-on imaginer de plus utile, dans le sens le plus scientifique de ce mot, que d'économiser cet effroyable déchet d'hommes que produit, dans nos sociétés modernes plus qu'autrefois, cette lutte pour la vie qui s'appelle la concurrence ; que d'empêcher des travailleurs de tomber à l'état de non-valeur sociale ? Vous pratiquez l'épargne du plus précieux des capitaux, le capital humain. Mais vous pratiquez aussi la meilleure utilisation du capital argent et la façon dont vous le faites est fort intéressante aussi. J'ai dit que vous ne vous serviez pas de l'argent pour faire l'aumône ; oui, mais vous vous en servez pour faire des prêts, des avances

œuvres individuelles, en particulier : l'assistance par le travail et le prêt gratuit.

Les œuvres qui ont pour but non plus l'intérêt particulier des travailleuses, mais les intérêts généraux d'une profession ou de toutes les professions — comme les syndicats, la ligue des acheteurs, les entreprises destinées à faire concurrence aux entrepreneuses — n'ont atteint bien souvent elles aussi que des résultats individuels. Elles ne ménagent cependant pas leurs critiques aux œuvres de charité, disant que celles-ci retardent le progrès social. Nous avons vu la controverse qui s'est élevée à propos des ouvroirs d'assistance par le travail et *des entreprises*. L'ouvroir d'assistance répond aux besoin immédiat des femmes assistées, qui est de gagner en travaillant ; L'*entreprise* à un besoin plus général des ouvrières

sans intérêt, bien entendu. Ce prêt n'est pas une façon hypocrite de faire l'aumône. La meilleure preuve, c'est qu'il est remboursé quand il a accompli son œuvre, c'est-à-dire quand l'emprunteur est hors d'affaires. Alors ce capital qui est revenu, vous le prêtez à quelque autre. Il vous reviendra après avoir fait son œuvre, cherchant des hommes et chaque fois rapportant comme profit un homme sauvé.

Cette façon de multiplier l'utilité sociale d'une somme d'argent qui, sous la forme de secours n'aurait pu servir qu'une fois, tandis que sous forme de prêt elle peut servir dix fois, n'est-elle pas conforme à la plus orthodoxe économie politique. » (Gide. *Revue du Christianisme social*, 1899-1890, p. 152.)

travaillant à domicile : le relèvement des prix de façon par la suppression des bénéfices exagérés des intermédiaires. Jusqu'ici ces *entreprises* n'y ont pas réussi et jouent le rôle de simples ouvriers d'assistance ; avec cette différence, que moins de femmes sont assistées et qu'on leur paie des salaires moins élevés, parce que les ouvriers d'assistance, voyant avant tout leur but de charité individuelle, renoncent à affronter la concurrence.

La même évolution est à constater pour la ligue d'*acheteurs*, qui ne semble pas en voie d'atteindre son but de l'utilisation de la force économique des consommateurs et n'a encore réalisé que partiellement la première partie de sa tâche : l'*éducation* de quelques consommateurs.

Du succès de l'action individuelle de la philanthropie, de l'insuccès de son action économique, doit-on conclure que le devoir social des classes dirigeantes envers les femmes travailleuses est simplement de leur venir individuellement en aide, et que dans les réformes à apporter directement à l'organisation de la production les classes dirigeantes n'ont pas leur rôle à jouer.

Les œuvres individuelles ne peuvent pas suffire.

Les maux créés par l'organisation de la production sont particulièrement douloureux. En cas d'accident, de maladie — quand une femme est enceinte

par exemple — il ne coûte que du temps et de l'argent pour la soigner à domicile, ou la recueillir dans un asile. Il y a, à la gêne provisoire, remède certain et efficace. Mais, à l'insuffisance du salaire, à l'épuisement de l'ouvrière par la veillée que peut faire la charité (1) ?

Si l'on ajoute enfin que l'activité de la production, la marche des affaires n'améliorent en rien le sort des travailleuses ; que le chômage va au contraire en augmentant ; que la concentration des industries — celles de l'alimentation et du vêtement surtout — rendent l'ouvrière encore plus isolée et plus impuissante, est-ce exagéré de dire que la générosité des bienfaiteurs doit être découragée, débordée ?

Il ne semble donc pas plus utopique de chercher à réformer l'état social et économique actuel qu'à remédier seulement au mal qui se renouvelle à mesure qu'il est guéri.

1. Nous étant occupé pendant plusieurs années d'une œuvre d'assistance et d'éducation sociale, nous avons pu constater que dans tous les cas où une famille ouvrière souffre d'une insuffisance de ressources permanentes, la générosité d'un bienfaiteur ne peut rien faire. D'abord, il est difficile de l'intéresser à des gens qui ont toujours besoin qu'on les aide. Si l'on place un ou deux enfants pour en retirer la charge aux parents, on aide la famille, c'est vrai ; mais on la dissout ; on la démoralise aussi, parce que les individus prennent l'habitude de compter sur le secours qu'on leur apporte (argent, nourriture, loyer) et ne cherchent plus à augmenter par le travail les ressources qui doivent les faire vivre.

Si l'infériorité du travail féminin tient à des causes très générales — comme la concurrence ou les habitudes prises dans toute une profession — et que la philanthropie ne puisse entreprendre efficacement qu'une œuvre individuelle d'assistance ou d'éducation, doit-on en conclure que les réformes à accomplir sont au-dessus de ses forces et qu'elle doit suivre le conseil donné par M. Yves Guyot aux consommateurs sociaux, « de ne pas se préoccuper de la plus ou moins bonne organisation du travail féminin » ? qui alors s'en préoccuperait ? les intéressées, les travailleuses sont impuissantes à elles seules. L'Etat à un rôle important à jouer, mais qui est plutôt de réglementer la durée et l'hygiène du travail que de le rendre plus rémunérateur ; et comme la réglementation désavantage la main-d'œuvre féminine dans sa concurrence avec la main-d'œuvre masculine, l'Etat doit prendre garde qu'en protégeant la femme il ne lui retire « son gagne pain ».

De plus, le travail étant pour la femme une nécessité contraire à son tempérament, elle manque de la formation nécessaire à l'accomplissement de ce devoir. Est-ce l'Etat par des lois et des règlements qui pourra faire son éducation ?

Un concours nouveau, autre que celui de l'Etat, est utile aux travailleuses pour s'affranchir. A qui appartiendrait-il de le donner, sinon aux classes dirigeantes ?

L'insuccès de la philanthropie dans ses tentatives de réformes économiques, tient, croyons-nous, surtout aux moyens d'action qu'elle a employés.

Son intervention a été d'autant moins efficace qu'elle a été plus directe, que les philanthropes ont voulu agir par eux-mêmes, faire œuvre *personnelle*. Les tentatives infructueuses de réorganisation du travail en sont un exemple. Pour contribuer au relèvement des salaires et faire cesser l'exploitation du travail à domicile, est-il indispensable de s'improviser industriel ou commerçant et d'affronter la concurrence des entrepreneuses ? Les ouvriers qui veulent fonctionner commercialement, ont en huit ou dix ans groupé une vingtaine d'ouvrières. Quel temps leur faudra-t-il pour réunir la main-d'œuvre à opposer aux offres de service des autres intermédiaires ? Pour être en force, les œuvres de travail devraient se coaliser et il serait nécessaire pour cela qu'il ne subsiste entre elles aucune divergence de principes ; qu'elles ne se paralysent pas réciproquement par la concurrence qu'elles se font — aussi redoutable pour les travailleuses que la concurrence économique.

L'intervention directe — indispensable à une œuvre de charité individuelle — ne peut donner que de pauvres résultats pour une œuvre de réforme ; l'évolution des syndicats-*patronages*, de la ligue sociale d'acheteurs en sont une autre preuve.

Le rôle des classes dirigeantes semble être plutôt

d'inspirer les réformes, de créer les mouvements d'opinion, d'aider par leurs subsides et leurs encouragements moraux, les intéressées à organiser par elles-mêmes la résistance. La propagande syndicale pour le développement du sens et du goût de l'association chez les travailleuses nous paraît être la plus utile de toutes les entreprises de la philanthropie.

Il faut savoir gré aux féministes de l'avoir compris et de ne pas dépenser leurs forces à d'autres œuvres qu'à celle-là.

ANNEXE

Statuts du Syndicat de l'Aiguille

TITRE I

Il est formé entre les personnes qui adhéreront aux présents statuts, une association mixte de patronnes, employées et ouvrières en habillement, métiers similaires et professions connexes, sous le patronage de Sainte-Anne.

Le siège de l'association est à Paris, 34, rue Boissy-d'Anglas.

TITRE II

L'association comprend des membres en nombre illimité.

Pour y être admise, il faut : 1° être âgée de dix-huit ans et ne pas avoir plus de trente-cinq ans ; 2° être présentée par deux membres ; 3° s'engager à ne pas travailler le dimanche, sauf permission ; à respecter et faire respecter la morale et l'honnêteté dans les ateliers ; 4° être agréée par le Conseil syndical.

Les associées célèbrent ensemble leur fête patronale et envoient une députation à la messe de sépulture des membres décédés.

But

Le syndicat a pour but notamment :

1° L'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels et économiques des associées ;

2° La création d'institutions de savoir professionnel, de prévoyance et d'assistance fraternelle ;

3° La création d'un bureau de placement et de renseignements pour les offres et demandes de travail ainsi que d'un bureau de contentieux.

Cotisations

Les patronnes paient une cotisation annuelle minimum de dix francs.

Les employées, une cotisation de deux francs et les ouvrières, de un franc. Le droit d'inscription est de 1 franc.

Les cotisations doivent être payées avant la fin du premier trimestre ; toute associée qui, après deux rappels, n'aura pas payé sa cotisation pourra être rayée des registres de l'association.

Tout membre qui se retire de l'association perd tous ses droits au patrimoine corporatif.

Sous aucun prétexte, il ne pourra être fait par le membre démissionnaire répétition des sommes versées pour lui.

TITRE III

Organisation. Administration

L'association est administrée par le Conseil syndical mixte composé de trente-six membres et ainsi constitué :

1° Six patronnes, six employées, six ouvrières dites fondatrices qui doivent garder l'esprit et les traditions de l'association. Elles se recrutent elles-mêmes par un renouvellement triennal. Elles sont rééligibles.

2° Six patronnes, six employées, six ouvrières élues pour une année, en assemblée générale et à la majorité des voix par leur groupe respectif.

Le Conseil syndical choisit son bureau à la majorité des voix et pour un an.

Il est formé :

D'une Présidente, prise parmi les patronnes fondatrices ;

D'une vice-présidente patronne ;

D'une vice-présidente employée ;

D'une vice-présidente, ouvrière ;

D'une secrétaire ;

D'une trésorière.

Le Conseil se réunit au moins tous les trois mois. Il prononce sur l'admission et la démission des membres, établit le budget, vérifie les comptes, fixe l'emploi des cotisations et des fonds de l'association ; veille à l'exécution des statuts et des décisions des assemblées générales ; surveille les institutions économiques, professionnelles et de prévoyance.

Le Conseil syndical sera assisté d'un Conseil judiciaire pour les questions contentieuses.

Quand les patronnes jugent à propos de délibérer séparément, elles se réunissent sous la présidence de la vice-présidente patronne. Quand les employées ou les ouvrières entendent user du même droit, elles se réunissent sous la

présidence de leur vice-présidente, employée ou ouvrière. Les décisions ainsi adoptées ne sont exécutives qu'après ratification par le Conseil syndical.

Conciliation et Arbitrage

Les différends nés entre les membres de l'association doivent être portés d'abord devant une commission de conciliation. Cette commission est composée d'une patronne et d'une employée s'il s'agit d'un différend entre patronne et ouvrière. Dans les deux cas la commission est présidée par un membre du conseil judiciaire.

Si la tentative de conciliation ne réussit pas, l'affaire est différée à un Conseil d'arbitrage composé de trois membres du Conseil judiciaire qui tranchent le différend.

TITRE IV

L'association se réunit chaque année en Assemblée générale à l'effet :

1^o D'entendre le rapport que le bureau sortant présente sur son administration ;

2^o De procéder aux élections pour le renouvellement du Conseil syndical.

L'association étant revêtue de la personnalité civile peut faire libre emploi de ses ressources, acquérir et posséder dans la limite de la loi du 21 mars 1884, prêter, emprunter, tester en justice et faire tous actes de personne juridique.

Ces divers actes sont délibérés et votés par le Conseil syn-

dical. En justice et vis-à-vis des tiers, le syndicat est représenté par sa présidente, à son défaut par un membre du bureau spécialement désigné à cet effet.

TITRE V

Patrimoine corporatif. — Dispositions générales

Le patrimoine corporatif est formé par le reliquat des cotisations et par les dons ou legs qui lui seront faits.

Les statuts pourront être modifiés par le Conseil syndical, avec l'approbation de l'Assemblée générale.

Quel est le but d'une association professionnelle mixte ?

Les corporations, c'est-à-dire les associations de maîtres et d'ouvriers, nées au moyen âge d'un besoin de protection mutuelle, ont été supprimées par une loi de 1791.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, en permet le rétablissement, sans cependant donner à ces nouvelles associations la totalité des privilèges des anciennes corporations.

Les corporations de nos jours doivent se plier aux exigences du nouvel état social.

Les traits principaux d'une corporation ou association mixte sont : la fraternité, l'assistance mutuelle, l'effort commun tendant à perfectionner le métier et à y conserver de l'honorabilité.

Les associations professionnelles sont des personnes civiles, ayant la capacité civile de contracter, de s'obliger, d'ester en justice, d'être propriétaires sous certaines restrictions imposées par la loi.

Les associations doivent être mixtes, c'est-à-dire composées des patrons et ouvriers. Les associations seules, peuvent offrir aux faibles les ressources des riches et des forts, amener l'apaisement dans le monde du travail.

Les patronnes, dans des réunions spéciales où elles discuteront leurs intérêts, trouveront les moyens propres à les mieux protéger. Les ouvrières pourront user du même droit. Dans les réunions communes, patronnes et ouvrières apprendront à se connaître et à mieux s'apprécier.

Ces associations devront être chrétiennes, Dieu seul pouvant donner le doux lien d'amour fraternel qui maintiendra la bonne entente et l'harmonie, résultant d'un égal respect de leurs droits divers (1).

1. Extraits (Imprimerie Merkel).

BIBLIOGRAPHIE

Volumes et documents consultés

- BARBERET. — Le travail en France. Monographies professionnelles.
- BENOIST (Charles). — Les ouvrières de l'Aiguille à Paris, 1895.
- CAIL (Émile). — L'enseignement industriel et commercial dans les institutions libres catholiques. (Rapport présenté à l'Exposition de 1900.)
- DEBOLO (Marcel). — L'apprentissage à l'atelier. Thèse, 1906. Paris.
- FÉNÉLON (Gibon). — Employées et ouvrières, 1907.
- FLEURQUIN. — Le travail dans les ouvroirs à Paris (Jouve et Boyer), 1899.
- GONNARD. — La femme dans l'industrie, 1906.
- GREGOIRE (Léon). — Le Pape, les Catholiques et la Question Sociale.
- HAUSSONVILLE (d'). — Salaires et Misères de femmes.
— Socialisme et Charité.
- JOLY (Henri). — Les maisons du Bon Pasteur, 1901.
- LEBLANG (René). — L'Enseignement professionnel en France au début du ^{xx}e siècle, 1905.
- LECOQ (Marcel). — L'assistance par le travail en France, 1906.

MILLOT (Abbé). — Que faut-il faire pour le peuple. Lecoiffre, 1901.

POISSON (Charles). — Le salaire des femmes, 1906.

TORNEL (Guy). — Les conscrits du travail et l'enseignement professionnel chrétien, 1898.

TURMANN (Max). — Initiatives féminines, 1905.

Articles de Revues et de Journaux

L'Association catholique. — Le travail des femmes dans les Communautés religieuses, 15 août 1898.

Bulletin de la Ligue sociale d'Acheteurs. — Années 1905-1906-1907.

Echo des Syndicats. — La puissance du Consommateur, janv. 1907.

Journal des Economistes. — Les ligues de Consommateurs. M. Yves Guyot, nov. 1904.

Revue Philanthropique. — Rapport de M. Eugène Prévost sur l'assistance par le travail considérée en son principe ; Discussion. Décembre 1906, janvier-février 1907.

Revue Politique et Parlementaire. — L'organisation syndicale des ouvrières, 10 août 1906.

Revue Christianisme Social. — I. La Ligue Sociale d'acheteurs, M^{me} Jean Brunhes. II. Critique de la ligue d'acheteurs M. Louis Wuarin, nov. 1907.

Ruche Syndicale (La) organe de l'Union Communale des syndicats indépendants de femmes — année 1907.

- Réforme sociale* (La). — a) Compte rendu du Congrès de 1901 ;
année 1901, Tome III.
b) Le mouvement syndical féminin, M^{me} Jean Brun-
her, juin 1905.

Publications officielles

A. — *Ministère du Commerce*

- Office du travail. — a) Note sur la statistique du chômage.
b) Conseil supérieur du travail. L'appren-
tissage (Rapport de M. Briat. Enquête
et documents) 1902.
c) La Petite industrie, t. III. Le vête-
ment à Paris, 1896.
Enseignement technique en France
(t. V. Etablissements d'enseignement
technique, Seine), 1900.

B. — *Rapports au Conseil Municipal*

- M. BOMPARD. — Subventions aux œuvres d'assistance. Rap.
105, an. 1892.
DAUSSET (Louis). — Rapport sur les règlements des Ecoles
professionnelles, n° 2, 1905.
MOREL (Pierre). — Rapport sur l'enseignement technique pro-
fessionnel, n° 29, 1907.

Publications diverses

Action populaire. Publication bi-mensuelle. — Tracts : ° *Le fil et l'aiguille.* Stanislas du Lac. 2° *Ouvrières parisiennes.* M^{me} Froment, (n° 9).

3° *L'Assistance par le travail*, M. Louis Rivière, (n° 64).

Comptes rendus. — Congrès International des œuvres et institutions féminines. Compte rendu des travaux, t. I, II, III, IV. Paris, 1900.

— Congrès International d'Assistance publique et de bienfaisance privée tenu en août 1900. Compte rendu des travaux, 1900.

— Congrès International des Œuvres catholiques de 1900, section des œuvres de femmes. Compte rendu des travaux (à l'Ecole professionnelle d'Imprimerie 19 rue Bonaparte).

— Congrès International de la condition et du droit des femmes. Compte rendu des travaux, 1901.

— Congrès Jeanne d'Arc tenus en 1905 et en 1906 à l'Institut Catholique. Compte rendu des travaux (à l'Ecole professionnelle d'Imprimerie).

Comptes rendus des Assemblées Générales.

1° du Conseil National des Femmes Françaises, 1, avenue de Malakoff.

2° des Œuvres d'Assistance du V^e arrondissement, 10 rue du Val-de-Grâce ; du VI^e arrondissement, impasse Robiquet ; du VIII^e et XVII^e arrondissements, 17, rue Salneuve ; de la fondation Mamoz, 170, rue du

faubourg Saint-Honoré ; des ouvroirs ateliers pour les ouvriers sans travail, avenue de Villiers ; de l'œuvre du travail, 30, rue de Berlin ; de l'atelier école, 30, rue Boulard.

Notices. — a) L'Œuvre d'assistance du XVI^e arrondissement.

b) L'ouvroir du cercle Amicitia (Chaverot et Renouard.)

Tracts du Conseil national des Femmes Françaises, de la Ligue sociale d'acheteurs.

Guides de l'Action Populaire.

M^{me} Decaux. Les syndicats de la rue de l'Abbaye, 1905, p. 270. 1906, p. 334.

Vu par le Président de la thèse.

SOUCHON

Vu, le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	
CHAPITRE I. — Projets de réforme	
a) La concurrence faite au tra	
tains établissements de M	
b) La bienfaisance privée et	
l'Etat.....	
CHAPITRE II. — Œuvres d'enseigne	
CHAPITRE III. — Œuvres de travail..	
CHAPITRE IV. — La bienfaisance privée	
ment syndical.....	
CHAPITRE V. — La ligue Sociale d'Acheteurs.....	186
CONCLUSION.....	213
ANNEXE.....	223
BIBLIOGRAPHIE.....	229





